

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°464**

**NOVEMBRE 2023**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285 (imprimé)  
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## SOMMARE

- **IRAK : LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN REÇU À L'ÉLYSÉE**
- **TURQUIE : LE SYSTÈME JUDICIAIRE SE DÉCHIRE**
- **IRAN : PLUS DE 600 EXÉCUTIONS EN 2023**
- **ROJAVA : PILLAGE DES OLIVERAIES D'AFRIN**

---

## IRAK : LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN REÇU À L'ÉLYSÉE

**L**e président de la Région du Kurdistan Nechirvan Barzani a effectué le 3 novembre une visite officielle en France à l'invitation du président français.

Au cours de leur entretien en tête-à-tête au palais de l'Élysée les deux présidents ont évoqué la situation au Kurdistan, la guerre commune contre Daech, la situation politique en Irak, les relations entre Erbil et Bagdad et le contexte régional. La France est un membre important de la coalition internationale contre Daech et l'organisation djihadiste constitue encore une menace sé-

rieuse. Elle multiplie ses actions terroristes tant en Irak qu'en Syrie. Le 20 novembre le CENTCOM (US Central Command) a annoncé que les forces de la coalition avaient mené en deux mois 79 opérations contre Daech en Irak et en Syrie, tuant 13 djihadistes et arrêtant plusieurs leaders de Daech. La France, comme les autres alliés de la coalition, compte sur les Peshmergas kurdes irakiens et sur les combattants des Forces démocratiques syriennes pour endiguer cette menace et neutraliser les milliers de djihadistes qui opèrent à partir des foyers de guérilla éparpillés en Irak et en Syrie. La lutte des forces kurdes

contre Daech est entravée par les incursions et bombardements turcs et les interventions iraniennes par le biais des milices irakiennes qui déstabilisent la région. La France n'a guère de moyens de pression sur Ankara et Téhéran mais elle a joué et elle continue de jouer un rôle de médiation entre Bagdad et Erbil afin de parvenir à un règlement par le dialogue des litiges qui les opposent. Elle veut un Kurdistan fort et prospère dans un Irak démocratique, stable et souverain, libre des ingérences de ses voisins.

Le président Barzani a informé le

---

---

président français de la crise économique qui sévit au Kurdistan à la suite de l'arrêt de ses exportations du pétrole et du versement par intermittence de sa part du budget irakien, malgré des accords signés et maintes fois réitérés. Cela a pour conséquence le non-paiement des salaires et des pensions des employés et fonctionnaires parfois pendant plusieurs mois. Cette situation nuit à l'autorité du gouvernement du Kurdistan et à la motivation des Peshmergas, régulièrement privés de leur solde, dans la guerre contre Daech. Les deux présidents se sont félicités de l'excellence des relations franco-kurdes.

Au cours de sa courte visite, le président du Kurdistan a également été reçu par le ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu. Leurs entretiens ont porté sur la question de coopération militaire. Le ministre français s'était d'ailleurs rendu à Erbil, en octobre, pour préparer la visite à Paris de Nechirvan Barzani.

Le président français avait envisagé de se rendre ensuite à Bagdad courant novembre mais l'embrasement du conflit israélo-palestinien l'a amené à ajourner cette visite ainsi que la conférence régionale sur la stabilisation de l'Irak.

La guerre de Gaza a eu des conséquences dans l'ensemble du Moyen-Orient, y compris en Irak et au Kurdistan, voisin d'un Iran et d'une Turquie engagés dans la défense du Hamas et critiquant avec véhémence le soutien des États-Unis et des autres pays occidentaux à Israël.

Si le président turc en est resté à des gesticulations tonitruantes tout en poursuivant ses fructueuses

relations commerciales avec l'État hébreu, l'Iran a mobilisé l'ensemble de son vaste réseau de milices contre les intérêts américains y compris en Irak. D'après une statistique rendue publique le 15 novembre par la porte-parole du Pentagone, Sabrina Singh, depuis le 17 octobre, il y a eu 27 attaques par drones ou par roquettes des milices pro-iraniennes contre les bases américaines en Irak et 28 attaques en Syrie. 60 soldats américains ont été blessés. Une dizaine de ces attaques ont visé les bases de la coalition internationale au Kurdistan (Erbil) Harir. Le 9 novembre, un dépôt de carburant de l'aéroport militaire de Harir a pris feu à la suite d'une attaque d'un drone suicide. Une milice pro-iranienne, s'appelant pour l'occasion « Résistance islamique », a revendiqué cette attaque. Les Américains ont montré du doigt l'Iran et promis que les agresseurs seraient punis.

Le 23 novembre, quelques jours après des représailles contre un dépôt de munition et des camps d'entraînement des milices pro-iraniennes en Syrie, l'aviation américaine a bombardé un important centre de commandement et de fabrication de roquettes de la puissante milice pro-iranienne Kataib Hezbollah, situé au sud de Bagdad faisant 8 morts. La veille, les Américains avaient tiré un drone contre un véhicule de la milice Hachd as-chaabi dans la région d'Abou Ghraïb, près de Bagdad, faisant 1 mort et plusieurs blessés. Le gouvernement irakien et l'Iran ont protesté contre cette « violation flagrante de la souveraineté irakienne » mais le commandement américain a répliqué qu'il s'agissait d'une action de précision, d'auto-défense. Lors de sa brève visite à Bagdad, le secrétaire américain

Antony Blinken avait demandé, à nouveau, au gouvernement irakien d'arrêter les auteurs des attaques contre les bases américaines et d'assurer la protection de celles-ci. Les promesses faites par le Premier ministre irakien restent vaines car il n'a aucune autorité sur ces milices.

Il y a actuellement, dans le cadre de la coalition internationale de lutte contre Daech, 2500 soldats américains en Irak et 900 en Syrie. L'Iran et les milices à son service réclament le départ de ces forces et se livrent à des actions de harcèlement incessants contre elles. Pour éviter un conflit généralisé avec l'Iran, le président Biden ordonne à ses forces de répondre de manière proportionnée et précise aux attaques qui les visent.

Au cours du mois, le Premier ministre irakien s'est rendu à Erbil où il a rencontré les principaux dirigeants kurdes ; il était accompagné par le ministre du pétrole qui, après avoir rencontré son homologue kurde, a annoncé « la reprise dans quelques jours des exportations du pétrole du Kurdistan ». Déclaration restée sans suite comme celle du Premier ministre de débloquent la partie du budget revenant au Kurdistan afin de régler les salaires et les pensions. Fin novembre, une délégation du Gouvernement kurde s'est rendue à son tour à Bagdad où elle a rencontré le Premier ministre et les ministres concernés pour discuter pour la énième fois du budget du Kurdistan.

A signaler aussi la visite remarquable à Erbil de l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson venu apporter son soutien au peuple kurde.

---

## TURQUIE : LE SYSTÈME JUDICIAIRE SE DÉCHIRE

**L**es deux plus hautes instances judiciaires turques, la cour constitutionnelle et la cour de cassation s'affrontent publiquement sur le sort réservé à un opposant emprisonné Can Atalay, élu député alors qu'il était derrière les barreaux.

Le 25 octobre, la cour constitutionnelle turque avait ordonné la libération de Can Atalay, incarcéré depuis plus d'un an et condamné à 18 ans de prison pour « tentative de renversement de la République », en fait pour délit d'opinion, élu député en mai dernier sur la liste du Parti des travailleurs de Turquie (TIP). Selon les hauts magistrats de la Cour constitutionnelle « le droit constitutionnel de voter et d'être élu » et « le droit à la sécurité et à la liberté » du député ont été violés. Le pouvoir reproche à cet avocat de 47 ans sa participation aux manifestations pacifiques du parc Gezi de 2013. Les défenseurs de ce rare espace vert au cœur d'Istanbul, voué à disparaître au profit d'un projet immobilier du pouvoir, sont accusés d'avoir tenté de renverser le régime, un régime hanté par le syndrome des « révolutions de couleur » qui ont provoqué la chute de plusieurs autocraties en Europe orientale. Parmi les autres accusés du procès Gezi, l'homme d'affaires et philanthrope turc Osman Kavala condamné à une peine de « perpétuité aggravée » et incarcéré depuis 2016 malgré deux arrêts de la cour européenne des droits de l'homme ordonnant sa libération immédiate. Arrêts non respectés par la Turquie qui de ce fait risque d'être suspendue voire exclue du Conseil de l'Europe. Le dossier turc est depuis des mois devant le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, seul habilité à prendre des sanctions contre un Etat contrevenant. Le Comité ne semble guère pressé de prendre une décision.

La commission électorale avait autorisé Can Atalay à se présenter depuis sa prison en tant que candidat d'un parti turc légal (TIP) de gauche. Elu dans la province de Hatay (Antioche), récemment en partie détruite par le tremblement de terre, M. Atalay a demandé sa libération du fait qu'il bénéficiait en tant que député de l'immunité parlementaire selon l'article 83 de la Constitution turque. Une requête rejetée le 13 juillet par la cour de cassation. Saisie en dernier recours, la cour constitutionnelle a, le 23 octobre, statué et ordonné la libération du député emprisonné. En droit turc les décisions et arrêts de cette cour suprême sont définitifs et doivent être respectés par tous. Mais la cour de cassation, contrôlée par des juges proches du Parti de l'Action nationaliste (MHP) d'extrême droite associé au pouvoir, est passé outre de l'arrêt en décidant, le 8 novembre, en toute illégalité, le maintien en détention de Can Atalay. Elle est même allée plus loin en déposant une plainte pénale contre les juges de la cour constitutionnelle.

Pourtant, d'après l'article 153 de la Constitution turque « les décisions de la cour constitutionnelle sont contraignantes pour les organes législatifs, exécutifs et judiciaires, pour les autorités administratives ainsi que pour les personnes physiques et morales ».

Tel n'est pas l'avis du juge suprême du pays, le président turc, qui le 10 novembre a déclaré « personne ne peut mettre de côté une décision de la cour de cassation qui est une haute juridiction. Malheureusement, à ce stade la cour constitutionnelle commet des erreurs ». Quid donc des règles déjà fortement ébranlées de ce qui reste de l'Etat de droit en Turquie. Pour le président de l'Union des barreaux turcs, Erinc Sagkan, cet imbroglio « n'est pas une simple

crise judiciaire. Il s'agit d'une crise d'Etat de la violation manifeste de la constitution par la justice ». Pour le nouveau chef du CHP, principal parti de l'opposition, Ozgur Ozel, il s'agit d'un « coup d'Etat » (Le Monde, 17 novembre). Cet ancien président de l'Union des pharmaciens turcs, qui a remplacé Kemal Kiliçdaroglu, n'a pas précisé contre qui était dirigé ce coup d'Etat vu que l'Etat c'est déjà le président Erdogan qui a le dernier mot sur les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires.

La justice turque, qui refuse la libération d'un député détenu pour délit d'opinion, a ordonné le 15 novembre celle de l'assassin du journaliste Hrant Dink, fondateur du journal bilingue turc-arménien Agos. Au cours d'un procès, très médiatisé de ce journaliste emblématique, 17 co-accusés avaient été acquittés et aucun des commanditaires de cet assassinat politique n'avait été inquiété. Le jeune tireur ultranationaliste Ogun Samast avait été condamné à une peine à perpétuité. Il vient d'être libéré pour « bonne conduite » après 16 ans de détention.

Les journalistes qui s'obstinent à critiquer le pouvoir continuent d'être poursuivis par la justice turque. Celle-ci a décidé le 1er novembre l'arrestation d'un journaliste d'investigation du site d'information en ligne T24, Tolga Sardan, qui s'intéressait de trop près aux réseaux de corruption au sein de la justice (La Croix 3 novembre). Il va rejoindre des dizaines d'autres de ses collègues dans les geôles turques.

Une autre affaire de corruption a frayé la chronique, cette fois-ci aux États-Unis. Celle du maire de New-York Eric Adams soupçonné par la justice américaine d'être corrompu par la Turquie. Les dons des hommes d'affaires turcs proches d'Erdogan à la campagne

---

de M. Adams, les nombreux voyages de ce dernier en Turquie éveillent des soupçons de corruption et font l'objet d'une enquête judiciaire (New York Times, 14 novembre).

Plus que les affaires de corruption, endémiques et généralisées en Turquie, ce qui inquiète surtout les citoyens turcs est la cherté excessive de la vie. Officiellement l'inflation annuelle n'est que de

65% mais en réalité elle dépasserait largement les 100%. Le coût des denrées de base, des transports, des logements bat des records et les gens ordinaires luttent pour leur simple survie. Dans les métropoles les loyers, souvent payés en dollars, sont devenus inabordable même pour les classes moyennes désormais en voie de paupérisation. La nouvelle directrice générale de la banque centrale de Turquie qui vient de porter à 40% le taux directeur de crédit ne

parviendrait pas à trouver pour elle-même une location abordable à Istanbul. En attendant, depuis son retour des États-Unis, cette « wonder woman » appelée au secours pour mettre de l'ordre dans les comptes de la nation, logerait chez ses parents lors de ses séjours à Istanbul. Mais, tout comme le président turc, elle promet un avenir plus radieux avec un taux d'inflation à un seul chiffre dans un an et le tout le monde est prié de la croire sur parole.

---

## IRAN : PLUS DE 600 EXÉCUTIONS EN 2023

**S**elon un bilan établi et rendu public le 2 novembre par l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, l'Iran a procédé à plus de 600 exécutions depuis le début de l'année, soit « deux meurtres d'État par jour ». Ce bilan qui ne porte que sur 10 mois constitue déjà un record depuis 2015, année noire avec un score effrayant de 972 exécutions. En 2022 le bilan était de 592 exécutions. De nombreux condamnés attendent encore dans les couloirs de la mort du régime iranien dont un militant lié à la contestation du mouvement « Femme, vie, liberté » (AFP 14 novembre) ou un couple condamné à mort par un tribunal de Téhéran pour adultère (Libération 3 novembre).

Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée internationale de la violence à l'égard des femmes, l'ONG kurde des droits de l'homme, Hengaw, indique que depuis le début de l'année 2023 16 femmes ont été exécutées et 128 militantes ont été condamnées à de peines variées. Les défenseurs des droits humains s'indignent du manque de réaction de la communauté internationale. A la suite de l'exécution, le 24 novembre, d'un jeune homme de 17 ans et d'un homme de 22 ans, un porte-parole du Bureau des droits humains de l'ONU, Elisabeth Throssell a rappelé « à Téhéran

son obligation, en vertu des conventions internationales d'interdire des condamnations à mort et leur application pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans » (AFP 29 novembre). Elle est s'est dite « préoccupée par l'exécution d'une huitième personne, le 24 novembre, dans le cadre des manifestations de septembre 2022 ». L'ONU « déplore ces exécutions » tout en laissant l'Iran présider le Forum social de son Conseil des droits de l'homme qui s'est tenu les 2 et 3 novembre à Genève (Le Figaro, 2 novembre). Parfois la réalité dépasse la fiction a réagi la LICRA et « ce n'est pas une plaisanterie » a commenté de son côté l'ONG UN Watch qui a lancé une pétition de de protestation.

Tout au long du mois la répression « ordinaire » contre les contestataires et opposants s'est poursuivie avec une grande brutalité. La « guerre du hidjab » continue de faire rage. Les autorités iraniennes ont refusé de conduire « sans foulard » à l'hôpital la prix Nobel de la Paix Narges Mohammadi à l'infirmerie de la prison d'Evin où elle est incarcérée (Libération, 2 novembre). Finalement, une équipe médicale composée de femmes a dû se rendre dans la section réservée aux femmes de cette sinistre prison pour lui prodiguer des soins urgents. Selon l'ONG kurde des droits

de l'homme Hengaw le régime iranien a arrêté plusieurs civils kurdes, dont Hamza Pirozi et Soran Sahragard à Marivan, Saman Mohammadi et Worja Ibrahimy à Senna, Mohammed Kadakhoda à Bokan, ainsi que Ramin Wali Najad et Hamid Himati à Ilam. De son côté, le tribunal révolutionnaire islamique de Jiwanro a condamné un militant écologiste kurde nommé Yasser Noori à quatre mois de prison pour « propagande contre l'État ». Le tribunal révolutionnaire islamique de Senna a condamné à dix ans de prison deux membres de l'organisation Nojîn, qui se concentre sur les questions culturelles et linguistiques. Enfin, les gardes-frontières iraniens ont tué deux porteurs frontaliers kurdes (kolbar) lors d'incidents distincts près de Baneh et de Marivan. Les forces du régime ont également blessé au moins dix kolbars près de Nowsud. Selon Hengaw, les gardes-frontières iraniens ont tué trois kolbars et en ont blessé 23 en octobre.

Un Kurde, Qasem Abasteh, qui avait été initialement condamné à mort en 2015 pour « avoir mené une guerre contre Dieu », a été exécuté. Abasteh était accusé d'entretenir des convictions salafistes, une accusation qu'il a niée. En octobre, le régime iranien a exécuté au moins 78 personnes selon le bilan des ONG.

Par ailleurs, le président iranien

Ebrahim Raïsi s'est rendu dans la ville kurde de Senna pour la deuxième fois en un an, au milieu de la grave crise économique que la politique du régime a infligée au Kurdistan iranien. Raïsi a supervisé l'ouverture d'une nouvelle voie ferrée entre Senna et Hamadan, mais les militants ont dénoncé la visite et publié des slogans protestant contre Raïsi et la politique du gouvernement iranien envers les Kurdes. La visite de Raïsi a coïncidé avec l'arrestation de militants kurdes à Salas-e Babajani, Mehabad, Awdanan, Senna, Jiwanro et Saqqez.

Selon Hengaw, trois kolbars ont été tués et 40 autres blessés depuis la récente visite du président iranien Ebrahim Raïsi à Baneh. Parallèlement, les forces de sécurité ont poursuivi leur répression contre les militants et les civils. Parmi les personnes arrêtées un imam, une femme et un civil à Bokan ; deux civils kurdes à Khoy ; un militant syndical à Kamyaran ; deux hommes kurdes à Saulawa ; un professeur de langue kurde, Siarous Abbasi, à Dewalan ; un musicien à Senna ; et un activiste politique à Marivan. À Piranshahr, les forces de sécurité ont arrêté cinq adolescents. En outre, le tribunal révolutionnaire islamique de Senna a condamné un Kurde nommé Kaywan Zandagi à cinq ans de prison pour son implication et son rôle dans les soulèvements de Jîna Amini l'année dernière.

Par ailleurs, un membre du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Sorhab Rahmati, a échappé de peu à une tentative d'assassinat dans la capitale du Kurdistan irakien, Erbil. Rahmati, un avocat dévoué connu pour représenter les victimes des attaques terroristes du régime iranien, a été blessé lorsqu'un agresseur lui a tiré dessus à deux reprises avec une arme à feu silencieuse. Dans un communiqué, le PDKI a accusé « l'agence terroriste » du régime iranien d'être à l'origine de cet assassinat (Rudaw, 16 novembre).

Plusieurs manifestations ont eu lieu dans diverses villes, dont la ville kurde de Kermanschah, ainsi qu'à Ispahan, Ahwaz et Shush, dénonçant les lois sur la sécurité sociale et les conditions de vie lamentables. Les manifestations étaient coordonnées par des syndicats représentant diverses industries, notamment les métallurgistes, les employés du secteur public, les infirmières, les employés des compagnies pétrolières et les employés municipaux. Parallèlement, les forces de sécurité, en particulier les gardes-frontières, ont intensifié leur répression contre les porteurs frontaliers kurdes (kolbar), entraînant la mort de deux personnes, dont un adolescent, et la blessure d'une douzaine d'autres près de Baneh, Newsud et Urmia. De plus, deux kolbars ont tragiquement succombé aux températures glaciales

à Piranshahr et Urmia.

Le Département d'État américain a condamné le processus d'exécution trompeur de l'Iran visant le chanteur kurde Saman Yasin. Yasin, qui a été emprisonné par le régime iranien pendant plus d'un an après le soulèvement de Jîna Amini l'année dernière, a été confronté à une fausse exécution dans le cadre de tactiques de pression psychologique en raison de ses chansons contre le régime. Le compte Twitter en persan du Département d'État américain a souligné : « Le recours à des simulacres d'exécutions, à la torture et à des condamnations à mort sans procès équitable viole non seulement les droits de l'homme, mais va également à l'encontre du respect fondamental de la dignité humaine. » Yasin risque désormais une peine d'emprisonnement à perpétuité suite à l'annulation de sa peine d'exécution, dans l'attente d'un nouveau procès.

A signaler aussi la condamnation à 5 ans de prison de Louis Arnaud le 8 novembre par un tribunal de Téhéran sans la présence de ses avocats. Ce Français de 36 ans, détenu depuis plus de trois ans, est accusé de « propagande et atteinte à la sécurité de l'État iranien » accusations floues et sans fondements qui font de lui un « otage d'État » à monnayer dans de futures tractations avec la France (Libération, 9 novembre)

---

## ROJAVA : PILLAGE DES OLIVERAIES D'AFRIN

**L**e mois de novembre a été marqué par des affrontements militaires tous azimuts entre la coalition internationale et Daech et les milices pro-iraniennes, entre Daech et les forces gouvernementales syriennes, entre celles-ci et les forces démocratiques syriennes (SDS), à dominante kurde, ainsi que par les bombardements aériens les attaques par drones de l'aviation turque contre des cibles kurdes civiles (infra-

structures) et militaires dans les provinces administrées par les Kurdes.

Dans les territoires sous occupation turque, où la Turquie se vante d'avoir déjà installé plus de 500.000 déplacés arabes syriens sur des terres vidées de leurs populations kurdes, l'épuration ethnique avance à grands pas dans le silence ou l'indifférence de la communauté internationale. Dans la ville de Serê Kaniyê (Ras al-Ayn), qui

avait, avant l'invasion turque de 2019, une population de 175.000 habitants dont 85.000 Kurdes, il n'y aurait plus que 50 Kurdes. A Girê Spî (Tell Abyad) également sous occupation turque la situation est tout aussi dramatique.

Dans le canton d'Afrin, occupé depuis 2018 par l'armée turque où la grande majorité de la population kurde a été chassée et remplacée par des familles de milices syriennes au service de l'occupat-

---

tion turque, le processus d'épuration ethnique se double du pillage des richesses du pays et de la confiscation des biens et des commerces des habitants kurdes qui ont dû fuir la terreur de l'occupation. Ceux qui malgré tout sont restés, notamment dans les villages, pour s'occuper de leurs oliveries, symbole d'Afrin, sont confrontés aux actions de prédation des milices syriennes supplétives de l'armée turque.

Plusieurs factions de l'Armée nationale syrienne (SNA), une coalition hétéroclite des milices pro-turques, se sont violemment affrontées à propos des revenus provenant des prélèvements sur les récoltes d'olives et de l'huile d'olive volées aux Kurdes locaux. Des groupes soutenus par la Turquie ont volé de nombreux oliviers de la région, extorqué des agriculteurs locaux. Le conflit concernant les revenus du commerce des olives découlerait notamment de différends entre deux commandants de la Division Sultan Murad dans le village de Qornah, dans le district de Bobol, à Afrin, bien que d'autres factions et groupes soient susceptibles de s'impliquer dans les semaines à venir.

De nombreux habitants d'Afrin n'ont désormais plus les moyens d'acheter de l'huile d'olive en raison de l'implication croissante des mercenaires turcs dans le commerce des olives. La contrebande d'huile d'olive par des groupes soutenus par la Turquie vers le territoire contrôlé par le régime d'Assad et vers la Turquie a fait grimper le prix d'un seul conteneur de plus de cent pour cent depuis 2022. En outre, certains habitants ont exprimé leur inquiétude quant à l'Armée nationale syrienne (SNA), soutenue par la Turquie, et l'exploitation du commerce des olives par d'autres groupes pourraient ruiner l'avenir de l'industrie oléicole d'Afrin. L'huile d'olive exportée vers la Turquie est souvent reconditionnée et vendue dans d'autres pays sans aucune

indication qu'elle provient d'Afrin.

Les déplacés d'Afrin qui se sont réfugiés dans la province d'Alep subissent eux des agressions de la part des forces gouvernementales syriennes. En effet, la Quatrième Division de l'Armée arabe syrienne maintient un blocus sur la zone à majorité kurde de la campagne nord d'Alep, gouvernée conjointement par l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie et le régime d'Assad. La Quatrième Division a l'habitude d'imposer des blocus et de prélever des frais sur les marchandises entrant dans la zone, y compris le carburant. Le blocus a entraîné la fermeture des transports publics et des écoles en raison de pénuries de carburant et des inquiétudes subsistent quant à d'éventuelles perturbations des sources d'eau et des boulangeries. Le blocus affecte particulièrement environ 100 000 personnes déplacées d'Afrin qui ont fui après l'invasion du nord-ouest de la Syrie par la Turquie en 2018.

Tout au long du mois, les combattants du régime pro-Assad et les milices soutenues par l'Iran ont continué de tenter d'attaquer et de saper l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) dans le gouvernorat de Deir ez-Zor. D'autres attaques de mortier et d'artillerie, partant de la rive ouest de l'Euphrate, ont visé la ville de Dhiban contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), tuant une femme et sa fille de quatre ans et blessant un homme et son enfant. Le conflit a commencé lorsque les FDS ont démis et arrêté l'un de leurs commandants, Abu Khawla, accusé de contrebande, trafics divers et collaboration avec le régime d'Assad. L'arrestation de Khawla a conduit à un soulèvement tribal parmi ses partisans, que Damas et Téhéran ont exploité pour tenter de renverser l'AANES et de récupérer tout le nord-est de la Syrie.

Le 19 novembre, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dans l'est de Deir ez-Zor ont connu une deuxième journée consécutive d'attaques perpétrées par des hommes armés non identifiés, à la suite d'assauts d'artillerie et de mortier lancés par les forces pro-Assad depuis l'autre côté de l'Euphrate vers le territoire contrôlé par les FDS. Divers groupes d'hommes armés, probablement affiliés à des milices pro-Damas et pro-Iran, ont attaqué le personnel des FDS à plusieurs endroits de Deir ez-Zor, utilisant des mitrailleuses, des roquettes et même des motos pour leurs attaques. Selon un rapport de l'agence de presse Nord, ces hommes armés feraient partie de l'insurrection anti-SDF initiée par des factions pro-gouvernementales et pro-iraniennes, visant à renverser l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES).

Les FDS ont annoncé que leurs unités antiterroristes (YAT) avaient arrêté un haut commandant de Daesh nommé Muhammad Sakhr al-Bakr, alias Khaled al Shami, à Raqqa. Al Shami a été commandant militaire adjoint de Daesh pour la wilayat al Sham, qui fait référence à l'ensemble du territoire revendiqué par l'organisation en Syrie. Les FDS ont affirmé qu'al Shami avait participé à la planification et à l'organisation du raid dans la prison d'Al Sina'a à Hassaké en janvier 2022. Al Shami a également joué un rôle majeur dans la planification et la facilitation d'attaques terroristes et d'opérations militaires visant à renverser l'administration autonome du Nord et l'est de la Syrie (AANES) et restaurer le contrôle territorial de Daesh sur la région.

Par ailleurs, le ministère américain de la Défense a signalé 60 attaques perpétrées par des milices pro-iraniennes au cours du mois dernier contre du personnel militaire américain stationné en Syrie et en Irak. Ces attaques ont fait 59 blessés. Le groupe « Résistance isla-



---

mique », parmi d'autres milices pro-iraniennes, a revendiqué ces attaques répétées de drones et de roquettes contre des bases américaines. En réponse, l'armée américaine a mené plusieurs frappes aériennes ciblant les installations des milices pro-iraniennes et du Conseil des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) en Syrie.

Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a confirmé que des frappes aériennes américaines visaient le CGRI à Deir ez-Zor et les groupes soutenus par l'Iran en Irak et en Syrie, en réponse aux récentes attaques de l'Iran contre le personnel américain. Austin a

également averti que les États-Unis n'hésiteraient pas à frapper d'autres cibles iraniennes si l'Iran et ses mercenaires ne cessaient pas leurs attaques contre le personnel américain dans la région. L'OSDH affirme que les frappes ont tué au moins huit combattants pro-iraniens et a estimé que le nombre de morts devrait augmenter. Les frappes ont détruit un important entrepôt de munitions et un lanceur de missiles.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les attaques de l'EI (Daech) dans le désert syrien au cours du mois dernier

ont entraîné la mort de 67 membres des forces gouvernementales pro-Assad. Treize militants de l'Etat islamique auraient également été tués, apparemment à cause d'attaques aériennes russes. Les principaux foyers de violence sont Homs, Deir ez-Zor, le sud de Raqqa et Alep. Ces attaques suivent un modèle d'incursions réussies de l'Etat islamique contre les forces pro-Damas, représentant une menace persistante malgré la défaite territoriale de l'Etat islamique face aux Forces démocratiques syriennes (FDS). Le groupe djihadiste continue de mener une insurrection pour restaurer son « califat » et prendre le contrôle de la région.

## Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix, fait sortir un message en cachette de sa prison en Iran : « La victoire n'est pas facile mais elle est certaine »

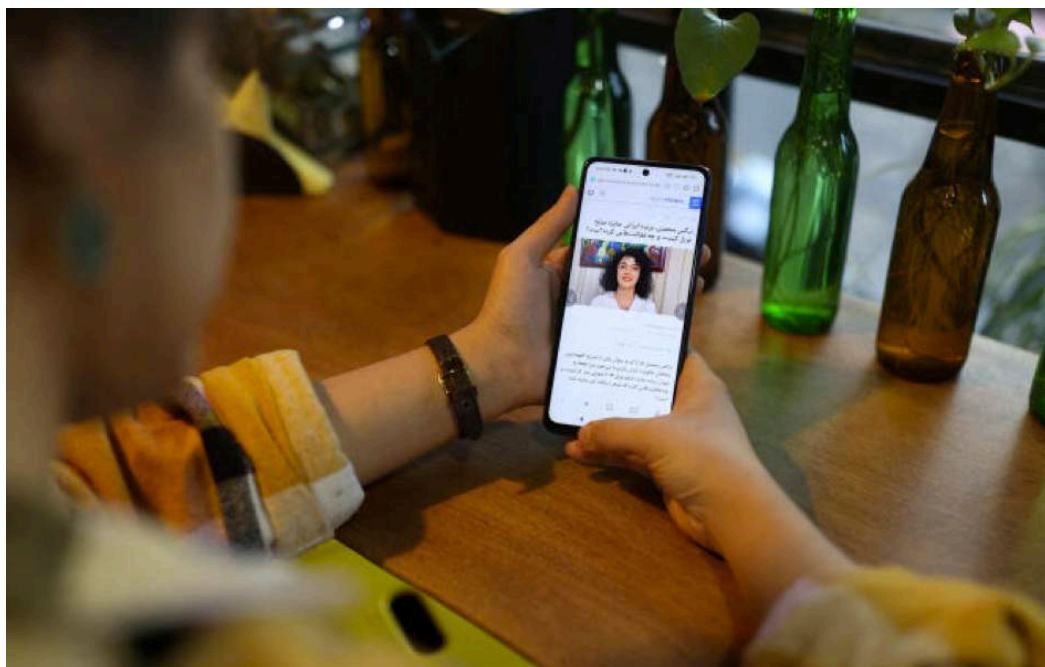
La militante et journaliste de 51 ans, emprisonnée depuis 2021, est l'un des principaux visages de la contestation de la condition des femmes dans le pays.

**L**a victoire n'est pas facile mais elle est certaine » : la militante iranienne des droits des femmes, Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, a fait passer en cachette de sa cellule à Téhéran un message de remerciement.

Dans ce message lu en français par sa fille, Kiana Rahmani, et diffusé sur le site officiel Nobel, la militante et journaliste âgée de 51 ans exprime sa « gratitude la plus sincère » au comité Nobel norvégien, critique une nouvelle fois l'obligation faite aux femmes en Iran de porter le voile et s'en prend vivement aux autorités iraniennes.

« Le hijab obligatoire est la source principale de domination et de répression dans la société, visant à maintenir et à perpétuer un gouvernement religieux autoritaire, déclare-t-elle par la voix de sa fille de 17 ans, réfugiée en France avec le reste de sa famille. Un gouvernement qui a institutionnalisé la privation et la pauvreté dans la société depuis quarante-cinq ans. Un gouvernement fondé sur le mensonge, la tromperie, la ruse et l'intimidation. Un gouvernement qui a mis en péril la paix et la stabilité dans la région et dans le monde par ses politiques belliqueuses. »

Arrêtée à 13 reprises, condamnée cinq fois à un total de trente et un ans de prison et 154 coups de fouet, et à nouveau



Une Iranienne consulte un article concernant Narges Mohammadi, le 6 octobre 2023 dans un café de Téhéran. WANA NEWS AGENCY / VIA REUTERS

incarcérée depuis 2021, Narges Mohammadi est l'un des principaux visages du soulèvement « Femme, Vie, Liberté » en Iran. Ce mouvement, qui a vu des femmes tomber le voile, se couper les cheveux et manifester dans la rue, a été déclenché par la mort, l'an dernier, d'une jeune femme kurde iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, après son arrestation à Téhéran pour non-respect du strict code vestimentaire islamique. Le mouvement a été sévèrement réprimé.

« La victoire n'est pas facile, mais elle est certaine »

Samedi, une lycéenne iranienne de 16 ans, Armita Geravand, est morte après un mois de coma, plusieurs ONG affirmant qu'elle a été agressée dans le métro par la police des mœurs chargée de faire appliquer l'obligation pour les femmes de porter le voile en public. Les autorités démentent et évoquent une malaise. « Nous, le peuple iranien, aspirons à la démocratie, à la liberté, aux droits humains et à l'égalité. La République islamique est le principal obstacle à la réalisation de cette demande nationale », affirme Narges Mohammadi. « Nous nous efforçons par la solidarité et la force d'un processus non

violent et inarrêtable de passer outre ce gouvernement autoritaire religieux et de raviver l'honneur de l'Iran et la dignité humaine », souligne-t-elle de la prison d'Evin. Et de conclure : « La victoire n'est pas facile, mais elle est certaine. »

Les circonstances dans lesquelles la militante a réussi à faire passer son message ne sont pas connues. Le comité Nobel lui avait attribué le prestigieux prix de la paix le 6 octobre en vantant « son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous ».



Moshiri, correspondant à Téhéran (Iran)  
01 Novembre 2023

## Iran : la police du hidjab continue de harceler les Iraniennes

Plus d'un an après le début des manifestations de rue en Iran contre le hidjab obligatoire et la mobilisation en faveur des droits des femmes, la République islamique intensifie la répression. Une jeune Iranienne est récemment décédée dans des conditions suspectes.

**M**embres de la tristement célèbre « police du hidjab », de nombreux individus habillés en civil continuent de patrouiller dans les rues des grandes villes iraniennes, n'hésitant pas à réprimander les femmes sur leur tenue vestimentaire et leur coiffure. Et dans de nombreux cas, ces policiers ne se contentent pas de simples avertissements, ils recourent à la violence verbale ou physique contre les récalcitrantes.

Dernier exemple en date, mis en avant par des militants des droits de l'homme : celui d'Armita Geravand, une jeune femme d'origine kurde de 16 ans, décédée le 28 octobre après avoir passé plusieurs semaines dans le coma.

Deux témoins oculaires affirment qu'Armita a été harcelée par une policière en hidjab parce que ses cheveux étaient visibles. En chutant durant l'altercation, la jeune femme aurait heurté le bord du quai du métro. De leur côté, les médias d'État ont attribué sa perte de connaissance à une chute de tension artérielle et... à l'absence de petit déjeuner. À ce jour, aucune poursuite judiciaire n'a été engagée.

**En jeans et en chemise à**

### **manches courtes**

Morvarid, 25 ans, travaille dans un café du centre de Téhéran où elle doit porter un hidjab. « Des individus qui se présentent comme des policiers du hidjab s'en prennent souvent à notre café et à d'autres dans le quartier, créant des tensions et menaçant de fermer l'établissement si le port obligatoire du voile n'est pas respecté. Ils n'hésitent pas à contacter la police et certaines de nos clientes se retrouvent ainsi emmenées au poste en camionnette. » Une fois sortie de son travail, Morvarid se déplace en jeans et en chemise à manches courtes, sans foulard. Un acte courageux qui, parfois, lui attire des ennuis.

Pourtant, insiste l'avocat Habib Barzegar, « restreindre l'accès aux services publics aux femmes qui ne portent le hidjab de manière stricte constitue une violation manifeste. Leurs droits sont soumis à la loi, pas aux décisions arbitraires d'individus ou de personnalités officielles. » Dans de nombreux lieux publics tels que les restaurants, les centres commerciaux et certaines banques, les services gouvernementaux empêchent l'entrée des femmes qui ne portent pas le hidjab. Et les établissements jugés laxistes peuvent être soumis à des

fermetures ou à de lourdes sanctions financières.

### **Ils ont nui à ma dignité sans raison**

Sur les réseaux sociaux, des vidéos récentes montrent des incidents dans un centre commercial de la ville à Mashhad (nord-est du pays). Des affrontements entre des clients et des miliciens se faisant passer pour fonctionnaires ont éclaté, selon un responsable du centre, pour une question de hidjab mal porté. La bagarre a commencé après qu'un de ces individus a giflé une jeune fille. Au cours de cette altercation, les agresseurs s'en sont pris à des commerçants et à des employés, à coups de matraques. À la suite de cet incident, certains commerçants ont été arrêtés, mais aucun des agresseurs n'a été poursuivi.

La semaine dernière, après son entraînement, un jeune joueur de basket-ball se rend avec sa petite amie dans un quartier de Téhéran lorsque le couple a été interpellé par plusieurs policiers pour le simple fait de circuler ensemble mais aussi pour son allure vestimentaire. « Les policiers ont commencé à m'insulter, raconte Danial. Quand je leur ai demandé d'arrêter, ils m'ont frappé à la poitrine, menaçant de porter plainte contre moi. Ils ont nui à ma dignité sans

raison. Mais je ne peux pas porter plainte pour faire valoir mes droits. »

Les citoyens qui contestent les actions d'individus se présentant comme des policiers du hidjab peuvent en effet être accusés d'avoir « entravé la promotion de la vertu ». Aujourd'hui, ils sont nombreux à redouter les effets de la nouvelle loi sur la chasteté et le hidjab, récemment adopté par le Parlement (lire nos repères).

### **Des sanctions renforcées**

Le 20 septembre, le Parlement iranien a approuvé un projet de loi qui renforce les sanctions contre les femmes ne portant pas le voile obligatoire dans les lieux publics.

Ce projet de loi durcit les peines à l'encontre de toute personne poursuivie pour avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Il prévoit aussi des sanctions financières pour la « promotion de la nudité » ou la « moquerie du hidjab » dans les médias et sur les réseaux sociaux, ainsi que des amendes et des interdictions de quitter le pays pour les propriétaires d'entreprises dont les employés ne portent pas de voile.



November 1, 2023

## President Barzani, US ambassador discuss security of coalition forces across Iraq

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Friday will meet with the French President Emmanuel Macron in Paris. Both leaders will discuss bilateral relations, according to a statement from the Kurdistan Region Presidency.

“The primary focus of their discussions will revolve around the bilateral relations between France and both Iraq and the Kurdistan Region. Additionally, the two leaders will explore avenues for enhancing mutual cooperation and delve into the prevailing situation in Iraq and the wider region,” read the statement from the Kurdistan Regional Presidency.

The Elysee Palace said the meeting will take place at 11 am Paris time.

Iraq and France made a number of strategic agreements early this year, meant to boost cooperation. The Iraqi government and France’s TotalEnergies also signed an energy deal.

France’s Minister of the Armed Forces Sebastien Lecornu announced in July that 80 French trainers would conduct a two-year training course of about 2,100 Iraqi soldiers, the equivalent of five “desert battalions.”

“We support the agreement and understanding between Iraq and France and we expect Kurdistan to take its share from them, especially when it comes to the training of the Pesh-



Region President Nechirvan Barzani (right) received US Ambassador to Iraq Alina Romanowski in Erbil on November 1, 2023. Photo: KRP

merga,” said President Barzani during the press conference with Lecornu in July.

“France has a special contact with this region - a friendly and sympathetic contact,” the French minister said. “France is not like other Western countries in relation to the fight against terrorism.”

As a member of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS), France has trained about 10,000 Iraqi soldiers, including Kurdish Peshmerga.

Lecornu also said that it is “very important” to continue the fight against terrorism, which remains a threat. “We have not fully completed our mission against the Islamic radicalization, which

is the Islamic State. Therefore, we have to continue our meetings and talks in terms of information and training,” he said.

The relationship between the Kurds and France goes back to the 1980s. Danielle Mitterrand, first lady of France from 1981 to 1995, advocated for Kurds suffering under the regime of Saddam Hussein and was instrumental in campaigning for the no-fly zone that allowed the Kurdistan Region to develop its current autonomy. She was affectionately known as the “Mother of Kurds”, and inaugurated the first Kurdish parliament in 1992.

France was one of the first countries to open a consulate in the Kurdish capital of Erbil after the fall of Saddam Hussein’s regime in 2003 and

played a critical role in helping Kurds both in Iraq and in Syria in the war against ISIS. ISIS seized control of vast swathes of Iraqi land in 2014 but it was declared territorially defeated in 2017. Despite the group’s lack of territorial control, it still continues to pose serious security risks through bombings, hit-and-run attacks, and abductions in the country, particularly in areas disputed by Erbil and Baghdad.

When Iraqi Kurds held an independence referendum in 2017, Baghdad imposed a flight ban on the Kurdistan Region for months. A historical visit by President Barzani, then prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), to France helped reconnect the Kurdistan Region to the world.



AFP  
2 Novembre 2023

## En Iran, les autorités refusent de conduire « sans foulard » à l'hôpital, Narges Mohammadi, la prix Nobel de la paix

Elle est prête à risquer sa vie en ne portant pas le hijab forcé, même pour un traitement médical». Dans un message publié sur Instagram, les proches de Narges Mohammadi ont annoncé que les autorités pénitentiaires iraniennes refusaient de conduire la militante de 51 ans à l'hôpital, et ce malgré les soins urgents que son état de santé exige. En cause : son refus de se couvrir la tête.

«Le 29 octobre, le directeur de la prison a annoncé que, conformément aux ordres des autorités supérieures, il était interdit de l'envoyer à l'hôpital cardiaque sans foulard, et son transfert a été annulé pour la deuxième

fois», ont précisé les proches de Narges Mohammadi dans leur texte. Emprisonnée dans la sinistre prison d'Evin, la lauréate du prix Nobel de la Paix 2023 n'a même pas eu l'autorisation d'être transférée à l'infirmerie du centre pénitentiaire.

**«Elle tient le gouvernement pour responsable de tout ce qui lui arrivera»**

Face aux refus de transfert successifs, une équipe médicale a dû se rendre lundi dans l'aile réservée aux femmes de la prison, afin d'examiner la militante et effectuer une échocardiographie. Ces tests médicaux ont révélé une «pression pulmonaire élevée» et des veines qui ne

sont «pas en bon état», a alerté la famille, pour qui les troubles cardiaques et pulmonaires dont souffre leur proche nécessitent des soins rapidement.

Pour autant, hors de question pour la journaliste de céder à l'intimidation. «Malgré le besoin et la nécessité de se rendre à l'hôpital pour un contrôle, elle ne veut pas porter un hijab, et elle tient le gouvernement pour responsable de tout ce qui lui arrivera», avait souligné sa famille dans un post précédent. En solidarité, certaines codétenues et amies de Narges Mohammadi se sont rassemblées «avec elle pour protester dans la cour de la prison d'Evin» dimanche et lundi, peu après l'an-

nonce de la décision des autorités.

Le 1er novembre, la militante iranienne des droits des femmes était parvenue à faire passer en cachette un message depuis sa cellule, dans lequel elle exprimait sa «gratitude la plus sincère» au comité Nobel norvégien. Et fustigeait, une nouvelle fois, l'obligation faite aux femmes en Iran de porter le voile. «Le hijab obligatoire est la source principale de domination et de répression dans la société, visant à maintenir et à perpétuer un gouvernement religieux autoritaire», avait asséné Narges Mohammadi dans son message lu par sa fille de 17 ans, Kiana Rahmani.

LE FIGARO

Par E.P  
2 novembre 2023

## ONU : la présidence d'un forum social du conseil des droits de l'homme par l'Iran fait polémique

Ce forum, qui se tient les 2 et 3 novembre, a lieu au moment où le régime islamique de Téhéran est plus que jamais remis en cause dans la répression de sa propre population.

La République Islamique d'Iran présidera les 2 et 3 novembre, à Genève, le forum social du conseil des droits de l'homme de l'ONU. La nouvelle ne manque pas d'ironie, à l'heure où le régime des mollahs est plus que jamais pointé pour sa répression envers les libertés, notamment

celles des femmes, vis-à-vis de sa propre population. La semaine dernière encore, [la mort de Armita Garavand](#), lycéenne blessée dans des circonstances troubles après être montée dans le métro sans son voile, réveillait à Téhéran le spectre de celle de Mahsa Amini, arrêtée pour la même raison et morte le 16 septembre 2022 après trois jours de coma. L'Iran, qui soutient depuis des années le Hamas, est aussi mis en cause dans la [résurgence du conflit israélo-palestinien](#).

Organisé par le Conseil des droits de l'homme, organe onusien, le forum social est une réunion annuelle rassemblant États, ONG et acteurs économiques pendant deux jours. Il n'a pas de pouvoir décisionnel. Cette année, les discussions porteront sur la gestion de l'eau pour les droits humains et le développement durable.

La situation a néanmoins fait réagir plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme, notamment en France. «Parfois, la réalité dépasse la fiction», a

régi la Licra, la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme. «Ce n'est pas une plaisanterie», a également tancé UN Watch dans une pétition lancée sur son site. L'ONG, qui se donne pour mission «d'assurer que l'ONU respecte sa propre Charte et que les Droits de l'Homme soient accessibles à tous», a interpellé les Nations unies. «Comment pouvez-vous élever un régime qui bat, aveugle, torture et viole les femmes qui revendiquent leurs droits ? Où est la logique ? Où est la moralité ?».



November 2, 2023

## President Barzani visit sign of strengthening Paris-Erbil ties: French senator

The visit of Kurdistan Region President Nechirvan Barzani to France is a sign of Paris and Erbil's advancing relations, a French senator told Rudaw on Thursday, stressing that Kurds need to remain united in the face of oppression to protect their achievements.

President Barzani arrived in Paris on Thursday and is set to meet with the French President Emmanuel Macron on Friday and discuss bilateral relations.

"The arrival of President Barzani to meet with President Macron is a sign of the strengthening of relations between Paris and Erbil and it is undoubtedly very important that these relations continue to be strong and have concrete and stable support through successive meetings," French Senator Remi Feraud told Rudaw's Alla Shally.

Barzani's visit also signifies France's awareness and concern for Kurdish interests in Iraq and the Middle East, according to Feraud, stressing that it is important for Paris to stand by its Kurdish allies and work towards ensuring the Kurdistan Region's sovereignty and autonomy.

The French senator described Kurds as "the largest stateless nation in the world," and noted that even though internal divisions may weaken them at points, they must continue to support each other and stand side by side when faced with oppression and persecution. "The important thing for the



French Senator Remi Feraud (right) speaking to Rudaw's Alla Shally (left) on November 2, 2023 in Paris. Photo: udaw/screengrab

Kurds is to know how to support each other when they are oppressed and threatened in the countries where they live, such as Turkey, Iran, and Syria."

Iraq and France made a number of strategic agreements early this year, meant to boost cooperation. The Iraqi government and France's TotalEnergies also signed an energy deal.

France's Minister of the Armed Forces Sebastien Lecornu announced in July that 80 French trainers would conduct a two-year training course of about 2,100 Iraqi soldiers, the equivalent of five "desert battalions."

The relationship between the Kurds and France goes back to the 1980s. Danielle Mitterrand, first lady of France from 1981 to 1995, advocated for Kurds suffering under the regime of Saddam Hussein and was instrumental in campaigning for the no-fly zone that allowed the Kurdistan Region to develop its current autonomy.

She was affectionately known as the "Mother of Kurds", and inaugurated the first Kurdish parliament in 1992.

France was one of the first countries to open a consulate in the Kurdish capital of Erbil after the fall of Saddam Hussein's regime in 2003 and played a critical role in helping Kurds both in Iraq and in Syria in the war against the Islamic State (ISIS).

When Kurds in the Kurdistan Region held an independence referendum in 2017, Baghdad imposed a flight ban on the Region for months. A historic visit by President Barzani, then prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), to France helped reconnect the Kurdistan Region to the world.

Macron's idea of a coalition against Hamas

Last week, during his visit to Israel, Macron proposed the expansion of the international

coalition that fought against the Islamic State (ISIS) to fight against Hamas in Gaza.

Feraud said this was not a concept that he believed would work given that the geography of Gaza is different to that in Iraq and Syria and that the reason the anti-ISIS coalition was so effective because of the Kurdish forces.

"There would have been no coalition against ISIS without the Kurdish forces in the ground, without the Peshmerga, in Iraq and Syria, the bombing of US, French, and NATO forces would have not been effective," he said.

"The special forces would have not been efficient without the Kurdish force," he added about the troops that were involved in the fight.

ISIS seized control of vast swathes of land on both sides of the border in 2014 and was declared territorially defeated in Iraq in 2017 and in Syria in 2019. While the group no longer controls any territory, it continues to pose a serious security risk through bombings, hit-and-run attacks, and abductions. The coalition advises and provides aerial assistance to Peshmerga forces and the Iraqi army as well as the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the fight against ISIS. In recent weeks, the SDF has carried out a string of raids against ISIS targets in northeast Syria (Rojava), in coordination with the US-led global coalition.



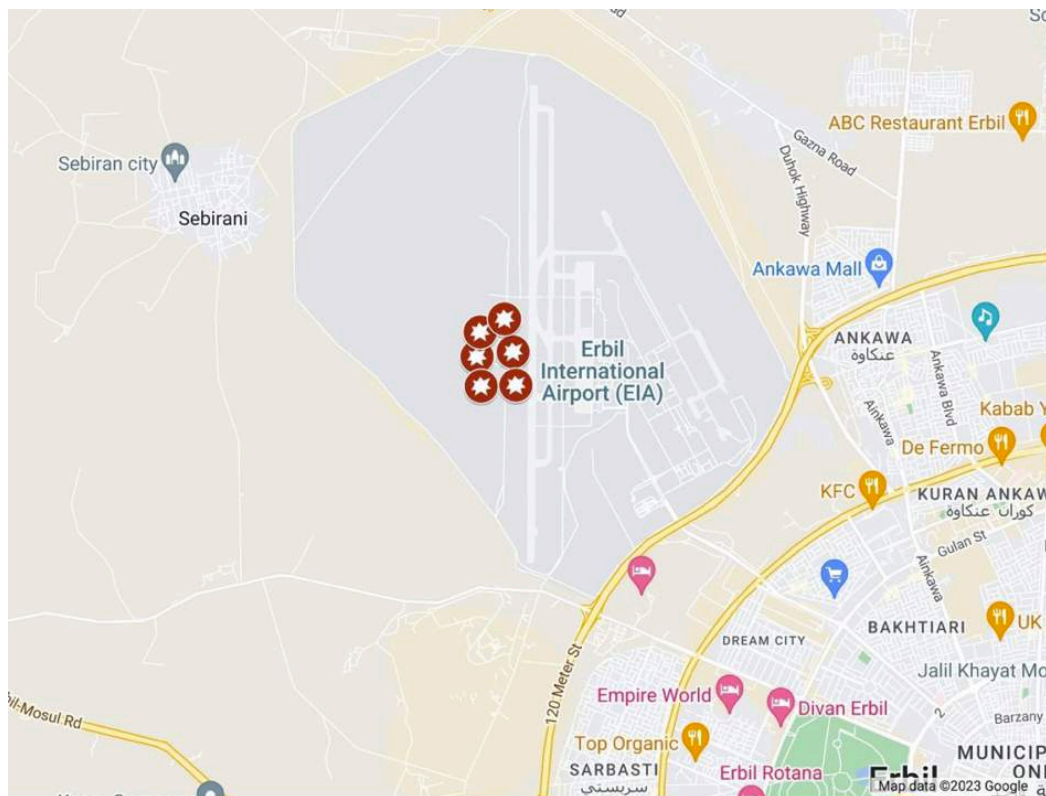
# Attacks on the Kurdistan Region by Iran and its Iraqi proxies

It is evident that the Iranian regime has significantly expanded its influence in five Middle Eastern countries through the use of violence and its proxies, thereby destabilizing the entire region over the past two decades. The Kurdistan Region has been a primary target of the regime's attacks. From September 2018 to October 2023, the Iranian regime and its Iraqi proxies, who are affiliated with the Popular Mobilization Units (PMU), have launched at least 32 attacks on the Kurdistan Region. Iraqi governments since 2003 have consistently failed to curb Iran's aggressive actions within their borders. The current cabinet, rather than changing this pattern, appears to be actively aiding Iran in achieving its goals. The Coordination Framework Coalition, the main faction behind the government's formation, is composed of Iranian-backed militias and politicians. In essence, Iraq's current government is the closest it has been to Iran since 2003.

While Iranian-backed Iraqi proxies have claimed responsibility for additional attacks, the data below reflects only those confirmed by the Washington Kurdish Institute (WKI). This data excludes unreported incidents and assaults that were foiled by Kurdistan's security forces. The WKI collects this data through open-source research, providing approximate locations. The analysis does not encompass the dozens of artillery attacks on the Iranian Kurdish opposition near the borders, many of which often went unreported.

### Abbreviations:

Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC)



### Iranian-backed Militias (IBM)

The attacks targeted the US presence in Kurdistan, Iranian Kurdish opposition, oil and gas facilities, and the Peshmerga forces.

The data indicates that US facilities were the primary target of the attacks. Notably, the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) carried out only one attack against the US in the Kurdistan Region in 2020 as a form of "retaliation" for the death of Qassem Soleimani in a US airstrike. The Iranian regime heavily relied on Iraqi proxies to exert pressure on the US. However, it's worth mentioning that the IRGC did not hesitate to target Iranian Kurdish opposition groups on multiple occasions.

The IBM were responsible for more than two-thirds of the attacks, with the IRGC being responsible for 10 out of the 32. The IRGC primarily used Fateh-110 missiles in most of its attacks, alongside some drone strikes, while the IBM utilized a combination of rockets and drones.

The Iranian Kurdish opposition headquarters in the Kurdistan Region suffered seven attacks, all of which were conducted by the IRGC in 2018 and 2022. The casualties among the Iranian opposition parties were the highest, with 39 deaths and 105 wounded.

Amid escalating tensions in the region, Iran is anticipated to maintain its strategy of increasing hostilities against the US by leveraging its proxies through-

out the area. Furthermore, the Iranian regime has been exerting consistent pressure on the Kurdistan Region for several years, viewing it as a potential threat due to its hosting of US troops and its autonomy, in contrast to Baghdad, which has been under Iranian influence since 2003.

If the US wishes to preserve its symbolic presence, which holds significant national interest, it must consider deploying its defense system in the Kurdistan Region. Otherwise, Kurdistan, known for its friendly disposition toward the US, may become susceptible to falling under Iran's influence, particularly as Iran continues to exploit the Iraqi government to impose financial blockade on the region.



avec AFP  
3 Novembre 2023

## Plus de 600 pendaisons en Iran en 2023, un record en huit ans

C'est un bien triste record. Plus de 600 personnes ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année. Soit le chiffre annuel le plus élevé depuis huit ans, alors qu'il reste encore deux mois avant la fin de l'année, a déclaré ce vendredi un groupe de défense des droits humains.

Neuf exécutions ont eu lieu en une seule journée cette semaine dans une prison près de Téhéran, tandis que deux personnes risquent d'être exécutées pour adultère, affirme Iran Human Rights (IHR), basé en Norvège. L'IHR et d'autres organisations non gouvernementales accusent l'Iran d'utiliser la peine capitale comme moyen

de semer la peur après les manifestations portant sur les droits des femmes qui ont secoué le pays pendant plusieurs mois à partir de septembre 2022.

«La communauté internationale doit réagir à plus de 600 exécutions en dix mois, soit deux meurtres d'Etat par jour», a déclaré le directeur de l'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam. «Le silence est un consentement indirect à ces crimes», a-t-il ajouté, notant que l'Iran avait pris la présidence du Forum social du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en début de semaine.

**592 exécutions en 2022, 972 en 2015**

Les 604 exécutions recensées par l'IHR sont déjà supérieures aux 582 enregistrées en 2022, et sont les plus nombreuses depuis 2015, lorsque 972 exécutions avaient été répertoriées. Des militants ont exprimé leur consternation face au nombre croissant d'exécutions liées à la drogue, qui a augmenté ces dernières années après avoir diminué auparavant à la suite de modifications du code pénal iranien. Les dernières exécutions mercredi concernaient neuf hommes dont un Afghan, pendus à la prison de Ghezel Hesar, à Karaj, dans la banlieue de Téhéran, la plupart pour des condamnations pour meurtre, selon l'IHR.

L'ONG affirme également qu'un homme et une femme, Abolfazl Barat Vakili et Leila Kholghi Sakachayi, avaient été condamnés à mort par un tribunal de Téhéran au mois d'août pour adultère. Les relations sexuelles hors mariage sont illégales en Iran, mais les condamnations à mort pour adultère se sont raréfiées ces dernières années. Et Amiry-Moghaddam d'alerter : «La communauté internationale ne devrait pas tolérer que des exécutions aient lieu pour des relations sexuelles consenties [...] au XXIe siècle, par un gouvernement qui siège aux Nations unies.»



avec AFP  
3 Novembre 2023

## En Iran, trente-deux morts dans l'incendie d'un centre de désintoxication

Un premier bilan avait fait état de 27 morts et de 12 blessés transportés à l'hôpital. Une enquête est en cours pour déterminer la cause de l'incendie.

Trente-deux [personnes] sont mortes et 12 ont été hospitalisées à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans un centre de réhabilitation pour drogués à Langrud », une ville de la province de Gilan, située au nord de Téhéran, a annoncé à l'agence Isna le vice-président de cette région, Mohammad Jalai. « Seize personnes ont été blessées », dont « quatre se

trouvent dans un état critique », a-t-il ajouté.

L'agence Isna a publié des images de l'incendie illuminant le ciel pendant la nuit et dégageant d'épais nuages de fumée. D'autres images ont montré les pompiers et les services de premiers secours s'activant devant un bâtiment noirci et sérieusement endommagé.

Un premier bilan, communiqué par le chef de la justice provinciale, Esmail Sadeghi, à l'organe de presse du pouvoir judiciaire Mizan Online, avait fait état de 27 morts et 12 blessés transportés à l'hôpital. Une enquête est en cours pour déterminer la cause de cet incendie, avait annoncé Esmail Sadeghi, cité par Mizan. Il avait précisé que le centre pouvait accueillir jusqu'à une quaran-

taine de personnes.

En août, un incendie dans le grand bazar de Téhéran avait endommagé de nombreuses boutiques sans faire de victimes et en janvier 2017, un incendie dans le centre commercial Plasco de Téhéran, qui compte quinze étages, avait fait 22 morts, dont 16 pompiers.





Céline Pierre-Magnani,  
correspondance à Ankara (Turquie)  
3 Novembre 2023

## Turquie : l'arrestation d'un journaliste d'investigation inquiète la profession

Journaliste du site d'information en ligne T24, Tolga Sardan a été emprisonné mercredi 1er novembre pour « diffusion d'informations trompeuses auprès du public ». Le pouvoir lui reproche ses enquêtes sur les réseaux de corruption au sein de la justice

**D**evant le palais de Justice de la capitale, Gökçer Tahincioğlu, représentant du site d'information T24 à Ankara, assurait mercredi : « Tolga Şardan a travaillé comme journaliste sous tous les gouvernements successifs. Il a été acquitté dans toutes les affaires pour lesquelles il a été jugé. Il en sera de même pour cette affaire, et il continuera d'écrire ».

Spécialiste des enquêtes difficiles, Tolga Şardan a une nouvelle fois trempé sa plume dans un dossier sensible. Dans un article intitulé « Que contient le rapport du MIT (services de renseignements turcs, ndlr) sur la justice soumis à la présidence », publié mardi 31 octobre, le journaliste d'investigation présentait des éléments sur les réseaux de corruption présumés au sein du système judiciaire entre les juges, les avocats et les procureurs.

À partir des informations du rapport auquel il aurait eu accès, il expliquait comment les réseaux se

seraient tout particulièrement développés dans les palais de Justice de Bakirköy et de Caglayan (rive européenne d'Istanbul, ndlr). Des personnes poursuivies dans des enquêtes judiciaires se feraient domicilier à proximité afin d'y être jugées et pouvoir influencer moyennant finance le cours des procédures.

### Démenti du pouvoir

Sur son compte X (ex-Twitter), le Centre de Lutte contre la Désinformation lié à la direction de la Communication présidentielle a rapidement démenti l'information : « Contrairement à ce qu'il a été affirmé, il n'existe aucun rapport des renseignements sur la question ». Le procureur général d'Istanbul a lancé une procédure contre le journaliste, arrêté dans la foulée à son domicile à Ankara, accusé de « diffusion d'informations trompeuses auprès du public ».

Journaliste depuis 35 ans, Tolga Sardan est spécialiste des questions police/justice et sa chronique sur T24

« Büyüteç » (A la loupe) est particulièrement suivie dans la profession. Depuis le remplacement du ministre de l'Intérieur, Süleyman Soylu, par l'ancien gouverneur d'Istanbul, Ali Yerlikaya, il documentait chaque semaine le « nettoyage » de l'institution policière. Le feuilleton de l'affaire Ayhan Bora Kaplan diffusé cet été révélait les liens entre les officiers de police et les réseaux mafieux d'Ankara proches de l'ex ministre Süleyman Soylu.

Convaincus de la dimension politique de cette arrestation, des dizaines de journalistes étaient réunies jeudi 2 novembre devant les bureaux de T24, au centre d'Ankara, en solidarité avec leurs confrères. L'usage de la loi dite de « lutte contre la désinformation » inquiète tout particulièrement la profession. Votée en octobre 2022, elle prévoit jusqu'à trois ans de prison ferme pour la diffusion d'informations considérées comme « trompeuses » et avait à l'époque été dénoncée comme une « loi de censure » par l'opposition.

### Presse muselée

L'emprisonnement de Tolga Sardan a été largement interprété comme une mise en garde des autorités à l'attention des journalistes d'investigation travaillant notamment sur les activités des services de renseignements (MIT). Classée à la 165e place sur 180 dans le classement de RSF (Reporter sans Frontières) sur la liberté de la presse, la Turquie a régulièrement été dénoncée par l'ONG comme la « plus grande prison du monde pour les journalistes ».

Ces dernières années, plusieurs journalistes ayant travaillé sur le MIT ont été poursuivis par la justice, comme l'ancien rédacteur en chef du quotidien Cumhuriyet, Can Dundar, pour un article publié sur les transferts d'armes de la Turquie vers les groupes djihadistes en Syrie. Le journaliste Baris Pehlivan a également été incarcéré pour avoir diffusé des informations classées confidentielles sur la mort d'un membre du MIT en Libye.



November 3, 2023

## President Barzani, Macron discuss regional issues during Paris meeting

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Friday was received by French President Emmanuel Macron in Paris. Both leaders discussed a range of topics, including regional issues, according to a statement from the Region's Presidency.

President Barzani arrived in Paris on Thursday and was hosted by Macron at the Elysee Palace the following day.

"During their private discussion, the two leaders focused on enhancing French relations with both Iraq and the Kurdistan Region. They also emphasized the importance of fostering cooperation between Erbil and Baghdad to address their outstanding issues," read the statement from the Office of the President.

Both leaders "engaged in a comprehensive dialogue, covering the political, security, and economic situation in Iraq, as well as the latest developments in the region. They underscored the necessity of strengthening the ties between France and both Iraq and the Kurdistan Region, in line with the strategic agreement between Iraq and France."

A core member of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS), France has trained about 10,000 Iraqi soldiers, including Kurdish Peshmerga forces. The country's armed forces continue to play a key role in the anti-ISIS fight through Operation Chammal. Recognizing the complex situ-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani met with French President Emmanuel Macron in Paris on November 3, 2023. Photo: Office of President Barzani

ation in the region, President Barzani and President Macron agreed on the imperative of maintaining peace and stability in Iraq. They emphasized the significance of continued understanding and dialogue between Erbil and Baghdad to resolve their differences," the Kurdistan Region Presidency statement read.

"Additionally, the leaders discussed the latest developments in the fight against terrorism, particularly the threats posed by ISIS. They also addressed the relations between Iraq and the Kurdistan Region with neighboring countries and the broader region, as well as the situation in Syria."

President Barzani said in a post on X (formerly Twitter)

earlier on Friday that he was delighted to meet with the French President, adding that the two discussed further enhancing Paris-Erbil ties.

"The historic bonds between the Kurdistan Region and France run deep, a testament to our shared commitment to peace, stability and prosperity," he noted.

The relationship between the Kurds and France goes back to the 1980s. Danielle Mitterrand, first lady of France from 1981 to 1995, advocated for Kurds suffering under the regime of Saddam Hussein and was instrumental in campaigning for the no-fly zone that allowed the Kurdistan Region to develop its current autonomy. She was affectionately known as the

"Mother of Kurds", and inaugurated the first Kurdish parliament in 1992.

France was one of the first countries to open a consulate in the Kurdish capital of Erbil after the fall of Saddam Hussein's regime in 2003 and played a critical role in helping Kurds both in Iraq and in Syria in the war against ISIS.

When Kurds in the Kurdistan Region held an independence referendum in 2017, Baghdad imposed a flight ban on the Region for months. A historic visit by President Barzani, then prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), to France helped reconnect the Kurdistan Region to the world.



avec AFP  
4 Novembre 2023

## Avec «Femme vie liberté», l'Iran a changé, « ses prisons aussi », raconte l'ex-détenue Fariba Adelkhah

**D**ans la prison téhéranaise d'Evin, où est enfermée la lauréate du prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, la plupart des détenues politiques entonnent souvent, ensemble, des chants révolutionnaires depuis le début du mouvement «Femme vie liberté», raconte l'ancienne «otage d'Etat» Fariba Adelkhah.

La contestation née en septembre 2022 de la mort de Mahsa Amini, jeune kurde de 22 ans trois jours après son arrestation pour non-respect du strict code vestimentaire de la République islamique, «a changé la société iranienne, mais aussi ses prisons», estime la chercheuse franco-iranienne, interrogée par l'AFP.

Des manifestations de grande ampleur, réprimées dans le sang, se sont tenues des mois durant contre les dirigeants politiques et religieux iraniens. Des centaines de protestataires ont été tués, des milliers d'autres arrêtés, selon les ONG.

Dans le quartier des femmes d'Evin sont enfermées des militantes des droits humains, des écologistes, des syndicalistes, des opposantes politiques, des représentantes de minorités religieuses... aux positions souvent divergentes. Mais «nous sommes devenues unies par cette cause», raconte Fariba Adelkhah, 64 ans, une anthropologue spécialiste de l'Iran.

Elle-même a été arrêtée le 5 juin 2019, à l'aéroport de Téhéran, où elle attendait son compagnon Roland Marchal, venu la retrouver. Des agents joliment vêtus, «endimanchés», l'invitent alors «très respectueu-

sement» à les suivre, raconte-t-elle. Quelques heures plus tard démarre son premier interrogatoire, la tête «face à un mur».

De nombreux autres suivront, durant lesquels aucun coup ne lui sera jamais porté, assure-t-elle. «Que des interrogateurs vous frappent pour obtenir des réponses, ça arrive très souvent chez les hommes, mais je ne l'ai jamais entendu dire à propos des femmes durant ma détention.»

La Nobel de la paix Narges Mohammadi a pour sa part énoncé les violences sexuelles contre les femmes en prison.

- «Humiliations psychologiques» -

«L'absence de violences physiques n'empêche pourtant pas des humiliations psychologiques constantes», s'empresse d'ajouter Fariba Adelkhah.

Elle est finalement condamnée à six ans de prison, cinq pour «collusion avec l'étranger» et un pour «propagande contre la République islamique».

Mme Adelkhah sera graciée en février dernier après plus de trois ans et demi d'enfermement ou d'assignation à résidence avec bracelet électronique. Huit mois après cette décision, Téhéran lui rendra son passeport, permettant son retour en France.

Roland Marchal, chercheur spécialiste de l'Afrique, arrêté le même jour qu'elle, a été libéré en mars 2020 dans le cadre d'un échange de détenus entre Téhéran et Paris.

«Je ne peux toujours pas

comprendre ce qui m'était reproché», soupire la Franco-iranienne dans un sourire chaleureux que des années «passées derrière un mur» n'ont pas réussi à éroder, malgré une grève de la faim de 50 jours dont elle est ressortie exsangue.

Paris a plusieurs fois utilisé le terme d'«otages d'Etat» pour désigner son cas et celui des autres Français détenus par Téhéran.

Dans son travail en Iran, la chercheuse dit s'être astreinte à respecter «trois lignes rouges» : «la révolution», «l'Islam» et «le statut du guide suprême», trois questions extrêmement sensibles, qui ont pu lui valoir des accusations de complaisance envers Téhéran, qu'elle réfute.

Mais «le régime criminalise des actions qui ne sont pas criminelles», observe la sexagénaire. A la fin, on devient à ses yeux toutes des opposantes.»

- «Comme tu es belle» -

«Femme vie liberté», qui a mis Téhéran en grande difficulté, a transcendé ses codétenues, dit-elle. A Evin, les prisonnières sont têtes nues quand elles sont entre elles, mais sont tenues de se couvrir si un homme rentre dans leurs quartiers, ou si elles doivent aller à l'hôpital. Après le démarrage du mouvement, presque «plus personne ne portait le voile» lors d'une irruption masculine, se souvient-elle.

Mercredi soir, la famille de la Nobel de la paix 2023 Narges Mohammadi a assuré que celle-

ci était privée de soins urgents, malgré des troubles cardiaques et pulmonaires, en raison de son refus de se couvrir la tête.

Dans un message publié sur le site officiel du Nobel mardi, Mme Mohammadi avait notamment décrit le hijab obligatoire comme «la source principale de contrôle et de répression dans la société, visant à maintenir et à perpétuer un gouvernement religieux autoritaire».

Arrêtée à 13 reprises, condamnée cinq fois à un total de 31 ans de prison et 154 coups de fouet, et à nouveau incarcérée depuis 2021, Narges Mohammadi a fait de la prison «un espace de combat, de contestation par excellence», dans lequel elle est «plus entendue que quand elle est à l'extérieur», observe Fariba Adelkhah.

La chercheuse était encore en Iran début octobre quand son ex-codétenue s'est vue décerner le prix Nobel de la paix. Elle se souvient de «sourires» dans la rue, d'une certaine «légèreté» sur les visages.

«Maintenant, quand des femmes qui ne portent pas le voile se rencontrent dans la rue, ce qui était impensable avant, elles se disent: +Mais comme tu es belle!+, se réjouit-elle.

Au quotidien, les manifestations massives de «Femme vie liberté» sont devenues très rares, mais «la République islamique est obligée de céder sur bien des choses», dit-elle. Dans les rues d'Iran, comme dans ses prisons.

## En Turquie, l'opposition tourne la page Kılıçdaroglu avec l'élection de Özgür Özel, candidat « au changement »

Le président du Parti républicain du peuple, la principale formation d'opposition du pays, a été déchu de son mandat après treize ans à sa tête.

La Turquie a ouvert, dimanche 5 novembre, tôt dans la nuit, une nouvelle page de son histoire récente : une page sans Kemal Kılıçdaroglu. Agé de 74 ans, le président du Parti républicain du peuple (CHP), la principale formation d'opposition du pays, a été déchu de son mandat après une longue journée de débats et un vote houleux des députés du parti rassemblés à Ankara pour leur congrès annuel.

Treize ans après avoir pris les rênes de la formation créée par Atatürk, le fondateur de la République, l'homme que l'on a longtemps surnommé « l'anti-Recep Tayyip Erdogan » pour son ton optimiste et bienveillant, soucieux de rapprocher plutôt que de diviser, paie au prix fort sa défaite électorale au second tour de la présidentielle, en mai, face à l'indéboulonnable président, mais aussi son refus d'admettre, depuis, son échec, et de laisser la place à une nouvelle génération de dirigeants.

### « Remodeler la politique turque »

Au congrès, les députés ont voté, après deux tours, en faveur d'Özgür Özel, 49 ans, député, ancien pharmacien et encore peu connu du grand public. Originaire de la ville de Manisa, près d'Izmir, un bastion de l'opposition à Erdogan, celui qui s'est présenté comme le candidat du « changement » a remporté, vers 2 heures du

matin, le scrutin final, par 812 voix, contre 536 pour son adversaire. Soutenu par le populaire maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, il a mis en avant, lors de son intervention devant les députés, sa volonté de « remodeler la politique turque ». Interrompu bruyamment par les partisans du chef de file sortant, ce qui a nécessité l'intervention d'İmamoğlu, Özgür Özel a dit « refuser de faire comme si de rien n'était après les élections perdues et ne pas assumer la responsabilité de cette lourde défaite [à la présidentielle] ».

Très remonté, lui aussi, Kemal Kılıçdaroglu a affirmé, de son côté, avoir « dû se présenter aux élections avec des poignards dans le dos », une allusion aux tensions internes au bloc des six partis d'opposition qu'il a rassemblés avant la présidentielle, mais aussi aux tiraillements sur sa candidature au sein même de son propre parti. « Nous avons vu du feu et de la trahison, a-t-il regretté. A peine les élections terminées, et avant même d'avoir pu respirer, les discussions sur le changement ont surgi. »

Amer, Kemal Kılıçdaroglu a également tenu à répondre aux critiques croissantes, après son échec, sur son virage ultranationaliste entre les deux tours, où il s'était lancé dans une soudaine surenchère anti-immigrés : « Ceux qui disent que le parti s'est déplacé

vers la droite ne savent pas ce que sont la droite ou la gauche. Je le répète, le CHP est le parti du peuple, vous connaissez mon parcours. » Comme son adversaire du soir, il a salué avec insistance plusieurs personnalités emprisonnées par le pouvoir actuel, dont le dirigeant kurde Selahattin Demirtaş et le philanthrope Osman Kavala.

Cette défaite du candidat malheureux aux élections de mai signe, au-delà des erreurs de sa propre campagne, l'échec de l'opposition turque tout entière. La présidentielle et les législatives ont eu lieu dans un contexte de grave crise économique et inflationniste que les analystes ont quasi unanimement imputée aux décisions politiques peu orthodoxes imposées par le président Erdogan. Malgré le fait que Kemal Kılıçdaroglu ait réussi à réunir et à tenir à bout de bras une alliance extrêmement diverse et unique en son genre, comprenant à la fois des nationalistes de droite, des socialistes de gauche et des Kurdes, la sauce n'a pas pris. Pas suffisamment en tout cas pour écarter le président, à la tête du pays depuis plus de deux décennies.

Dissensions, crises, coups de théâtre : l'opposition s'est montrée incapable de présenter un front uni et de proposer une alternance crédible. Le contrôle des principaux médias, la mainmise sur la police et l'appareil judiciaire par le pouvoir

ont fait le reste. D'autant que le président Erdogan est parvenu à consolider son contrôle des organes représentatifs grâce au soutien de groupes islamiques et ultranationalistes.

### Faits d'armes

A charge désormais pour le nouveau président du CHP, Özgür Özel, de démontrer ses qualités de rassembleur et sa capacité à maintenir ses liens avec la base. Considéré par de nombreux commentateurs comme plus à gauche et réformiste que son prédécesseur, moins lié aussi à l'establishment politique, il serait déjà en négociation avec les deux autres principaux partis de l'opposition, le Hedef (anciennement HDP, gauche prokurde) et les nationalistes du Bon Parti (İyi Parti).

Connu pour avoir gravi les échelons de la formation kémaliste un à un, Özgür Özel s'est surtout fait connaître auprès des militants pour avoir été prompt à réagir après la catastrophe minière de Soma, en 2014, qui avait fait 301 morts et bouleversé le pays. Il avait également tenu tête à plusieurs reprises à l'ancien ministre de l'intérieur d'Erdogan, le redouté Süleyman Soylu. Deux faits d'armes qui lui ont valu le soutien de ses pairs et d'une partie de l'opinion publique. Mais il en faudra beaucoup plus pour réussir là où son prédécesseur a échoué après tant d'années.



Christelle Petrongari  
6 Novembre 2023

## Guerre à Gaza : Antony Blinken en Turquie pour tenter d'apaiser la colère d'Ankara

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken arrive en Turquie lundi pour tenter d'apaiser la colère de l'un des alliés les plus stratégiques mais les plus difficiles de Washington, en pleine guerre à Gaza.

Cette première visite de M. Blinken en Turquie depuis qu'Israël est entré en guerre contre le Hamas, en représailles à l'attaque perpétrée par les combattants du mouvement islamiste palestinien le 7 octobre, intervient alors que la colère contre Israël et l'Occident se fait entendre dans les rues de Turquie et dans le palais du président Recep Tayyip Erdogan.

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser des centaines de manifestants qui s'étaient rassemblés dimanche devant une base aérienne abritant des forces américaines dans le sud-est de la Turquie.

**Le président Erdogan a pour sa part choisi de se rendre lundi dans une région reculée du nord-est du pays, une décision qui ressemble à un camouflet adressé à M. Blinken.**

Le chef de la diplomatie américaine doit ainsi rencontrer son homologue turc, le ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan, pour discuter de la guerre entre Israël et le Hamas.

Les entretiens de M. Blinken avec M. Fidan auraient été difficiles avant même qu'Israël ne lance des bombardements in-

cessants et une campagne terrestre visant à éradiquer le Hamas à Gaza.

Au moins 9.770 personnes ont été tués dont la moitié des enfants, selon le gouvernement du Hamas, dans les bombardements israéliens dévastateurs dans la bande de Gaza depuis le début de l'offensive israélienne.

L'opération a débuté après que des combattants du Hamas ont tué plus de 1.400 personnes et emmené plus de 240 personnes dans la bande de Gaza qu'ils contrôlent, d'après les autorités israéliennes, lors de l'attaque la plus meurtrière de l'histoire d'Israël.

Cette guerre menace d'avoir d'importantes répercussions sur les relations entre Washington et la Turquie, à la fois membre de l'Otan et impliquée dans les conflits du Moyen-Orient.

«Larmes de crocodile»

Washington est impatient de voir le Parlement turc donner son feu vert à l'adhésion de la Suède à l'Otan, pour l'instant bloquée.

Les Etats-Unis ont également renforcé les sanctions à l'encontre des personnes et des entreprises turques soupçonnées d'aider la Russie à échapper aux sanctions et à

importer des équipements utilisés dans son effort de guerre contre l'Ukraine.

Ankara n'apprécie pas que le Congrès américain retarde l'approbation d'un accord soutenu par le président Joe Biden qui vise à moderniser l'armée de l'air turque avec des avions de chasse F-16.

La Turquie a également, depuis longtemps, des réserves sur le soutien américain aux forces kurdes en Syrie qui ont mené la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qu'Ankara considère comme affiliés au mouvement kurde du PKK, interdit en Turquie.

Ankara a intensifié les frappes aériennes contre les groupes armés kurdes en Syrie et en Irak en représailles à un attentat perpétré en octobre dans la capitale turque, revendiqué par le PKK.

La visite de M. Blinken fait suite à une tournée éclair au Moyen-Orient, au cours de laquelle il s'est rendu en Cisjordanie pour s'entretenir avec le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dimanche.

Le diplomate américain a dû faire face à un concert d'appels arabes en faveur d'un cessez-le-feu. Israël affirme qu'il pour-

rait accepter une pause humanitaire pour permettre l'acheminement d'une aide supplémentaire uniquement à condition que le Hamas libère tous ses otages.

M. Blinken a soutenu la position israélienne tout en essayant d'assurer aux acteurs régionaux que Washington s'attachait à soulager les souffrances de la population civile à Gaza.

Dimanche, M. Erdogan a indiqué que son pays «travaillait en coulisses» avec ses alliés régionaux pour tenter de garantir un flux ininterrompu d'aide humanitaire à Gaza.

Mais il a coupé tous contacts avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu et rappelé l'ambassadeur d'Ankara en Israël en signe de protestation.

Le président turc a également accusé l'Occident d'appliquer une politique de deux poids deux mesures dans la région et de perdre son autorité morale.

«Ceux qui ont versé des larmes de crocodile pour les civils tués lors de la guerre entre l'Ukraine et la Russie assistent aujourd'hui tranquillement au meurtre de milliers d'enfants innocents», a déclaré M. Erdogan le mois dernier.



November 6, 2023

## Pro-Iran militia claims targeting four US bases in Iraq, Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - A pro-Iran Iraqi militia group on Monday claimed to have targeted four US military bases in Iraq and Syria with drones.

The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups affiliated with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), said in a statement that it carried out six drone attacks, three of which targeted the Ain al-Asad base in Iraq's Anbar province. The other three strikes targeted the US base near Erbil International Airport, and the Tel Baydar and al-Tanf bases in northeast Syria.

The group said the drones "directly hit" their targets.

US troops in western Iraq, the Kurdistan Region, and Syria have been the target of a series of rocket and drone attacks by pro-Iran militias since mid-October, in response to Washington supporting Israel in its war against the Palestinian Hamas movement in the Gaza Strip.

This is the first time the group attacks the four bases on the same day.

Pentagon Spokesman Brigadier General Pat Ryder told journalists on Monday that

a total of 38 attacks were conducted on US troops since October 17, 20 in Iraq and 18 in Syria.

A total of 45 US personnel were injured in the militia attacks, all of them prior to the US strikes in Syria on October 26, according to the Pentagon spokesman.

The attacks come a day after US Secretary of State Antony Blinken made an unannounced visit to Baghdad, where he met with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani to discuss the spate of attacks on the US troops by Iranian-backed militias.

Blinken told reporters that during his meeting with Sudani he emphasized that the attacks on US forces were "unacceptable," and that Washington will do whatever is necessary to protect American interests and personnel.

On October 23, Sudani condemned the repeated strikes on bases hosting US troops, noting that American forces are in the country on an official invitation to support and train Iraqi security forces.

The New York Times

Matthew Rosenberg and Adam Entous  
November 6, 2023

## Blinken Warns Iran Against Widening the Conflict Between Israel and Hamas

Secretary of State Antony J. Blinken warned Iran during a weekend of diplomacy in the Middle East. The U.S. military posted a photo of one of its submarines in the region.

**I**f Iran had any doubts about American resolve in the Middle East, Secretary of State Antony J. Blinken, with an assist from the Pentagon, spent the weekend reinforcing the notion that the United States was not going anywhere.

During a quick trip to the re-

gion, Mr. Blinken repeatedly warned Iran against using its proxies to widen the conflict between Israel and Hamas, while in an unusual move the U.S. Central Command, which oversees American forces in the region, on Sunday announced that a nuclear-powered submar-

ine was traveling through the region.

The submarine added to the already considerable American firepower steaming through the waters around the Middle East, and Central Command, as if flaunting the vessel's deployment, went so far as

to [post on X a photo](#) of it in the region.

The most important progress, however, occurred out of public view. American allies in the Middle East have played a crucial role in preventing Iran and its proxies from expanding the war. Mr. Blinken sought to



Secretary of State Antony J. Blinken boarding his aircraft in Baghdad on Sunday, after meeting with Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani of Iraq. Jonathan Ernst/Agence France-Presse — Getty Images

maintain those efforts during his trip, which included stops in Israel, Jordan, Iraq and Turkey.

“Countries are very much engaged in trying to make sure that that doesn’t happen,” Mr. Blinken said on Monday after meeting with Turkey’s foreign minister, Hakan Fidan, in Ankara.

Mr. Blinken added: “Sometimes the absence of something bad happening may not be the most obvious evidence of progress, but it is.”

Heading off any escalation by Iran or its proxies in the region is a priority for U.S.

officials. The roughly 3,500 U.S. troops in Iraq and Syria have already been subjected to more than [40 drone and rocket](#) attacks by Iran-aligned militias since Hamas invaded southern Israel on Oct. 7, and a wider regional conflict would likely draw American forces deeper into the fight.

The United States, citing retaliation for the rocket and drone attacks against U.S. forces, carried out [two airstrikes last week](#) on sites in eastern Syria that it said were used by Iran and its proxies.

But beyond emphasizing the stakes of any escalation

to Iran, Mr. Blinken’s trip appeared to have far more mixed results. While American officials said the Israelis appeared to be willing to allow a sharp expansion in humanitarian aid into Gaza, they have had less success convincing Israel to show more military restraint in an attempt to reduce the number of civilian casualties.

At the same time, the United States’ most important Arab allies, including Jordan and Egypt, have started to put real pressure on the Biden administration to rein in the Israelis, fearful that the conflict could desta-

bilize their countries. The constant stream of images of dead Palestinians has been stoking widespread anger, and Arab leaders affirmed privately to Mr. Blinken that their public talk of a cease-fire wasn’t hollow. They need one immediately, they told Mr. Blinken.

*An earlier version of this article misstated the type of submarine that the U.S. Central Command said was traveling through the Middle East. Ohio-class submarines, such as this one, are ballistic and cruise missile submarines, not attack vessels.*

## Guerre Israël-Hamas : en Turquie, les vaines gesticulations d'Erdogan

Au départ sur la retenue, le président turc a durci son discours à l'encontre d'Israël, après avoir échoué à devenir le médiateur des négociations avec le Hamas. Une stratégie qui risque d'accroître son isolement et les tensions avec Washington.

C'est un étrange centenaire que vient de célébrer, bon gré, mal gré, la République turque, dimanche 29 octobre. Il y a certes eu le défilé militaire – une centaine de navires dans le Bosphore –, la gerbe déposée au monument d'Atatürk, père fondateur de la Turquie moderne, et les feux d'artifice, mais pas de grand discours du président, Recep Tayyip Erdogan. La harangue et le bain de foule avaient eu lieu la veille, à Istanbul, où s'étaient rassemblées plusieurs centaines de milliers de personnes en solidarité avec les Palestiniens. « *La plus grande manifestation au monde* » contre les frappes israéliennes depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre, selon les organisateurs.

Sous les applaudissements, le chef de l'Etat a accusé l'Occident d'être « *le principal coupable des massacres à Gaza* » et Israël de commettre « *des crimes de guerre* ». Il a réaffirmé que le Hamas n'était pas une organisation terroriste, comme il l'avait martelé quelques jours auparavant, insistant sur le fait qu'il s'agissait d'un « *groupe de combattants de la liberté luttant pour protéger leur peuple* ». Face au public, Erdogan a également interpellé les puissances occidentales en les soupçonnant de « *créer une atmosphère de croisades* » contre les musulmans. Il s'en est pris violemment à Israël : « *Gaza, la Palestine, qu'y avait-il en 1947 et qu'est-ce qu'il y a*

*aujourd'hui ? Israël, comment es-tu arrivé ici ? Tu es un occupant, tu es une organisation* », et donc, sous-entendu, pas un Etat.

La charge est lourde et singulière pour un président qui venait de rencontrer, fin septembre, son homologue israélien, Benjamin Nétanyahou, après plus de dix ans de tensions. Jamais un pays membre de l'OTAN n'avait nié à Israël son statut d'Etat, et donc son droit à exister. Et même si aucun pays à majorité musulmane ne considère le Hamas comme une organisation terroriste, aucun autre gouvernement n'a soutenu aussi explicitement les militants islamistes depuis le 7 octobre, hormis le régime iranien.

### La base de l'AKP « en colère »

Alors, que s'est-il passé ? Car si Ankara ne fournit pas d'aide militaire au Hamas, comme le fait Téhéran, le gouvernement et la formation du président, le Parti de la justice et du développement (AKP), accueillent en revanche des hauts responsables du Hamas depuis des années sur le sol turc. En pleine vague des « *printemps arabes* », soutenus par Erdogan, un bureau de l'organisation a été ouvert à Istanbul. Ankara aurait octroyé la nationalité turque à une douzaine de ses membres. Toutefois, comme l'observe le journaliste turc de *Die Welt*, exilé en Allemagne, Deniz Yücel,

« *ni les Israéliens ni le Hamas ne semblent faire confiance aux services intermédiaires turcs ; les deux camps préfèrent depuis des années entretenir leurs canaux de négociations plutôt avec le Qatar et l'Egypte* ».

De fait, les tentatives d'Erdogan de se poser en médiateur après le 7 octobre n'ont rien donné. Pire, la Maison Blanche et l'administration Biden les ont, semble-t-il, ignorées. Le président américain n'est pas passé par Ankara lors de sa visite en Israël, à la mi-octobre, et il aura fallu près d'un mois et de nombreux déplacements dans la région avant que le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, finisse par faire escale en Turquie. Cela dans un contexte houleux où Washington exhorte Ankara à approuver l'adhésion de la Suède à l'OTAN depuis plus d'un an. Une ratification aujourd'hui entre les mains d'un Parlement turc accusé de traîner les pieds et d'instrumentaliser le contentieux au profit du pouvoir.

Recep Tayyip Erdogan, qui, au départ, n'a pas voulu donner l'impression de soutenir ouvertement le Hamas en raison du choc provoqué par le raid sur la scène internationale, a renoncé au bout de quelques jours à la relative retenue dont il avait initialement fait preuve. « *Il espérait pouvoir profiter de la nouvelle phase d'ouverture avec Israël, tout en évitant les tensions avec les Etats-Unis, au moment même où le pays*

*traverse une grave crise économique*, affirme Fehim Tastekin, journaliste expert du Proche-Orient. Mais la réponse disproportionnée d'Israël à Gaza a accru la colère au sein de la base de l'AKP et réduit les dangers qu'Erdogan craignait. N'obtenant pas le rôle de médiateur escompté, il devenait inutile de maintenir la modération. » De quoi revêtir son uniforme de champion de la cause palestinienne, comme il l'avait fait avec son « *coup de colère* », lors d'un débat sur Gaza à Davos en 2009. Le geste lui avait valu les félicitations du Hamas et un accueil en héros dans son pays.

### Inconstance

Mais les temps ont changé. Les fougades du président ne suscitent plus l'intérêt d'antan, ni à l'extérieur ni à l'intérieur du pays. Le 15 octobre, la manifestation pour Gaza à l'appel de trois partis islamistes (deux de l'opposition et un allié du camp présidentiel) n'a rassemblé que quelques milliers de personnes à Istanbul. Un rejet de la radicalité confirmé par un sondage de l'institut Metropoll soulignant qu'une large majorité de Turcs ne souhaitaient pas voir leur pays s'engager au côté du Hamas. Pour 34,5 % des personnes interrogées, M. Erdogan devait rester « *neutre* », 26,4 % souhaitaient une médiation, tandis que 18,1 % estimaient que le président devait soutenir les Palestiniens tout en « *gardant ses distances* » avec le mouve-



ment islamiste. Seuls 11,3 % se prononçaient pour un soutien au Hamas.

A force de souffler le chaud et le froid sur la contestation, le président prend ainsi le risque de se couper un peu plus d'une partie de la population, sans éviter les dangers de la radica-

lité. Des dizaines de lycéens de la ville de Patnos (est du pays) se sont filmés, le 2 novembre, en train de piétiner et de cracher sur un drapeau israélien posé à terre.

L'autre écueil est d'accentuer l'image d'un président inconstant, à la politique étrangère

plus que flexible. « *Nous n'avons besoin de demander la permission à personne* », aime à répéter M. Erdogan. Le 4 novembre, le jour même où le chef de l'Etat a annoncé qu'il ne coupera pas les liens avec Israël, mais éviterait dorénavant Benyamin Nétanyahou, l'ambassadeur turc a été

rappelé de Tel-Aviv. « *Du point de vue de la Maison Blanche, a résumé Soner Cagaptay, chercheur au Washington Institute for Near East Policy, lorsque l'on s'engage avec Erdogan, cela se termine en drame.* »



November 7, 2023

## Kurdish Youth in Diyarbakir vow to only speak mother tongue

**E**RBIL, Kurdistan Region - A group of youth in Turkey's Kurdish province of Diyarbakir (Amed) gathered in the city's Sheikh Saeed Square on Sunday and pledged to only speak their mother tongue for the rest of their lives in Kurdish-populated areas.

Ten members of the Independent Youth Platform took the «Kurdish Living Oath,» at a gathering that drew the attention of onlookers and security forces who repeatedly questioned the motive behind the gathering.

The police repeatedly inquired about the event in Turkish, but the platform members responded in Kurdish.

«There are many types of protest activities that we will hold in Kurdistan [Turkey's south-east regions] step by step as a form of passive resistance. Our first activity is the pledge to live in Kurdish,» said Farid Azad, the platform's spokesperson, during the ceremony.

The young men and women took the oath in both the Kur-



manji and Zazaki dialects of Kurdish.

Kurds make up around a fifth of Turkey's population, but few are able to speak their mother tongue. Turkish is the country's only constitutionally recognized language. It is the language of employment, education, and public institutions.

By contrast, the Kurdish language has suffered from waves of criminalization in Turkey, with restrictions on its use relaxed for political leverage.

The members of the Independent Youth Platform say that they will continue such activities until the Kurdish language becomes a dominant spoken language in the Kurdish areas of Turkey.

«Our nation is ashamed of its own language. It is ashamed of its own culture. We want to break this habit,» Asmin Evin-dara, a member of the platform, told Rudaw's Mashallah Dakak.

Turkey's ruling and opposition parties pass back-and-forth blame for the scarce use of Kurdish, particularly among young Kurds.



# Kurdistan's Weekly Brief I November 7, 2023

## A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

### Iran

The Iranian regime [executed](#) a Kurdish man, Qasem Abasteh, who was originally sentenced to death in 2015 for “waging war against God.” Abasteh was accused of harboring Salafi beliefs, a charge he denied. The Iranian regime [executed](#) at least 78 people in October. Further, Iranian border guards wounded at least 10 Kurdish border porters (kolbars) near Newsud, Marivan, and Baneh last week. Two more kolbars were severely injured by mines in [Marivan](#) and [Baneh](#). According to the Hengaw Organization for Human Rights, Iranian border guards [killed three kolbars](#) and wounded 23 in October. Separately, Iranian President Ebrahim Raisi [visited](#) the Kurdish city of Senna on Thursday for the second time in a year amid the dire economic crisis the regime’s policies have inflicted on Iranian Kurdistan. Raisi oversaw the opening of a new railway between Senna and Hamadan, but [activists](#) denounced the visit and posted slogans protesting Raisi and the Iranian government’s policies toward Kurds. Raisi’s visit coincided with the arrest of Kurdish activists in [Salas-e Babajani](#), [Mehabad](#), [Awdanan](#), [Senna](#), [Jwanru](#), and [Saqqez](#).

### Iraq

On November 1, Iraq’s State Organization for Marketing of Oil (SOMO) [released](#) statistics showing no oil exports from Iraqi Kurdistan went through Turkey’s Ceyhan pipeline in October. Iraqi Kurdistan’s oil exports have been halted since the International Chamber of Commerce issued a ruling favoring Iraq over Turkey and

suspending the exports in March 2023. The SOMO report did show 130,501 barrels were successfully transported from the Qarara field, which falls under the jurisdiction of Kirkuk’s oil company, to Basra for export via oil tankers in October, which generated \$75,247,183 in revenue.

NBC News [reported](#) Iranian-backed militias have attacked U.S. troops in Iraq and Syria 38 times since October 17. On November 5, U.S. Secretary of State Antony Blinken [met with Iraqi Prime Minister Mohamed Shia al Sudani](#) in Baghdad and urged him to hold all of those responsible for the attacks accountable. Blinken also reminded the Iraqi government to fulfill its commitment to protect all installations hosting U.S. personnel. In addition, a U.S. official [told Kurdistan 24](#) that U.S. forces successfully intercepted several drones near al Assad Air Base. Furthermore, on November 7, the Kurdistan Counter Terrorism Directorate issued a statement reporting that three explosive-laden drones had targeted a US facility within the confines of Erbil International Airport during two separate attacks. Meanwhile, U.S. Ambassador to Iraq Alina Romanowski visited Iraqi Kurdistan and met with several top officials. “I visited the KRI [Iraqi Kurdistan Region] on November 1 to emphasize the U.S. commitment to the region, ensure continued security cooperation, and work together to prevent attacks on U.S. interests,” [said Romanowski](#).

### Syria

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [dis-](#)

[closed](#) Iranian proxies have attacked U.S. bases in Syria 23 times since October 18. The Iraqi “Islamic Resistance Movement” has claimed credit for most of the attacks, which are intended to limit the U.S.’s willingness to support the Israeli campaign against Hamas and eventually expel U.S. forces from the Middle East. NBC News divulged at least 45 Americans have been injured in attacks on U.S. facilities in Iraq and Syria so far.

Many Afrin residents are now unable to [afford](#) olive oil because of Turkish proxies’ increasing involvement in the olive trade. Turkish-backed groups’ smuggling of olive oil into Assad regime-controlled territory and Turkey has driven up the price of a single container by over one hundred percent since 2022. Additionally, some locals have expressed concern the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) and other groups’ exploitation of the olive trade may harm the future prospects of Afrin’s olive industry. Olive oil exported to Turkey is often repackaged and sold in other countries with no indication it originated in Afrin, which means Turkey, not northern Syria, receives recognition for the product’s quality.

Pro-Assad regime fighters and Iranian-backed militias continued attempting to [assault](#) and undermine the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) in Deir ez Zor Governorate. Additional mortar and artillery attacks originating on the west side of the Euphrates River targeted the Syrian Democratic Forces (SDF)-controlled town of Dhiban, killing a woman and

her four-year-old daughter and injuring a man and his child. The conflict began when the SDF dismissed and arrested one of its commanders, Abu Khawla, for allegedly collaborating with the Assad regime. Khawla’s arrest led to a tribal uprising among his supporters that Damascus and Tehran have exploited in an attempt to overthrow the AANES and reclaim all of northeastern Syria.

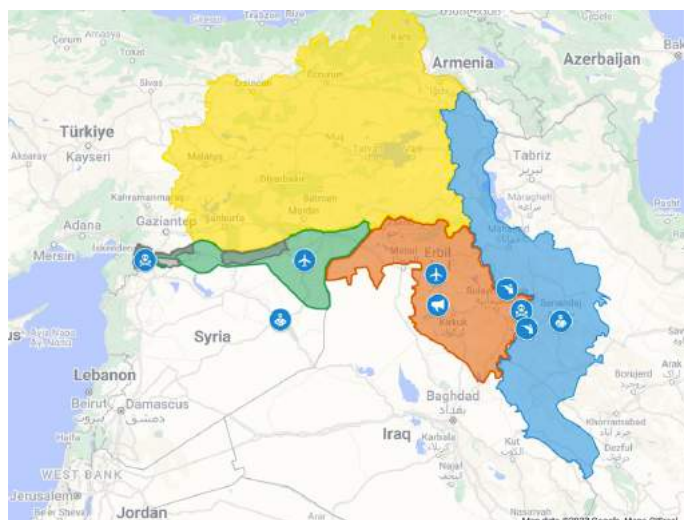
### Turkey

Human Rights Watch (HRW) issued a [report](#) titled “The Full Costs of Turkey’s Bombing Campaign in Northeast Syria” on November 6. The report outlined the atrocities committed by Turkey against civilians during its military campaigns in northern Syria and emphasized civilians, not the People’s Protection Units (YPG) or Kurdistan Workers’ Party (PKK), are bearing the brunt of Turkey’s attacks. The report also detailed how Turkey’s campaigns have severely damaged the region’s infrastructure and concluded Turkey failed to take proper precautions to avoid civilian casualties. The report then recommended Turkey investigate strikes that kill civilians to provide victims with accountability. Turkey’s record on Kurdish issues in Iraq, Syria, and Turkey makes such investigations highly unlikely, however.

The pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP) [announced](#) that Turkish authorities arrested a former HDP lawmaker, Huda Kaya, at Istanbul Airport while she was attempting to travel abroad. Turkish media claimed Kaya’s detention is linked to the Ko-

bani protest case. Kaya's attorney asserted that she was in the process of appealing an arrest warrant that was issued on September 27, and Turkish authorities disregarded the appeal and the fact Kaya made no attempt to flee from justice by arresting her 10 minutes before her flight departed. The HDP described the arrest as unlawful and arbitrary. Kaya's arrest is the latest in a string of Turkish government actions targeting politicians and activists who oppose the ruling Justice and Development Party (AKP).

The Republican People's Party



(CHP), Turkey's largest opposition party, [deposed](#) longtime leader Kemal Kilicdaroglu at its congress on November 5. Ki-

licdaroglu received blame for the CHP's disappointing loss to Turkish President Recep Tayyip Erdogan's AKP in May, an election many initially thought the CHP would win. Kilicdaroglu will be replaced by Ozgur Ozel, a former pharmacist and relatively unknown member of the party until Sunday. Rudaw described Ozel as "a deputy parliamentary group chairman of the CHP who speaks German and English." Ozel is also a former head of the Turkish Pharmacists' Association and was first elected to the Grand National Assembly in 2011.



Chenar Chalak  
November 7, 2023

## KDP, PUK discuss cooperating to resolve ongoing challenges

**E**RBIL, Kurdistan Region - Senior delegations of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) held a high-level meeting in Erbil's Pirmam on Tuesday during which they discussed the need for further cooperation to resolve the Kurdistan Region's pressing issues;

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani, first and second deputy leaders of the KDP, respectively, represented their party in the meeting, whereas the PUK was represented by its leader Bafel Talabani and Kurdistan Region Deputy Prime Minister Qubad Talabani.

Following the meeting which lasted for over five hours, the two ruling parties released a joint statement, stressing their

willingness to cooperate on resolving the ongoing challenges facing the Region.

«Both sides stressed the need for coordination and cooperation, and the need to gather the strength and capacity of all political parties to protect the entity of the Kurdistan Region, and to formulate a joint strategy that is compatible with the course of events and changes and addresses the obstacles,» read the joint statement.

The security developments of the Kurdistan Region, Iraq, and the rest of the Middle East, the need to support the efforts of the Kurdistan Regional Government (KRG) in financing civil servant salaries, and the need to find common ground to serve the interests of the Region were also discussed during the meeting

President Barzani told reporters that the two parties had "a good meeting," and that they will continue to hold meetings in hopes of reaching a mutual understanding.

The meeting in Pirmam marked the first between the Region's ruling parties since the PUK's congress in late September.

The KDP and PUK are long-time rivals that have a tenuous power-sharing agreement. Tensions between them have been high for more than a year over a variety of issues, including distribution of funds to provinces and the transparency of revenue in their areas of control.

Their disagreements have been a hindrance to the functioning of the government and parliament. They were close to

a reconciliation in May, before sparring in the parliament. The subsequent dissolution of the legislature put any settlement between them on hold.

The Kurdistan Region's civil servants went unpaid for around 90 days before a deal was struck between Baghdad and Erbil in mid-September, in which the federal government agreed to lend the KRG 2.1 trillion Iraqi dinars to pay the salaries for three months.

Teachers in Sulaimani and Halabja provinces have been on strike for the past seven weeks, in protest of the KRG's failure to provide salaries on time.

Civil servants are yet to receive their salaries for the months of September and October.

The New York Times

Victoria Gomelsky  
November 7, 2023

## Applying Her Kurdish Heritage to Watches

Leyla Uysal uses ethnic motifs and the colors of her Turkish homeland in her Bajer line.

In the early 1990s, when Leyla Uysal was in grade school, she and her family lived in Suruc, what was then a small town in the Kurdish region of Turkey, near its southern border with Syria. They would leave it only twice a year — when they attended a festival in Sanilurfa, the nearest big city, about 60 miles away.

“I wore the one pair of nice shoes I had and my hair was all made up,” Ms. Uysal, now 38, recalled during a phone interview last month from her home in Cambridge, Mass. “We were walking toward the bus stop, and I was feeling like a star. I was very small and skinny, but smiling at everybody. I was so excited that I was going to the city.”

Ms. Uysal, an urban planner by training, sought to capture that memory, of feeling excited and special, when she named her watch brand **Bajer**, which means “city” in Kurdish.

But the name also has another, more complicated meaning for her. Many experts, including the U.S.-based Council on Foreign Relations, say the Kurds are one of the world’s largest ethnic groups without a state of its own. Indigenous to a region that now includes parts of Turkey, Iran, Iraq and Syria, Kurds often have fled their homes to avoid persecution since the dissolution of the Ottoman Empire in the early 1920s.

“The notion of a city has come to represent not only a physical space but also a state of mind — a place where Kurds can be free, safe, and powerful one



Leyla Uysal with one of the watches from her Bajer brand at home in Cambridge, Mass. Sophie Park for The New York Times

day,” a page on the Bajer website says.

Bajer means “city” in Kurdish. Sophie Park for The New York Times

From far left, the Sophene Forest, Basenia Chestnut, Sophene Nero and Artemita Chestnut watches. The straps are embossed with Kurdish motifs that belong to the culture’s carpet-weaving tradition. Sophie Park for The New York Times

Ms. Uysal said she was inspired to create Bajer in 2018 as a way to shine a light on Kurdish culture, and on Kurdish women in particular. She said that, as a child, she always wanted a watch (“Rich kids had watches,” she said).

Introduced in 2022, the brand now has 15 quartz-powered models, divided into four collections named Artemita, Basenia, Corduene and Sophene, after ancient Kurdish place names. They are sold on the Bajer website and through the New York retailer Flying Solo,

priced from \$1,290 to \$3,290.

The straps are recycled leather in colors chosen to evoke the landscape of her homeland. “The black strap is for a city called Amed, Diyarbakir in Turkish, where they have black stones,” Ms. Uysal said. “The green honors our ancient olive trees and the burgundy honors our vineyards.”

And in a more overt homage, each strap is embossed with one of three Kurdish motifs that belong to the culture’s carpet-weaving tradition, in which, she said, women “put their stories, their loves, their struggles into their rugs.”

“Let’s say your husband is beating you; your rug tells a story,” she said. “Let’s say you have a fertile harvest; your rug tells a story.”

“We women found a way to talk to each other, and it was a visual language. I ended up incorporating that language into Bajer, so I can now tell women, ‘You don’t have to talk — your

watch will tell the story for you.”

Ms. Uysal’s own story could never fit on a watch strap. Of the 5,000 people in her extended tribal family in Suruc, she said, she was the only woman to graduate from the local high school, and later, the only woman to attend college.

Ms. Uysal created Bajer in 2018, and the brand was introduced in 2022. Sophie Park for The New York Times

“We had people coming to my house every day, telling my mom, ‘You are dishonoring your family — girls shouldn’t be at school,’” Ms. Uysal recalled. “But they did me a favor. Every time they were in our house, it became a motivation for me to become a better student, so I could hopefully provide an opportunity for the next generation.”

Ms. Uysal’s family moved to Istanbul when she was almost 20 so she could continue her education. In 2012, at 27, she graduated from Mimar Sinan Fine Arts University’s architecture school with a degree in city and regional planning, and took a job at an urban planning firm in Istanbul.

That same year, Ms. Uysal was exchanging emails with a professor of landscape architecture at Harvard for some research. She mistook his exhortation to visit the campus as an invitation to study there. “I sold everything I had and came to Boston,” she said.

After realizing her mistake, the professor’s assistant — the person who actually had been

answering her messages — helped her to attend classes as a guest and introduced her to some Turkish students whom she helped with a research project.

Ms. Uysal said she formally began her pursuit of a master's degree in design studies in ecologies at Harvard on Aug. 29, 2022, 10 years to the day after she arrived in Boston. And she is a candidate for the Ph.D. program at Massachusetts Institute of Technology, where she hopes to continue her research on climate change.

A personal reckoning in 2018 led Ms. Uysal to become an entrepreneur. She had been in the United States for six years, during which she met her hus-

band and was staying home to care for their two children, when she realized she had fallen into the gender role that she had always opposed. She decided it was time to make a change.

The Corduene Chestnut watch.Sophie Park for The New York Times

Ms. Uysal reached out to a friend who previously had worked at Ferrari, and “he introduced me to people in the watch business and that’s how I started to get in touch with factories,” she said.

Using money she had earned as an Airbnb host, Ms. Uysal hired a branding agency in San Francisco that helped her form an international design team.

She worked with its members to create a logo and a branding strategy and design the watches, and by July 2019 she was visiting Tan, a private label watch manufacturer in Chiasso, Switzerland, that was going to make them.

She planned to introduce the watches in March 2020. But once the pandemic began, her suppliers — both Tan and a leather strap vendor in Ancona, Italy — had to focus on bigger clients.

Bajer made its debut in October 2022, after a shipment of watches from Tan finally arrived at her door after eight months in transit.

In the future, when the brand

is more established, Ms. Uysal said she would donate a percentage of proceeds to two nongovernmental organizations with access to remote Kurdish areas: Lotus Genc Alan Dernegi in Diyarbakir and the Hisar Anatolian Support Society run by Enver Ozkahrman, a Kurdish artist and activist who established a rug-making workshop for young women in Van, a city in eastern Turkey.

“As a person coming from the region,” Ms. Uysal said, “I am familiar with the struggles women go through in their daily lives. I feel responsible for providing opportunities for my people because I haven’t forgotten what I went through.”



November 8, 2023

## ISIS kills 34 pro-government forces in Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - At least 34 pro-government forces and army soldiers were killed by Islamic State (ISIS) attacks in the Syrian desert on Wednesday, a war monitor reported, marking one of the deadliest attacks by the terror group this year.

“Islamic State members launched a violent attack on the positions of regime forces and the National Defense Forces in the Rusafa desert at the Raqqa-Homs-Deir ez-Zor triangle ... 34 members of the regime and national defense forces were killed in the attack,”

the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said.

The monitor added that Russian warplanes launched airstrikes on ISIS positions in the desert, killing over 30 jihadists.

ISIS rose to power and seized swathes of Syrian and Iraqi land in a brazen offensive in 2014, declaring a so-called “caliphate.”

While the group was declared territorially defeated in Iraq and Syria in 2017 and 2019 respectively, it still continues to pose serious

security risks through hit-and-run attacks, bombings, and abductions, especially across the vast expanses of the Syrian desert as well as several Iraqi provinces.

The militant group has been blamed for a string of attacks against Syrian regime forces throughout the year. In August, an ISIS attack on Syrian army soldiers in the eastern Deir ez-Zor province killed 33, days after ten Syrian soldiers were killed in another ISIS attack in their former stronghold of Raqqa.

A civil war broke out in Syria in 2011 after the govern-

ment’s brutal crackdown on protests, and the security situation has remained fragile ever since.

The conflict then erupted into multiple fronts with the emergence of ISIS, constant fighting between Kurdish forces and Turkey and Turkish-backed proxies, Israeli strikes on pro-Iran factions and tit-for-tat attacks between the US and Iran. Russia has also backed the Syrian government, while about a thousand US troops are stationed in Syria to train and assist in the fight against ISIS.



Théo Renaudon  
8 Novembre 2023

## Kurdistan syrien : une délégation française avec Jean-Michel Blanquer en soutien des Kurdes face à la Turquie

C'est un déplacement qui a été tenu top secret jusqu'au départ de la région de l'ancien ministre de l'Education nationale. Juste avant son décollage pour Paris, Jean-Michel Blanquer publie sur X (anciennement Twitter) une photo de lui en costume cravate gris. Il pose à l'intérieur de ce qui semble être une tente d'un des nombreux camps de réfugiés de la région autonome kurde syrienne. Dans son message, l'ancien ministre salue «un espoir pour le Levant». Nommant ainsi l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (l'Aanes). Une région à gouvernance multi-ethnique mais dominée par les Kurdes et de facto sous leur contrôle. Une terre en partie reprise à Daesh par ces mêmes Kurdes avec le soutien de la coalition internationale, dont la France fait partie. Dans ce même tweet, il parle de la souffrance du peuple kurde syrien face aux «attaques de l'islamisme radical armé et de pays voisins. L'élan des Forces démocratiques syriennes illustre l'harmonie et la force des communautés et des religions unies pour la liberté contre l'obscurantisme».

**Au Kurdistan syrien où un peuple souffre des attaques de l'islamisme radical armé et de pays voisins. L'élan des Forces Démocratiques Syriennes illustre l'harmonie et la force des communautés et des religions unies pour la Liberté contre l'obscuran-**



L'ex-ministre de l'Education nationale Jean-Michel Bla (Joel Saget/AFP)

**tisme. Un espoir pour le Levant.**

**«Pied de nez à Erdogan»**

La visite de Jean-Michel Blanquer visait donc à apporter un message de soutien de la part d'Emmanuel Macron aux dirigeants de la région autonome, selon un membre de sa délégation. La région vient tout juste d'être frappée, entre les 4 et 10 octobre, par une intense campagne de bombardements de l'armée de l'air turque. Bilan selon un rapport de l'Aanes publié le 18 octobre : 47 morts et 55 blessés, civils et militaires. Le massacre s'est produit dans le plus grand silence médiatique et diplomatique, alors que la guerre entre le Hamas et Israël commençait. Les centaines de frappes aériennes turques, dont les forces sont membres de l'Otan, ont aussi visé des infrastructures telles que des centrales électriques, des installa-

tions pétrolières jusqu'à des cliniques médicales, selon les autorités kurdes. Plongeant une région déjà minée par dix ans de guerre dans une précarité encore un peu plus forte. Cette opération militaire avait été ordonnée par le gouvernement d'Erdogan après l'attentat d'Ankara du 1er octobre. Ce jour-là, deux membres du PKK, parti nationaliste kurde de Turquie, ont attaqué le ministère turc de l'Intérieur. Une attaque avortée qui a fait deux blessés parmi les policiers turcs.

Le PKK étant un parti supposé affilié à l'Administration autonome du Nord-Est syrien, le président turc a décidé de lancer une opération dite «antiterroriste» sur le territoire. Un mois plus tard, voilà donc Jean-Michel Blanquer à la tête d'une délégation, comptant Patrice Franceschi, écrivain qui a conduit plusieurs missions humanitaires dans la

région et qui était là comme expert de la zone, et Khaled Issa, représentant de l'Aanes en France – sorte d'ambassadeur non officiel. L'ancien ministre de l'Education, envoyé parce qu'il «fallait quelqu'un de compétent» – a expliqué un membre de sa délégation – est donc venu porteur d'un message de soutien d'Emmanuel Macron. Un soutien à des alliés dans la lutte contre l'Etat islamique, toujours présent en Syrie. «Un voyage pied de nez à Erdogan surtout», assume même un membre de la délégation.

**Plutôt discret**

L'ancien ministre est allé constater les dégâts causés par l'armée turque et a rencontré le dirigeant des Forces démocratiques syriennes Mazloum Abdi. Un «pied de nez» à Erdogan peut-être, mais plutôt discret. Aucun journaliste sur place n'a été informé en amont de la visite. Contacté par Libération, le service de presse de l'Elysée a dit ne pas être au courant et aucun communiqué officiel n'a été publié. Emmanuel Macron, dont un déplacement dans le Kurdistan irakiens est envisagé en fin du mois, ne fera pas le voyage jusqu'aux Kurdes de Syrie, à seulement 250 km. Rentré en France, Jean-Michel Blanquer a du travail : un rapport lui a été commandé par le chef de l'Etat, affirme Patrice Franceschi. Nul ne sait s'il sera rendu public tant le soutien de la France au Kurde syrien semble timide.



Léa Masseguin  
8 Novembre 2023

## Iran : Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix, est en « danger de mort »

**P**our avoir refusé de porter le voile obligatoire, Narges Mohammadi est en «danger de mort», alerte sa famille. Privée des soins urgents dont elle a besoin en raison de ses troubles cardiaques et pulmonaires importants, la lauréate du prix Nobel de la paix 2023, incarcérée dans la tristement célèbre prison d'Evin, à Téhéran, a entamé une grève de la faim ce lundi 6 novembre – la seconde depuis janvier 2019 – en signe de protestation contre cette mesure.

Alors que son transfert vers l'hôpital était rejeté pour la troisième fois en vingt jours, la militante iranienne des droits humains a déclaré «refuser de choisir entre la mort et le voile obligatoire». Son état de santé s'est dégradé dès le lendemain. Lors d'une visite en prison, un cardiologue a déclaré que plusieurs de ses artères étaient bouchées à 50 % et appelé à sa prise en charge médicale immédiate. En solidarité, sept de ses codétenues l'ont depuis rejointe dans sa grève de la faim, exigeant elles aussi que des soins lui soient prodigués de toute urgence.

### «Détenue arbitraire»

La journaliste de 51 ans a finalement été conduite à l'hôpital ce 8 novembre.



Narges Mohammadi. (AFP)

L'agence de presse officielle de l'Iran, l'Irna, a publié un communiqué rassurant, faisant état d'examens médicaux «normaux». Une «nouvelle tentative des autorités de reprendre le contrôle du narratif et de la communication pour éviter une mobilisation internationale» autour du cas du Prix Nobel, estime Chirinne Ardakani, l'avocate de la famille de Narges Mohammadi. L'époux de l'activiste, le dissident iranien Taghi Rahmani, réfugié à Paris, appelle pour sa part la communauté internationale à se «mobiliser massivement» : «Sa vie est

aujourd'hui en danger et le gouvernement iranien sera tenu pour responsable de tout ce qu'il pourrait advenir à compter de ce jour.»

Militante contre la peine de mort et pour les droits des femmes, cette mère de deux enfants est incarcérée à la prison d'Evin depuis le 16 novembre 2021. Elle purge actuellement une peine de dix ans et neuf mois de réclusion, assortie d'une centaine de coups de fouet. Ce 8 novembre, le collectif d'avocats Iran Justice et Reporters sans frontières (RSF) ont déclaré saisir le groupe

de travail sur la détention arbitraire de l'ONU d'une plainte à l'encontre des autorités iraniennes. Celle-ci vise à la mise en œuvre d'une procédure dite «d'action urgente» qui consiste à adresser, par la voie diplomatique, une lettre d'allégation au gouvernement, lui enjoignant de mettre fin «sans délai à la détention arbitraire» de la militante pour les droits humains, peut-on lire dans un document que Libération a pu consulter. Le comité d'experts onusien doit également enquêter sur «les conditions de détention et les traitements inhumains et dégradants infligés à Narges Mohammadi par ses geôliers».

Dans plusieurs lettres qu'elle a réussi à faire sortir clandestinement de la prison, la journaliste a décrit à plusieurs reprises les effroyables conditions de détention à Evin – les «corps meurtris, gonflés d'hématomes», «les passages à tabac», «les aveux forcés» ou les «agressions sexuelles» commis par les agents du régime. Dans son documentaire et livre du même nom, *White Torture*, elle a également mis en lumière le traitement épouvantable infligé aux détenus placés en cellule d'isolement pour les forcer à avouer des crimes dont ils ne sont parfois pas coupables.



Gaëlle Macke  
9 Novembre 2023

## L'Iran tire profit de sa stratégie du chaos

Face à Israël, Téhéran nourrit l'embrasement du Moyen-Orient via les milices chiites qui lui sont affidées. Mais il ne veut pas aller jusqu'à la guerre, plutôt mettre sous tension les cours du pétrole.

**N**otretenir l'escalade sans s'y laisser entraîner. Depuis l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre, c'est la ligne de crête que poursuit l'ennemi juré de Jérusalem, la République islamique d'Iran. Si le Guide suprême Ali Khamenei a applaudi cette « fière offensive », il nie toute implication de son pays, même s'il fournit et entraîne militairement le Hamas de longue date. Et alors que les frappes se multiplient contre Gaza, l'Ayatollah dénonce haut et fort « les crimes du régime sioniste » et leur soutien américain, mais se garde de toute annonce concrète de représailles. Pour l'heure, Ali Khamenei s'est limité à appeler, le 1er novembre, au boycott des produits israéliens, interpellant les « gouvernements musulmans » pour qu'ils « rompent toute relation commerciale » avec l'Etat hébreu.

### Hezbollah attentiste

Le régime iranien entend mettre le feu aux poudres sans tirer une cartouche. Pour attiser les braises, il laisse s'agiter ses séides. Car depuis deux décennies, Téhéran a bâti un « axe de résistance » autour de l'ennemi israélien et des positions américaines, en finançant et armant des milices islamistes chiites dans tout le Moyen-Orient : Hezbollah au Liban, rebelles houthis au Yémen, unités de la Mobilisation populaire en Irak, divisions afghanes et pakistanaïses à sa botte déployées en Syrie. Par leur biais, l'Iran a acquis une capacité à semer le désordre à distance bien plus dangereuse que par ses capacités militaires propres, assez faibles. Voilà qui permet à son

ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, de menacer d'une « expansion des fronts de guerre » : « L'axe de la résistance peut mener une guerre de longue durée avec l'ennemi », a-t-il déclaré en prenant soin de préciser : « Nous ne donnons pas d'ordre. Les forces de la résistance décident pour elles-mêmes. »

Une fausse modestie : si certains de ses affidés, comme le Hamas, ont une autonomie certaine, la plupart, et notamment le Hezbollah, de loin le plus puissant, lui sont étroitement inféodés. Ainsi, le discours attendu du grand chef du mouvement libanais, Hassan Nasrallah, le 3 novembre, sans nul doute visé par Téhéran, illustre la posture iranienne : faire monter la pression... sans aller jusqu'à la confrontation. Un « front de soutien » est bien ouvert depuis le 8 octobre à la frontière entre Israël et le Liban, avec quelques roquettes et combats, mais le sayyid Hassan, tout en multipliant les invectives, n'a pas appelé à lancer son mouvement pleinement dans la bataille. Entretenant un « flou constructif », Nasrallah est resté attentiste, avertissant cependant que « toutes les options sur notre front sont ouvertes et examinées, et nous pourrions y recourir à tout moment ».

### Sunnites contrés

Le pouvoir de nuisance de l'« axe de résistance » s'est manifesté sporadiquement ailleurs dans la région. Les positions américaines en Irak et en Syrie ont été la cible d'attaques de drones et de roquettes. Mais la République islamique veille à contrôler l'embrasement. Téhéran

ne peut se permettre d'entrer dans une guerre dont il n'a pas les moyens, et qui risque de raviver les troubles dans le pays, secoué en 2022 par un soulèvement populaire contre les mollahs.

Tant qu'il reste circonscrit à Gaza, le conflit déclenché par son allié le Hamas sert ses intérêts et conforte la position du régime. D'abord, il met en péril les Accords d'Abraham par lesquels Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Maroc et le Soudan ont établi des liens diplomatiques avec Israël depuis 2020, et que l'Arabie saoudite, sa grande rivale, s'apprêtait à rejoindre. Les ayatollahs chiites iraniens voient ces accords comme une manœuvre d'encerclement de la part des Etats musulmans sunnites hostiles. Désormais, la perspective d'une normalisation des relations entre Jérusalem et Riyad s'éloigne. Les mollahs se réjouissent également de voir la fracture entre un bloc occidental qui ne ménage pas son soutien à Israël et un « Sud global » qui critique les bombardements sur Gaza.

### Contrebande de brut

Surtout, les fortes tensions au Moyen-Orient pourraient bien faire les affaires de l'économie iranienne, en soutenant les cours du pétrole. Après une brève flambée, ils sont aujourd'hui retombés au niveau antérieur au 7 octobre, à 85 dollars. Cependant, la Banque mondiale estime dans son scénario de référence que, à cause de la guerre à Gaza, ils devraient se situer en moyenne à 90 dollars ce dernier trimestre. Or l'Iran a retrouvé un niveau de production de plus de 3 millions

de barils par jour, malgré l'embargo imposé par les Etats-Unis depuis 2018.

La National Iran Oil Company (Nioc) est passée maître en vente de contrebande vers la Chine. Elle ne livre pas aux grandes majors pétrolières de Pékin, exposées aux sanctions, mais à une nuée de petites raffineries indépendantes, intéressées par le brut iranien, payé en yuans et non en dollars, avec une décote de 10 dollars par rapport au prix du marché. Pour l'acheminement, des sociétés-écrans basées en Chine, au Vietnam ou aux Emirats rachètent discrètement de vieux supertankers bons pour la casse qui, pour rester sous les radars, n'effectuent que quelques voyages. « Les transpondeurs ne sont allumés que lorsque les navires empruntent des passages étroits comme le détroit d'Ormuz, explique Homayoun Falakshahi, analyste au sein du spécialiste des matières premières Kpler, et les pétroliers font rarement le trajet complet. » D'autres bateaux prennent le relais dans les eaux de Fujairah, un mégaterminal des Emirats arabes unis. Et les cargaisons sont de nouveau transférées au large de la Malaisie sur de petits navires qui les acheminent vers la Chine, après avoir mélangé le pétrole iranien à des bruts d'autres provenances. Résultat : sur un an, les exportations iraniennes ont augmenté de plus d'un tiers, selon Ahmed Mehdi, analyste pétrolier basé à Londres. Au bilan, l'Iran est pour l'instant le vainqueur de la guerre à Gaza dans laquelle est englué Israël. Avec l'arme par procuration de « l'axe de la résistance », son objectif est atteint : semer le chaos, à son profit.





Antoine Izambard  
9 Novembre 2023

## La Turquie revient à la raison économique

Pour contrer l'inflation galopante, Recep Tayyip Erdogan a nommé deux experts incontestés au ministère des Finances et à la banque centrale. Un duo de choc pour redresser le pays sous étroite surveillance politique.

**A** quelques mètres du majestueux hôtel Sait Halim Pacha d'Istanbul, la noria de cargos et navires méthaniers transitant par le Bosphore incarne l'importance de ce goulot stratégique, entre la mer Noire et la Méditerranée, l'un des poumons économiques de Turquie. Dans une salle de ce superbe manoir du XIXe siècle, où a été tourné le film *Les Baroudeurs*, avec Tony Curtis, les graphiques que fait défiler l'une des meilleures économistes turques, Selva Demiralp, contrastent pour tant avec ce dynamisme. Ils pointent une inflation d'environ 50 %, qui pourrait atteindre 70 % d'ici à la fin de l'année. La jeune femme, passée par la Réserve fédérale (Fed) américaine, rappelle aussi que le séisme dramatique qui a frappé le pays en février coûtera 104 milliards de dollars. « L'un des enjeux majeurs est d'attirer des capitaux », observe la professeure à l'université Koç d'Istanbul, qui participait le 20 octobre à un colloque de l'Institut du Bosphore, un think tank franco-turc. « C'est pour cela que le ministre de l'Economie est très actif et multiplie les road shows. »

### Coûteuse fuite en avant

Mehmet Simsek, ancien banquier de Merrill Lynch nommé en juin ministre du Trésor et des Finances, dans la foulée de la réélection de Recep Tayyip Erdogan, est perçu comme le potentiel sauveur de l'économie du pays. Le quinquagénaire, ex-vice-Premier ministre, tente de gommer cinq ans de politique hétérodoxe, incarnée par

l'obstination du président turc à abaisser les taux directeurs de la banque centrale. Une fuite en avant qui, au-delà d'une inflation XXL – seuls le Venezuela, le Zimbabwe et l'Argentine font pire –, s'est traduite par une forte dépréciation de la livre turque. Elle a atteint en 2022 un plancher historique, perdant 35 % de sa valeur face au dollar, après une chute de 44 % en 2021. Le niveau des salaires reste aussi une préoccupation. La majorité des rémunérations tournent autour du smic (environ 380 euros par mois) et un foyer de trois personnes avec ce seul revenu se trouve sous le seuil de pauvreté.

C'est sous cette météo orageuse que s'active Mehmet Simsek, épaulé par Hafize Gaye Erkan, banquière d'affaires de 44 ans issue de Goldman Sachs et propulsée à la tête de la banque centrale en juin. Le duo a d'ailleurs participé en août à Istanbul à un colloque organisé par la banque américaine. En juillet, le ministre des Finances avait aussi effectué une tournée dans le Golfe qui lui avait permis de rentrer à Ankara lesté de 100 milliards de dollars de financements. Une bouffée d'oxygène alors que la Turquie a enregistré un déficit de 57 milliards de dollars sur les douze derniers mois et que la dette à court terme de son secteur privé dépasse les 200 milliards de dollars. « Les réserves nettes de change de la banque centrale sont négatives (- 65 milliards de dollars), ajoute Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives

et d'informations internationales (Cepii). Celle-ci a jusqu'à présent réussi à éviter une crise de la balance des paiements grâce à des opérations de swap [forme de prêt d'appoint] avec ses homologues qatarienne, chinoise, sud-coréenne ou azerbaïdjanaise. Elle a aussi obtenu des lignes de prêts auprès de l'Arabie saoudite et de la Russie. Le pays est donc, financièrement, sur la corde raide. »

Alors que le taux directeur turc avait chuté de 19 % en septembre 2021 à 8,5 % au printemps dernier, le binôme Simsek-Gaye Erkan est revenu à davantage de rationalité en le remontant à 35 % fin octobre. Un record depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan en 2003. Et ces « as de la finance », comme les désigne la presse gouvernementale, ont aussi commencé à détricoter un échec de mesures et subventions variées, mises en place ces dernières années pour soutenir le pouvoir d'achat. Ils doivent néanmoins composer avec les choix électoralistes du raïs, comme lorsqu'il a décidé, en pleine campagne présidentielle, d'augmenter de 45 % les salaires des employés de la fonction publique. « Simsek apporte des changements, mais il est sous la surveillance étroite d'Erdogan, qui a ses lignes rouges, juge un ancien éditorialiste du quotidien kémaliste Cumhuriyet, hostile au régime. Plus les élections municipales approcheront, moins il aura de marge de manœuvre. » Après avoir perdu Istanbul, Ankara ou Izmir en 2019, le leader de l'AKP espère prendre sa revanche lors du

scrutin de mars 2024.

### Croissance vigoureuse

Malgré ces difficultés, le pouvoir dispose de certains atouts. La croissance reste vigoureuse : après 11 % en 2021 (meilleure performance du G20), le PIB turc a progressé de 5 % en 2022 et 3 % sont attendus en 2023. « La saison touristique a été bonne [les autorités turques annoncent une hausse de 10 % en un an], ajoute Franck Mereyde, président de la Chambre de commerce et d'industrie France Turquie. Le secteur manufacturier, qui représente plus de 20 % de la valeur ajoutée totale de l'économie, est également solide, à l'image du champion des drones, la société Baykar dirigée par le gendre du président turc. En juillet, sous la supervision du ministre des Finances, celle-ci a signé avec l'Arabie saoudite son plus gros contrat à l'export.

Autre force, « le pays s'appuie sur un large marché domestique et sait répondre aux demandes étrangères les plus dynamiques, fait valoir Deniz Ünal. Enfin, le faible coût de la main-d'œuvre et le bon niveau des infrastructures sont de nature, dans le contexte international en certain, à inciter les firmes européennes à s'approvisionner ici plutôt que dans l'Asie lointaine ». La Turquie conserve de fait une attractivité, ainsi que l'a montré fin octobre la visite du ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck. En revanche, le pays ne pourra pas profiter de la coopération énergétique négociée à la surprise générale avec

Israël en 2022. Le conflit avec le Hamas paraît y avoir mis un terme, comme l'a signifié Erdogan, fervent soutien du groupe terroriste palestinien.

### Erdogan capte à son profit l'héritage d'Atatürk

Ce 29 octobre, les Turcs ont célébré le centenaire de la proclamation par Mustafa Kemal

Atatürk de la République, qui succédait à l'empire ottoman. Quatre-vingts ans après sa disparition, il reste l'homme politique le plus populaire du pays : pour près de 60 % des habitants, il est la figure historique la plus aimée. A sa mort, la Turquie disposait d'un nouvel alphabet, d'un nouveau Code civil, du suffrage universel et d'une nouvelle religion d'Etat,

la laïcité, s'ajoutant à l'islam. Souvent considéré comme l'anti-Atatürk, l'islamiste Recep Tayyip Erdogan avait critiqué le grand homme lors de son arrivée au pouvoir. Aujourd'hui, il revendique son héritage, mais l'adhésion est sélective. Le réformateur laïc, bâtisseur d'Etat et partisan de la vocation européenne du pays est relégué au second plan. Erdogan pré-

fère valoriser le « gazi » (le victorieux en arabe), qui a sauvé la Turquie des Grecs, Britanniques, Français et Italiens après la Première Guerre mondiale. Façon de légitimer sa vision du pays comme une puissance montante, opposée à l'Occident et à l'ordre international libéral.



Karwan Faidhi Dri  
November 9, 2023

## Erbil air base housing US troops catches fire following drone attack

**E**RBIL, Kurdistan Region - The storage facility of Erbil province's Harir air base housing US troops caught fire late Thursday after two suicide drones hit the base, according to local authorities and a pro-Iran militia group which claimed responsibility for the attack.

According to footage submitted to Rudaw by locals, a fire broke out at the Harir air base which houses the US-led global coalition forces.

The fire broke out at the air base's fuel storage facility, a Harir civil defense department official told Rudaw, adding that "We are ready to act but we have yet to be authorised to go [to the air base] to control the fire."

The fire is growing, according to the official.

Kurdistan Region's counter-terrorism unit said in a statement that the attack was carried out with a suicide drone and caused a fire.

However, it said the coalition forces have abandoned the base since October 20.

The Islamic Resistance in Iraq, a pro-Iran militia group, claimed responsibility for the attack, stating it was carried out with drone suicide drones.

The group has claimed responsibility for dozens of drone and rocket attacks against US troops in the Kurdistan Region, Iraq and Syria since last month, attributing them to Washington's support for Israel in its war against Palestinian Hamas militants in the Gaza Strip.

On Monday, Pentagon spokesman Brigadier Gen-

eral Pat Ryder told journalists that there had been a total of 38 attacks on US troops since October 17-20 in Iraq and 18 in Syria.

According to the Pentagon spokesman, a total of 45 US personnel were injured in the attacks, all of them prior to the US retaliatory strikes on facilities used by groups affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) in Syria on October 26.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared devoid of territorial control in 2017 and 2019 respectively. The attack took place hours

after Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani arrived in Erbil and met with Kurdish officials.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Tuesday said these attacks are "extremely dangerous" for Iraq and the Region.

"Kurdistan Regional Government calls on Iraq's prime minister [Mohammed Shia' al-Sudani], as the commander-in-chief of the armed forces, to prevent outlaw forces from creating issues for Iraq and the Kurdistan Region. We have this expectation from Iraq's prime minister," he added.

He warned that Iraq should not be involved in the regional tensions.

On Sunday, US Secretary of State Antony Blinken urged Sudani to pursue the attackers of US bases and troops in Iraq.



AFP  
9 Novembre 2023

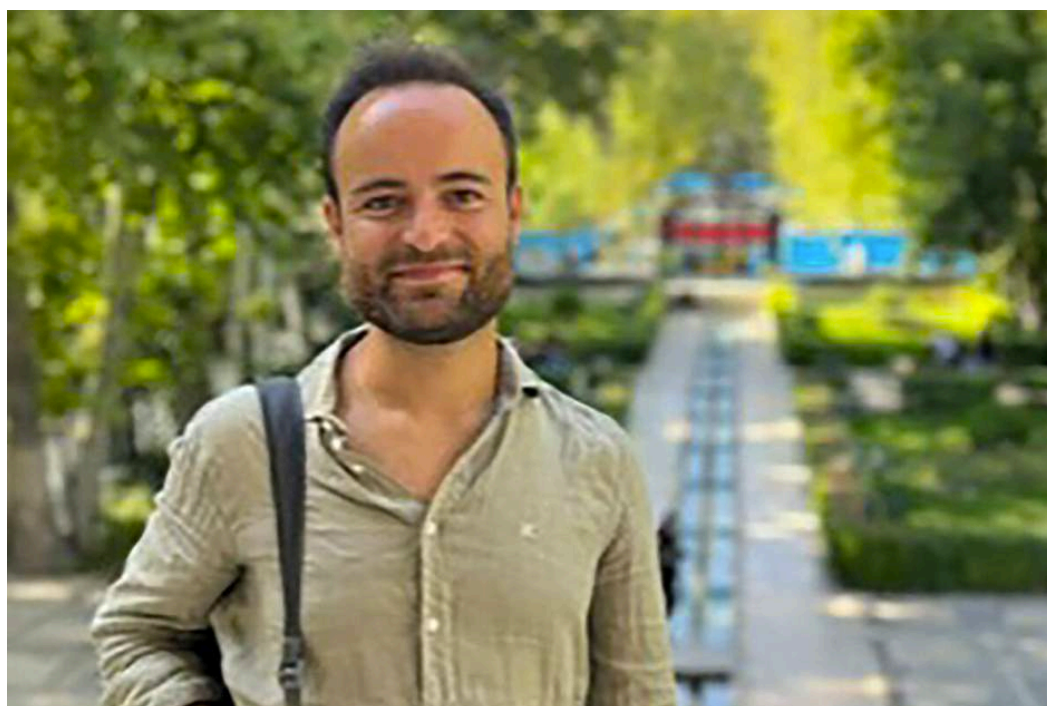
## Iran : « otage d'Etat », le Français Louis Arnaud condamné à 5 ans de prison

**C**ela fait plus de 400 jours que Louis Arnaud est détenu par le régime de Téhéran. Agé de 36 ans, ce consultant a été condamné à cinq ans de prison «après plusieurs audiences dans un tribunal sans la présence de ses avocats», a annoncé mercredi 8 novembre sa mère, Sylvie Arnaud. «Les accusations portées à son encontre, à savoir propagande et atteinte à la sécurité de l'Etat iranien, sont totalement infondées», a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Son fils, qui voyageait à l'époque sur la route de la soie, avait été arrêté le 28 septembre, peu après le début du soulèvement populaire qui a éclaté en Iran après la mort de Mahsa Amini. Pourtant, assure Sylvie Arnaud, il «s'est toujours tenu à l'écart des mouvements sociaux qui venaient de débiter. A aucun moment il n'a agi avec des intentions politiques ou par légèreté. Cette condamnation est une atteinte aux droits de l'Homme et aux libertés individuelles. Elle enferme sans raison un innocent».

Selon elle, Louis «avait entrepris son périple dans le but de découvrir la diversité culturelle du monde, s'arrêtant en Iran, un pays qu'il rêvait de visiter depuis longtemps pour la richesse de son histoire et l'accueil de ses habitants».

**Quatre Français encore détenus en Iran**



Une photo non datée Louis Arnaud, diffusée par sa famille le 26 janvier 2023. (Photo/AFP)

De son côté, la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Anne-Claire Legendre, a qualifié d'«inacceptable» la condamnation de Louis Arnaud, appelant mercredi à «sa libération immédiate, ainsi qu'à celle de la totalité des Français arbitrairement détenus en Iran».

Outre Louis Arnaud, au moins trois autres Français se trouvent encore derrière les barreaux en Iran : Cécile Kohler, une enseignante, Jacques Paris, son compagnon, et un autre ressortissant dont l'identité n'a jamais été rendue publique. Tous sont considérés

comme des «otages d'Etat» par Paris. Fin août, Emmanuel Macron avait exigé leur libération, affirmant qu'ils étaient détenus «dans des conditions inadmissibles». Lundi, Noémie Kohler, la sœur de Cécile, a affirmé que cette dernière était «épuisée» et «désespérée», ajoutant ne pas comprendre «pourquoi elle est emprisonnée».

Après de longs mois d'emprisonnement, le Français Benjamin Brière, et le Franco-irlandais Bernard Phelan, ont de leur côté été libérés en mai pour des «raisons humanitaires». La chercheuse

franco-iranienne Fariba Adelhah, arrêtée en 2019 pour atteinte à la sécurité nationale, puis libérée en février dernier mais sans autorisation de quitter le territoire iranien, est quant à elle revenue en France en octobre.

Au total, plus de dix Occidentaux seraient détenus par le régime iranien, qui est accusé de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations, notamment en vue d'obtenir la libération de ses propres ressortissants. La France, comme d'autres Etats, dénonce une «diplomatie d'otages»



November 9, 2023

## Turkish President Erdogan discusses Palestine with Iranian President Ebrahim Raisi

President Erdogan expressed that the Islamic world should take a joint stance and increase pressure on Israel.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – President Recep Tayyip Erdogan, who is in Uzbekistan for the 16th Summit of the Economic Cooperation Organization, on Thursday met with Iran's President Ebrahim Raisi.

“During the meeting, the humanitarian crisis caused by Israel's attacks on Gaza and the steps to be taken to find a solution, as well as bilateral relations between Türkiye and Iran and regional issues, were discussed,” the Republic of Türkiye Directorate of Communications said.

Moreover, President Erdogan during the meeting said that “ending Israel's attacks would promote peace in the region and around the world and that the Organization of Islamic Cooperation should strive to reach a fair solution at the upcoming extraordinary summit.”

He also underlined that “Türkiye is ready to resolve the issue by assuming responsibility as a guarantor, President Erdoğan ex-



Turkish President Recep Tayyip Erdogan met with Iranian President Ebrahim Raisi in Uzbekistan, Nov. 9, 2023 (Photo: Republic of Türkiye Directorate of Communications)

pressed that the Islamic world should take a joint stance and increase pressure on Israel.

Following the Oct. 7 attack of Hamas on Israel, the 2.3 million people living in the isolated Palestinian enclave of Gaza are experiencing a grave humanitarian crisis amidst close-quarter fighting in Gaza between the Israeli army and Hamas.

According to Israeli officials, 1,400 people were killed in the Hamas attack, while 240 people were taken hostage. This while, the health ministry in Gaza said the Israeli has killed more than 10,500 people, many of them children.

Both Iran and Türkiye (Turkey) have been fierce critics of Israel and both have relations with Hamas. However, Türkiye previously had

diplomatic and economic relations with Israel.

Earlier this month Türkiye (Turkey) recalled its ambassador to Israel, Sakir Ozkan Torunlar, in a tit for tat move following Israel's decision last week to recall its envoy to Türkiye.

The decision by Israel was taken after President Erdogan called Hamas freedom fighters, and not terrorists.

The New York Times

Ahmed Al Omran and Yara Bayoumy  
November. 11, 2023

## Iran and Saudi Arabia, Regional Rivals, Call for Gaza Cease-Fire

The leaders of both Islamic countries appeared to put aside their historical animosities at a summit to present a united stand against Israel's bombardment of the strip after Hamas's attack.

The leaders of Iran and Saudi Arabia, regional rivals who restored diplomatic ties this year, met in Riyadh on Saturday at a summit where they called for an immediate cease-fire in Gaza and unconditional delivery of humanitarian aid to the enclave, which Israeli forces have besieged since the Oct. 7 Hamas attacks.

The two Islamic countries, who support opposing factions in proxy conflicts across the region, first announced their diplomatic breakthrough in March, after years of hostility, [in a deal brokered by China](#). But it was unclear whether the shift would lead to a lasting détente between Saudi Arabia's Sunni monarchy and Iran's Shiite government.

[Israel's bombardment of Gaza](#), however, appears to have hastened the warming of ties between Saudi Arabia and Iran, just as delicate diplomacy had been inching Saudi Arabia and Israel toward possible normalization of relations. Iran, which Israel considers its most dangerous foe, is a powerful patron of Hamas.

President Ebrahim Raisi of Iran, whose visit to Saudi Arabia was [the first by an Iranian president to the kingdom in more than a decade](#), was greeted at the summit venue by Saudi Arabia's de facto ruler, Crown Prince Mohammed bin Salman. The Iranian president draped on his shoulder a kaffiyeh, the black and white square checkered scarf that has become a

badge of Palestinian identity.

The two leaders had spoken by phone for the first time just a few days after Oct. 7. Iran said in March that Mr. Raisi had received an invitation to visit the kingdom shortly after the two countries announced resumed relations.

The war was set off after the Oct. 7 attacks in southern Israel by Hamas, the armed Palestinian group that controls Gaza, in which roughly 1,200 people were killed and 240 taken hostage, according to Israeli officials.

Since then, Israel has bombarded Gaza with thousands of airstrikes, laid siege to the territory by cutting off water, food, fuel and other basic necessities, and launched a ground invasion with the stated intention of destroying Hamas, which Israel and many other countries regard as a terrorist organization.

Mourning lost relatives outside the Nasser hospital in Khan Younis, in southern Gaza, on Saturday. Yousef Masoud for The New York Times

The Israeli air war and artillery strikes have killed more than 10,000 Palestinians, many of them children and women, [according to the Gazan Health Ministry](#).

At the summit, Mr. Raisi criticized the international community for what he said was its silence on violations committed against civilians in Gaza. Both

Israel and the United States — its most important ally — oppose a cease-fire for now, saying it would only allow Hamas's military wing to regroup, though Israel has agreed to short what officials call "humanitarian pauses" to allow people to leave combat zones.

The Saudi crown prince said the crisis had demonstrated "the failure of the Security Council and the international community to put an end to the flagrant Israeli violations of international laws."

The Arab and Muslim participants at the summit called for an arms embargo against Israel and said regional peace could not be achieved without resolving the Palestinian issue based on the two-state solution, a longtime pillar of Mideast diplomacy efforts.

Prince Faisal bin Farhan, Saudi Arabia's foreign minister, said regional countries' pressure on Israel was beginning to pay off.

"We are starting to see a shift in positions, not enough yet, but moving in the right direction," he said at a news conference after the summit. "We are starting to hear that countries that used to give Israel a blank check are now talking about protecting civilians and the importance of conducting combat within the boundaries of International Humanitarian Law and humanitarian pauses."

President Emmanuel Macron of France on Friday called on Israel to [stop](#) the killing in Gaza.

Mr. Macron had expressed firm support for Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel in the immediate aftermath of the Oct. 7 attacks.

But international support for Israel after those attacks [has eroded](#) as images emerge daily of the destruction and death in Gaza from Israel's military campaign.

After the Saudi and Iranian leaders finished their speeches, they left the main conference hall for a bilateral meeting.

Prince Mohammed's welcoming of Mr. Raisi amounted to a remarkable departure for the Saudi leader, who once bluntly warned Iran not to pursue expansionist policies in the region. "We won't wait for the battle to be in Saudi Arabia," he said in a televised interview in 2017. "Instead, we will work so that the battle is for them in Iran, not in Saudi Arabia."

He also once likened Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, to Hitler in interviews with American news outlets. "Because he wants to expand — he wants to create his own project in the Middle East very much like Hitler, who wanted to expand at the time," the crown prince told CBS News in 2018.

Kristin Diwan, a senior resident scholar at the Arab Gulf States Institute in Washington, said that Riyadh's close consultations with Iran demonstrated a pragmatism by the kingdom.

"They know Iranian cooperation is needed to prevent the conflict

from spreading and, perhaps, even in navigating an endgame with Hamas,” Ms. Diwan said.

“But with some leaders boxed in by normalization and others demanding tougher measures, Saudi Arabia is well placed to hold the middle ground,” she said. “To succeed, they will need the Americans to step up.”

Since the war, Iraqi and Syrian militias backed by Iran have carried out a stream of rocket and drone attacks against American forces in Iraq and Syria. Hezbollah, the powerful Iran-backed militia group in Lebanon, has also continued to

exchange fire with Israel’s military, raising fears of a wider conflict.

Hamas’s ties to Iran have also undergone an evolution in recent years. One of the group’s leaders in Gaza, Yahya Sinwar, restored Hamas’s ties to Iran, which had frayed in 2012, when [Hamas shut its office](#) in Syria, a close Iranian ally, during Syria’s civil war.

That restoration deepened the relationship between Hamas’s military wing in Gaza and the so-called axis of resistance, Iran’s network of regional militias, according to diplomats

and security officials.

Saudi Arabia had initially scheduled two summits for this weekend, one for the Arab League and the second for members of the much larger Organization of Islamic Cooperation. But they were combined into one event on Saturday, and a newfound unity — even if on the surface — was on display.

President Bashar al-Assad of Syria and President Mahmoud Abbas of the Palestinian Authority also attended the summit. The presence of Mr. Assad, who was shunned over atrocities committed in Syria’s civil

war, cemented his return to the regional fold when he joined an annual summit of Arab leaders in May for the first time in 13 years.

Mr. Raisi also met with President Abdel Fattah el-Sisi of Egypt on the sidelines of the summit and discussed the normalizing of diplomatic relations between Cairo and Tehran. Iran and Egypt broke ties after the revolution in 1979 and briefly resumed them during the short presidency of Mohamed Morsi, a senior leader of the Muslim Brotherhood, who was Egypt’s first democratically elected president.



November 12, 2023

## Kurdistan Region should ‘get its house in order’: Former US official

**E**RBIL, Kurdistan Region - Before it can mend its relationship with Baghdad, the Kurdistan Region must get its domestic troubles under control, a former United States official advised on Thursday. Functioning of the cash-strapped regional government has been impeded by a feud between its two ruling parties.

Denise Natali, former assistant secretary of state for conflict and stabilization operations under the Donald Trump administration, told Rudaw’s Alla Shally that it is important for the Kurdistan Region to acknowledge the differences along party lines within the Region, and to manage them effectively,

“potentially by decentralizing further and dealing with the Iraqi government on an issue by issue basis.”

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) are long-time rivals. They are the dominant parties in the Kurdistan Region and their relationship is regulated by a tenuous power-sharing agreement. Tensions between them have been high for more than a year over a variety of issues, including distribution of funds to provinces and the transparency of revenue in their areas of control.

This week, they held a high-level meeting in Erbil’s Pir-

mam during which they discussed the need for cooperation to resolve pressing issues, such as that of financing civil servants’ salaries, which went unpaid for around 90 days before a deal was struck between Baghdad and Erbil in mid-September.

Through that deal, the federal government agreed to lend the Kurdistan Regional Government (KRG) 2.1 trillion Iraqi dinars to pay civil servants’ salaries for three months, however those for September and October have yet to be paid.

Other pressing issues between Erbil and Baghdad are the fate of the Kurdistan

Region’s share in the federal budget, and the resumption of Kurdish oil exports. The Region has relied on irregular payments from the Iraqi government to pay its civil servants since an arbitration case between Baghdad and Ankara in March halted the flow of the Kurdish oil to international markets.

Natali, who is also Director of the US National Institute for Strategic Studies, stressed that the most important issues for the Region to prioritize include paying back loans, and coming to an agreement about its oil sales in order to ensure that salaries are paid consistently and a way forward is identified. “Before you can devise a cor-

rect solution between the Kurdistan Region and Baghdad, it would also be helpful and I would advise if the Kurdistan Region could get its house in order,” said Natali.

Erbil and Baghdad signed an agreement to resume the Region’s oil exports in April, but there is still no oil flowing through the pipeline to Turkey.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said last week that the federal government is responsible for the delayed export resumption. “Now Baghdad is really the issue because Turkey has announced that it is

ready and willing to accept,” he told reporters in Paris.

Natali noted that while for a long time the US government got directly involved on the issue of the Region’s oil exports by speaking with the prime ministers of both the KRG and Iraq, which would result in short-term agreements, these types of interventions “are unlikely to occur right now for different reasons, different global priorities,” adding that this, however, does not preclude ongoing diplomatic efforts to encourage discussion between Erbil and Baghdad.

“It’s time for the Kurdistan Region and Baghdad to work out these differences,” said Natali, voicing hope that all outstanding issues be promptly sorted out, in order to ensure the stability and prosperity of the country. Natali highlighted that while Iraq has made important progress under Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani, “there are very important structural issues in Iraq not only after 2003 but before 2003 that continue to challenge the very working foundations of the country,” namely its federalist structure and its dysfunctional nature, which she identified as the

basis for many of the country’s problems.

The expert emphasized that Iraq “never really was a proper federalist structure in the first place,” adding that the consequences of this are evident in the relationship between the Kurdistan Regional Government and the federal government, in the weakness of the country’s institutions, and in the “decisions that still can’t be made: oil, disputed territories, the budget,” underlining that these issues the country has been grappling with for decades are all institutionally-driven.



Tangi Salaün)  
12 Novembre 2023

## L’Irak espère une reprise de la production pétrolière au Kurdistan sous 3 jours

**B**AGDAD (Reuters) - Le ministre irakien du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani, a dit espérer parvenir à un accord avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et les compagnies pétrolières étrangères pour reprendre la production pétrolière des champs pétrolifères de la région kurde d’ici trois jours.

Hayan Abdel-Ghani a déclaré lors d’une visite dimanche à Erbil, la capitale du Kurdistan semi-autonome, que Bagdad avait conclu un «accord» avec la Turquie concernant la reprise des exportations de pétrole via l’oléoduc Irak-Turquie.

La Turquie a interrompu le flot de quelque 450.000 barils par jour (b/j) le 25 mars après un



Le ministre irakien du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani, lors d’une conférence de presse. /Photo prise le 12 mai 2023/REUTERS/ Essam Al-Sudani

arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC), qui a ordonné à Ankara de ver-

ser à Bagdad des dommages et intérêts d’environ 1,5 milliard de dollars pour les exportations

non autorisées du GRK entre 2014 et 2018.

Une délégation menée par Hayan Abdel-Ghani a entamé dimanche des discussions avec les responsables kurdes concernés. «Le but de cette réunion est de résoudre toutes les questions afin de faciliter la reprise de la production et des exportations pétrolières», a déclaré le ministre à Erbil.

«La première étape consiste à se mettre d’accord avec la région et les entreprises sur l’ajustement de leurs contrats existants pour les rendre conformes à la Constitution irakienne. Nous pourrions parvenir à un accord en trois jours.»

(Rédigé par Ahmed Rasheed à Bagdad, version française



November 12, 2023

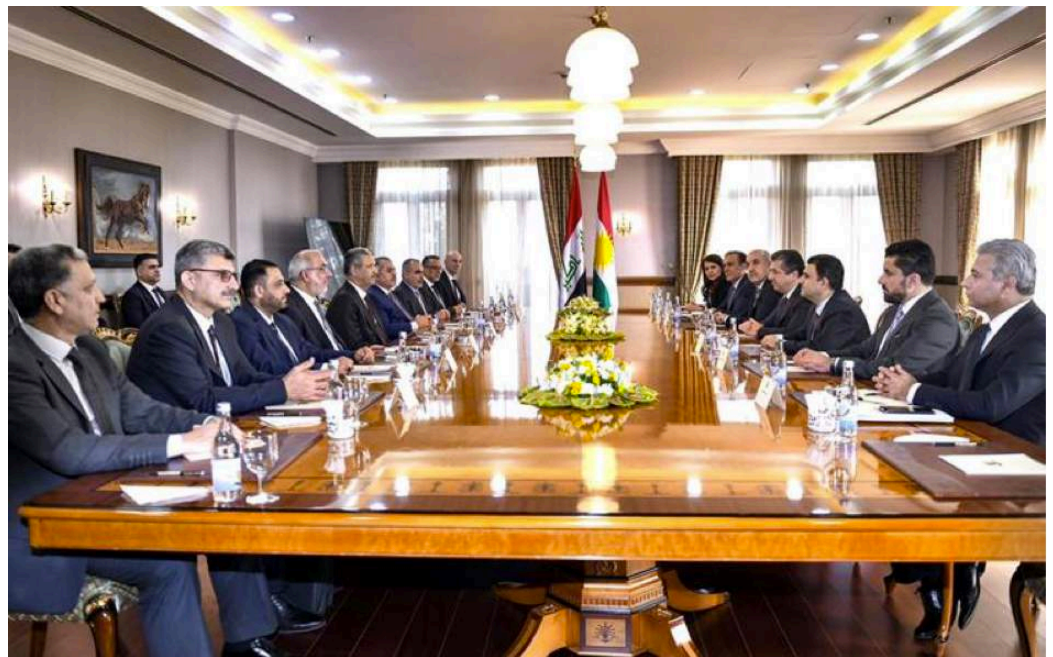
## Kurdish oil exports must resume ‘as soon as possible:’ PM Barzani

**E**RBIL, Kurdistan Region - The resumption of oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline must resume “as soon as possible” as the halt in exports has cost the Region billions of dollars in losses, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said on Sunday.

Barzani said that “the halt of oil exports has caused billions of dollars in losses to the public treasury and must be resumed as soon as possible” in a meeting with Iraqi Oil Minister Hayyan Abdul Ghani in Erbil, according to a statement by the Kurdistan Regional Government (KRG).

“The prime minister reiterated the Region’s readiness to resume oil exports within the framework of a common understanding to meet the financial and technical requirements of the export process within constitutional principles and contracts,” the statement added.

On Sunday, KRG Natural Resources Minister Kamal Muhammad Salih received Ghani and his accompanying delegation from the oil ministry, including Undersecretary for Extraction Affairs Basim Mohammed Khudair, and Undersecretary for Distribution Affairs Ali Maarij al-Bahadli, in the Kurdish capital of Erbil.



A Kurdistan Regional Government (KRG) delegation including Prime Minister Masrour Barzani (middle right) meeting with an Iraqi government delegation including Oil Minister Hayyan Abdul Ghani (middle left) in Erbil on November 12, 2023. Photo: KRG

The delegation’s visit comes after an agreement between Prime Minister Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani for a federal government delegation to visit Erbil and discuss resolving the outstanding oil issues, according to the KRG. The visit of the Iraqi delegation is the continuation of discussions between the two sides aimed at resuming the Kurdistan Region’s oil exports, “considering its importance in supplementing the federal budget with financial revenues,” according to a state-

ment from the oil ministry. Exports of Kurdistan Region’s oil through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 23 when a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying Turkey had breached a 1973 agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

Erbil and Baghdad have held multiple rounds of talks about restarting the exports. Kurdistan Region President Nechirvan Barzani last week said the problem now is technical rather

than political.

Areas where they still need to reach an agreement include existing contracts between the KRG and oil companies, according to President Barzani.

Representatives of the Iraqi government and oil companies operating in the Kurdistan Region on Wednesday held their first meeting in Dubai, stressing the need to resume full oil production and exports “under mutually acceptable commercial terms,” the oil producers association stated



Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

Marc Semo  
13 Novembre 2023

## Turquie : la récidive islamiste et anti-occidentale d'Erdogan

**E**n critiquant de manière virulente Israël et en soutenant le Hamas et la Palestine, Erdogan s'est isolé alors qu'il aurait pu jouer un rôle crucial dans la guerre au Proche Orient.

EDITORIAL - En critiquant de manière virulente Israël et en soutenant le Hamas et la Palestine, Erdogan s'est isolé alors qu'il aurait pu jouer un rôle crucial dans la guerre au Proche Orient. A la fois membre de l'Otan et musulmane, la Turquie avait toutes les cartes en main. La politique étrangère du président turc est une diplomatie populiste dans laquelle le discours anti-occident est central, estime notre éditorialiste Marc Semo.

En bon populiste, le président turc Erdogan aime à personnaliser les relations avec ses homologues qu'il tutoie volontiers, surtout dans l'invective. Ainsi n'avait-il pas hésité à accuser Angela Merkel de se comporter comme une nazie ou à mettre en doute la santé mentale d'Emmanuel Macron. Sa cible désormais ? Le premier ministre israélien Netanyahu qu'il accuse d'être un homme « sans parole ».

Erdogan s'indigne du « massacre immoral sans scrupule et méprisable » mené par l'armée israélienne à Gaza dans un discours tenu le 28 octobre à Istanbul devant plus de cent mille partisans. C'était la veille du centenaire de la République turque inspirée du modèle jacobin, fondée sur les décombres de l'empire ottoman. Cet anniversaire ne fut célébré le

lendemain, en demi-teinte. **Erdogan, soutien total à la Palestine et au Hamas**

Mustapha Kemal avait fait le choix de la laïcité et de l'Europe car, selon ses propres mots, « la civilisation est une ». Recep Tayyip Erdogan, l'ancien élève d'une école pour iman, mise lui sur l'islam et l'orient. Keffieh autour du cou, il affichait en grande pompe son total soutien à la Palestine et au Hamas.

C'était sa première apparition à la tribune depuis les massacres du 7 octobre qu'il avait certes condamné. Resté discret pendant plusieurs jours, l'homme fort d'Ankara se pose à nouveau comme le plus « vocal » des dirigeants du monde arabo-musulman sur la tragédie de Gaza. Seul l'Iran est encore plus véhément.

Mais la Turquie, elle, est membre de l'Otan et toujours candidate à l'Union européenne, même si le processus est en coma profond. Ces propos enflammés embarrassent les alliés d'Ankara qui, une fois de plus, se demandent où est la Turquie et quel est le jeu de son imprévisible – ou trop prévisible – président. Et sur sa rationalité dans cette nouvelle volte-face.

« Ô Occidentaux, je m'adresse à vous, voulez-vous relancer une nouvelle croisade de croisants contre la croix ? Le principal responsable du massacre à Gaza c'est l'Occident », martelait Recep Tayyip Erdogan qualifiant l'État hébreu « d'envahisseur », « d'organisation »

sous entendu terroriste, et donc de ne pas un être un « vrai » Etat.

Jamais l'homme fort n'avait eu des mots aussi durs, même en 2010 après l'arraisonnement en mer par des commandos israéliens du Mavi Marmara, qui tentait de forcer le blocus maritime de Gaza, tuant 9 activistes de l'ONG islamiste turque ayant affrété le navire.

Après des années de brouille diplomatique, les autorités israéliennes furent contraintes de s'excuser et de payer des dommages. Depuis, les relations entre les deux pays avaient peu à peu repris. Erdogan et Netanyahu s'étaient même rencontrés en marge de l'assemblée générale des Nations unies en septembre dernier à New York. Tout cela est balayé.

**Erdogan, une diplomatie populiste**

Erdogan montre de la sorte sa colère contre un occident qu'il accuse « de deux poids deux mesures » face à la souffrance palestinienne. Ainsi, il s'est refusé à annuler une visite dans une petite ville de l'Est anatolien et n'a pas accueilli le secrétaire d'américain Anthony Blinken.

La politique étrangère du président turc est un parfait exemple de diplomatie populiste, c'est-à-dire centrée avant tout sur des intérêts politiques et obéissants à ce que le Raïs, comme l'appellent ses partisans, imagine être l'humeur du pays. Ou plus précisément de cette moitié de Turquie conser-

vatrice et nationaliste qu'il incarne après avoir été contraint pour la première fois en mai dernier à un second tour à l'élection présidentielle remportée laborieusement avec 52 % des voix.

Finies les déclarations prudentes et mesurées d'après le 7 octobre du leader turc qui espérait pouvoir jouer les médiateurs entre les autorités israéliennes et le Hamas. Les principaux dirigeants de la branche politique résidaient en Turquie quand ils n'étaient pas au Qatar. Erdogan espérait pouvoir profiter de la nouvelle phase d'ouverture avec Israël et éviter toute tension avec les Etats-Unis.

Avec l'intensification des bombardements et de la crise humanitaire, cette position devenait de plus en plus intenable vis-à-vis de sa base alors qu'en mars prochain, l'AKP (parti de la justice et du développement) au pouvoir depuis vingt ans espère reconquérir lors des élections municipales les mairies d'Istanbul et d'Ankara.

**Erdogan, porte-voix du peuple arabe**

Erdogan a donc repris la posture qui lui est chère, celle de héraut des peuples opprimés du monde musulman comme il l'avait fait dès 2009 avec son « coup de colère » contre l'Israélien Shimon Peres lors du forum de Davos. Sa popularité avait alors atteint son zénith dans la rue arabe d'autant que, les années suivantes, il appuya les mouvements du printemps arabe soutenant les Frères Mu-

sulmans, mouvance islamiste, dont son parti lui-même est issu.

Mais cette nouvelle volte-face risque d'annihiler les efforts menés depuis deux ans pour se poser en acteur responsable aussi bien au Moyen-Orient que dans le Caucase et la mer Noire, et non plus seulement comme une puissance agressive par ses interventions en Syrie contre les Kurdes, son soutien à l'Azerbaïdjan dans sa reconquête finalement achevée du Haut – Karabagh, son activisme en Libye ou dans les conflits récurrents avec la Grèce sur la délimitation des eaux territoriales en mer Egée.

La Turquie jouait alors systématiquement avec les limites pour tester la détermination de ses alliés et partenaires occidentaux tout en interprétant sa propre partition avec la Russie, allant jusqu'à lui acheter un

système antimissile S400 incompatible avec l'Otan.

#### Fin d'une posture de neutralité

Avec l'agression russe en Ukraine la donne avait changé. Ankara avait pris conscience du danger et s'était rangée aux côtés de ses alliés occidentaux, fermant les détroits aux navires militaires russes. Tout en continuant à armer l'Ukraine, les autorités turques s'étaient néanmoins refusées à appliquer les sanctions.

Elles se posaient volontiers en médiateur entre Kiev et Moscou. « La Turquie a confirmé dans un voisinage très concurrentiel son statut de puissance moyenne acquis les deux dernières décennies sous la houlette de l'Akp », relève Dorothee Schmid, directrice du programme Turquie- Moyen-Orient de l'IFRI (Institut Fran-

çais des relations internationales). Réélu en mai dernier, Recep Tayyip Erdogan se sentait les mains libres pour se poser en acteur d'une neutralité active plutôt qu'en boutefeu nationaliste.

La guerre de Gaza marque le retour à la case départ. « Recep Tayyip Erdogan hausse le ton, mais les relations - notamment économiques - entre Israël et la Turquie continuent. La rupture totale, c'est avec Netanyahu, mais non pas avec Israël en tant que tel. Le président turc sait que, dans un délai plus ou moins proche, l'actuel Premier ministre israélien sera contraint d'abandonner le pouvoir », assure Hasan Yukselen, ancien militaire et directeur des études stratégiques à l'Institut de politique étrangère d'Ankara.

#### Une Turquie à double casquette

Otanienne et musulmane, la Turquie a toutes les cartes en main pour pouvoir jouer un rôle actif dans la résolution de la crise de Gaza, notamment en ce qui concerne le possible déploiement après la guerre de contingents de pays arabes dans l'enclave. Mais cela impliquerait de calmer le jeu avec Israël qui, aussitôt après le discours d'Erdogan du 29 octobre, a déclaré « réévaluer ses relations » avec la Turquie et rappelé ses diplomates en poste.

Cette nouvelle crise risque de laisser des traces profondes alors même que « la confiance entre les deux pays n'avait pas été rétablie par la reprise des relations diplomatiques », souligne un expert. La Turquie s'est ainsi « cornerisée » elle-même en raison des fougades de son président qui récidive rhétorique islamiste et anti-occidentale.



November 13, 2023

## US strikes pro-Iran sites in eastern Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - The US late Sunday carried out retaliatory precision airstrikes against two Iran-linked facilities in Syria's eastern Deir ez-Zor province in response to repeated attacks against US personnel in Iraq and Syria, Defense Secretary Lloyd Austin said.

"U.S. military forces conducted precision strikes today on facilities in eastern Syria used by Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) ... these strikes were conducted against a training facility and a safe house near the cities of Abu Kamal and Mayadin, respect-

ively," Austin said in a statement. It is the third time in less than three weeks that Washington has carried out retaliatory strikes against Iran-backed militia targets in Syria, who have carried out dozens of attacks on US personnel in Iraq and Syria in response for American support for Israel in the ongoing war in the Gaza Strip.

"The President has no higher priority than the safety of U.S. personnel, and he directed today's action to make clear that the United States will defend itself, its personnel, and its interests," Austin said.

The Syrian Observatory for Human Rights, a UK-based war monitor, reported that eight pro-Iran fighters were killed in the strikes and that a warehouse was «completely destroyed,» adding that the death toll is expected to rise.

On Wednesday, the US **targeted** an IRGC-linked weapons storage facility in eastern Syria, at the direction of President Biden, two weeks after it targeted two facilities in the country that were being used by Iran-backed militias.

US troops in Iraq and Syria have come under target of a series of

rocket and drone attacks by pro-Iran militias since mid-October, in retaliation to Washington's support for Israel in its war against Palestinian Hamas militants in the Gaza Strip in retaliation for their cross-border incursion into Israel on October 7.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared devoid of territorial control in 2017 and 2019 respectively.

## Djihadistes français détenus en Syrie : un juge lillois ouvre une information judiciaire

Cette décision fait suite à une plainte déposée pour le compte d'un djihadiste présumé, Nabil B., pour « arrestation, enlèvement et séquestration » et « traitements inhumains et dégradants ».

Pour la première fois depuis la capture de Nabil B. par les forces kurdes de Syrie, il y a bientôt six ans, son avocat, M<sup>e</sup> Etienne Mangeot, a réussi à obtenir qu'un juge français se penche sur le sort de ce Français détenu dans une prison de Derik, dans le nord-est de la Syrie.

L'avocat nancéen, qui avait déposé une plainte avec constitution de partie civile pour le compte de son client, un djihadiste présumé, a obtenu l'ouverture d'une information judiciaire par un juge d'instruction lillois pour les chefs d'« arrestation, enlèvement et séquestration » ainsi que de « traitements inhumains et dégradants » tels que définis par l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le juge Yoann Viguier a reçu M<sup>e</sup> Mangeot lundi 13 novembre au matin pour une première audition de la partie civile.

### Sans nouvelles depuis 2021

Nabil B., 28 ans et originaire du nord de la France, a rejoint la Syrie avec sa femme début 2016 afin de rallier le pseudo-« califat » de l'organisation Etat islamique (EI). Le couple a eu un fils, né en novembre 2016. Nabil B. a été arrêté le 21 janvier 2018 lors de la campagne de reconquête des territoires tenus par l'EI menée au sol

par les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, avec l'aide de la coalition internationale contre l'EI, dont la France, qui a assisté l'offensive par des frappes aériennes, ainsi que l'envoi de forces spéciales et de conseillers militaires. Sa famille est sans nouvelles de lui depuis 2021, après que le Comité international de la Croix-Rouge a cessé de visiter les prisons kurdes à cause des menaces d'invasion turque pesant sur la région.

Selon l'argumentaire développé par M<sup>e</sup> Mangeot dans sa plainte, qui mentionne l'article 224-1 du code pénal sur les cas d'arrestation arbitraire et de séquestration, Nabil B. « a bien été arrêté, enlevé et séquestré sans ordre des autorités constituées et hors les cas prévus par loi » par les FDS, « une organisation reconnue par la communauté internationale, mais [qui] n'est pas pour autant une autorité constituée et encore moins une autorité étatique ».

Depuis cette date, Nabil B. est détenu par les forces kurdes avec d'autres présumés djihadistes occidentaux. « Les conditions de détention dans les prisons du Nord-Est syrien prêtent inévitablement à des atteintes à la dignité de la personne humaine », stipule la plainte en référence aux traitements inhumains et dégradants.

### Un tabou judiciaire

L'ouverture d'une information judiciaire est une brèche dans le mur de silence sur l'épineuse question du sort des centaines de djihadistes occidentaux encore détenus en Syrie. Alors

que le débat sur le sort des femmes et des enfants de djihadistes a été scellé en juillet 2022 avec la décision de rapatrier la totalité de femmes volontaires avec leurs enfants – ce qui a été effectué au cours de quatre opérations groupées –, le sort des hommes est un tabou judiciaire. Jusqu'à présent la position officielle du Quai d'Orsay reste le jugement sur place des présumés djihadistes en vertu de l'argument selon lequel il faut qu'ils soient jugés là où ils ont commis leurs méfaits.

Dans les faits, tout le monde sait que cette solution est impossible. Les autorités kurdes autonomes ne jouissent d'aucune reconnaissance internationale et juridique formelle. Elles n'ont donc pas la capacité de juger ces individus. Quant à l'idée d'un tribunal international ad hoc, sous supervision des Nations unies, elle a fait long feu. Enfin, ni l'Irak ni la Syrie n'ont la volonté de juger ces djihadistes pour des raisons différentes : Bagdad estime avoir déjà assez à faire avec ses propres djihadistes sans se charger de ceux venus des pays occidentaux ; quant à la Syrie de Bachar Al-Assad, elle reste un partenaire infrequentable.

M<sup>e</sup> Mangeot, qui représente les familles de huit djihadistes présumés, n'en est pas à son coup d'essai. Il a déposé des plaintes avec constitution de partie civile au nom de six d'entre eux, dont Adrien Guihal, l'un des plus hauts cadres français de l'EI capturé le 19 mai 2018 par les FDS à Rakka.

### Demande de rapatriement

Proche des frères Clain – considérés comme étant eux aussi des cadres de l'organisation Etat islamique –, Adrien Guihal est notamment soupçonné d'avoir enregistré le communiqué audio de revendication de l'assassinat d'un couple de policiers à Magnaville (Yvelines), le 13 juin 2016, et celui de l'attentat au camion-bélier du 14 juillet 2016 à Nice. Mais la plainte avec constitution de partie civile déposée en son nom n'a pas prospéré, pas plus que les autres. Guihal est potentiellement impliqué dans l'élaboration de plusieurs attentats perpétrés en France et visé par un mandat d'arrêt.

Parallèlement à la plainte au nom de Nabil B., Etienne Mangeot a déposé une demande de rapatriement auprès du ministère des affaires étrangères et de l'Europe. Restée lettre morte. Il a également saisi la Cour de justice de la République (CJR) contre Catherine Colonna et son prédécesseur Jean-Yves Le Drian, pour « connaissance par une personne depositaire de l'autorité publique d'une privation de liberté illégale » et « omission d'empêcher une infraction et omission de porter secours ».

La commission des requêtes de la CJR a classé la requête, déposée au nom de quatre djihadistes présumés, sans suite. Enfin, l'avocat a saisi le tribunal administratif de Paris à l'encontre du Quai d'Orsay pour « excès de pouvoir » au nom de Nabil B. et de trois autres djihadistes présumés. La plainte est toujours à l'instruction

## Syrie : huit combattants affiliés à l'Iran tués dans des frappes américaines

**H**uit combattants affiliés à l'Iran ont été tués dans des frappes américaines qui ont visé deux sites dans l'est de la Syrie, en réponse aux attaques contre du personnel américain dans la région, a indiqué lundi 13 novembre une ONG.

«Huit combattants pro iraniens ont été tués, dont au moins un Syrien et des Irakiens» dans les frappes dimanche, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). C'est la troisième fois en moins de trois semaines que l'armée américaine prend pour cible des sites en Syrie liés à l'Iran.

### Attaque du personnel américain

Les États-Unis dimanche en réponse aux attaques contre

du personnel américain dans la région, a déclaré le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin. «Les forces armées américaines ont conduit des frappes de précision aujourd'hui sur des installations dans l'est de la Syrie utilisées par le Corps des Gardiens de la révolution islamique d'Iran et des groupes affiliés à l'Iran, en réponse aux attaques continues contre le personnel américain en Irak et en Syrie», a déclaré Lloyd Austin dans un communiqué.

«Les frappes ont été menées respectivement contre un centre d'entraînement et une résidence protégée près des villes d'Albu Kamal et de Maya-deen», a-t-il précisé.

Les États-Unis avaient pris pour cible mercredi un site de

stockage d'armes lié à Téhéran en Syrie et le 26 octobre, l'armée américaine avait frappé deux autres installations en Syrie qui, selon elle, étaient utilisées par l'Iran et des organisations affiliées. Les États-Unis avaient déclaré que ces frappes n'avaient fait aucune victime.

### Multiplication des attaques pro-iraniennes contre les États-Unis

Ces frappes sont menées par Washington en réponse à la multiplication des attaques de groupes pro iraniens visant son armée en Syrie et en Irak - plus de 45 depuis le 17 octobre - dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, les États-Unis ayant apporté leur soutien militaire à Israël face au Hamas. Le territoire pales-

tinien de Gaza se trouve sous blocus israélien. La guerre entre Israël et le Hamas a débuté après l'attaque surprise de l'organisation islamiste palestinienne le 7 octobre en Israël, qui a fait plus de 1200 morts selon les autorités israéliennes.

Israël a répondu en pilonnant Gaza, territoire contrôlé par le mouvement palestinien, faisant plus de 11.100 morts, selon le ministère de la Santé du Hamas. Les États-Unis ont rapidement apporté leur soutien militaire à Israël mais craignent que le conflit ne s'étende à la région, où la riposte israélienne sur Gaza a été dénoncée.

Environ 2500 militaires américains se trouvent en Irak et 900 en Syrie dans le cadre de la lutte contre le groupe djihadiste État islamique.

## Iran : la peine de mort pour un homme lié à la contestation de 2022 confirmée

**L**a Cour suprême d'Iran a confirmé la condamnation à mort d'un individu reconnu coupable du meurtre d'un militaire lors du mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini en septembre 2022.

«La condamnation à mort d'une personne qui avait tué l'officier des Gardiens de la ré-

volution Ali Nazari en octobre 2022 lors d'émeutes à Malayer (ouest) a été confirmée par la Cour suprême», a indiqué mardi 14 novembre l'organe de presse de la justice, Mizan Online, sans donner l'identité du coupable. La justice avait condamné à mort en juin cet individu, «conformément à la loi du talion».

«Émeutes» orchestrées par

### les pays occidentaux

Sept hommes ont jusqu'à présent été pendus après avoir été condamnés en lien avec le mouvement de contestation qui avait ébranlé la République islamique après la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les

règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran.

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, ont été tuées durant le mouvement de protestation décrit par les autorités comme des «émeutes» orchestrées par les pays occidentaux.



November 14, 2023

## Understanding the Risks of U.S.-Iran Escalation amid the Gaza Conflict

Terrible as the Gaza war's toll has already been, it would get worse if sustained fighting were to erupt between the U.S. and Iran or its Middle East allies. Crisis Group experts Brian Finucane, Lahib Higel, Naysan Rafati and Ali Vaez lay out the dangers.

### What is happening?

The United States appears to be in an escalatory spiral of strikes and counterstrikes with Iran-backed groups in the Middle East. The spiral began on 17 October, with attacks involving drones and indirect fire on U.S. forces based in Iraq and Syria. Iran-backed groups based in Iraq appear to be the only actors claiming responsibility for these attacks, which are taking place amid a wider build-up of U.S. military assets in the region as Israel proceeds with its offensive in the Gaza Strip. The U.S. has now hit back twice, on 26 October and 8 November.

On the first occasion, U.S. forces launched airstrikes on targets in eastern Syria that [Washington described](#) as “facilities used by the IRGC [Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps] and IRGC-affiliated groups for command and control, munitions storage, and other purposes”. The stated objective of deterring further strikes on U.S. forces was not achieved. Attacks by Iran-backed groups on U.S. forces in both Iraq and Syria persisted. In early November, the U.S. [estimated](#) that at least 40 such attacks – roughly half in Iraq and half in Syria – had occurred since the middle of the preceding month. At least 22 of them happened after the

U.S. dealt its counterblow on 26 October, with the latest reportedly involving more powerful weapons. As the attacks went on, the U.S. conducted another [airstrike](#) on 8 November on “a weapons storage facility” in eastern Syria “used by the IRGC and affiliated groups”. Again, the deterrent effect was questionable, as attacks on U.S. forces in Iraq and Syria were [continuing](#) at the time of publication.

The attacks since 17 October have injured more than 50 U.S. personnel, the majority thus far at al-Tanf, site of a garrison in south-eastern Syria. One U.S. contractor suffered fatal cardiac arrest while sheltering in Iraq. The 8 November U.S. airstrike may also have resulted in fatalities among IRGC-affiliated personnel, though the Pentagon asserts no civilian was harmed.

Despite the succession of strikes and counterstrikes, neither side – the U.S. and Israel, on one hand, and Iran and the groups it supports, on the other – appears to want a major regional escalation. But as the war in Gaza goes on, the [risk of exactly that](#) will continue to increase.

### Who are the groups firing at the U.S.?

An umbrella entity calling itself the Islamic Resistance (al-

Muqawama al-Islamiya) has [claimed](#) responsibility for the majority of the attacks on U.S. forces in both Iraq and Syria. The Islamic Resistance appears to comprise Iraqi groups linked to the “axis of resistance” – that is, the network of Iran-aligned states, like Syria, and non-state actors that includes the Houthis in Yemen, Hizbollah in Lebanon and Palestinian groups like Hamas and Islamic Jihad. The Iraqi groups took on the new name following Israel’s military campaign responding to Hamas’s 7 October attacks on Israel. The main Iraqi groups in this coalition include Kata’ib Hizbollah, Harakat al-Nujaba, Kata’ib Sayed al-Shuhada, Asa’ib Ahl al-Haq and the Badr Organisation. Close observers tell Crisis Group that only the first three entities have participated in the latest attacks. So far, the latter two have confined themselves to cheering on the operations.

Sources close to the fighting say U.S. retaliatory strikes have hit only facilities belonging to Iraqi groups stationed near Abu Kamal, Syria, damaging refrigerator trucks. The U.S. has not struck targets in Iraq, although many of the attacks on U.S. forces appear to have emanated from Iraq, with others conducted from inside Syria. In this respect, the Biden administration has continued its recent pattern of refraining

from striking groups in Iraq. Indeed, it has not even publicly attributed strikes on U.S. forces to these groups. Its circumspection likely comes from a desire to maintain good relations with Baghdad. Washington wants to avoid a scenario in which the Iraq government might come under domestic political pressure to demand that the U.S. pull its troops out of the country.

*As in the past, the U.S. has offered only vague descriptions of the entities responsible for attacking U.S. forces.*

As in the past, the U.S. has offered only vague descriptions of the entities responsible for attacking U.S. forces. In October, Secretary of Defense Lloyd Austin referred to the attackers simply as “Iran-backed militia groups”. Austin was also very general in his characterisation of who the U.S. struck in retaliation, describing the targets as “two facilities in eastern Syria used by the IRGC and affiliated groups”. The Biden administration has not identified these “affiliated groups”. Although Austin said the IRGC was using the facilities in question, the U.S. is clearly conscious of the risk of escalation and trying to guard against it. By all appearances, it has tried to avoid harming either IRGC personnel or Iran-backed militia members in

these most recent strikes, aiming instead to destroy facilities, although as noted there may have been casualties in the 8 November strike.

Another regional actor that has attacked U.S. military assets is the Houthis – the insurgents who ousted Yemen’s internationally recognised government from the capital, Sanaa, and are aligned with Iran. On 8 November, the Houthis shot down a U.S. MQ-9 Reaper drone off Yemen’s Red Sea coast. The Houthis had previously tried twice to lob missiles at Israel, with the USS Carney intercepting one on 19 October and Israel downing another on 31 October.

### What is the background to these hostilities in Iraq?

An uneasy *modus vivendi* settled in between U.S. troops and Iran-backed militias in Iraq after President Barack Obama sent U.S. forces back to Iraq to combat ISIS in 2014, having withdrawn them just a few years before. Many of the militias belong to the [Hashd al-Shaabi](#) (Popular Mobilisation), made up of masses of fighters who answered the call of Shiite clerics in 2014 to rid Iraq of ISIS. Some of these groups and their members had previously fought the U.S. military when it was present in Iraq from 2003 until 2011 – ie, the period following the U.S. invasion. U.S. and Hashd forces battled ISIS in parallel through 2017, both with the sponsorship of the Iraqi government. The Iran-backed groups within the Hashd generally refrained from targeting U.S. troops, apparently at Tehran’s behest: Iran and the U.S. shared the objective of eradicating ISIS.

This relationship between U.S. forces and Iran-backed groups – tense but not crossing the line into overt hostilities – began to unravel in 2018.

This relationship between U.S. forces and Iran-backed groups – tense but not crossing the line into overt hostilities –



Soldiers deployed to At-Tanf Garrison, Syria, fire an 81 mm mortar weapon system during a readiness exercise on April 22, 2020. U.S. Army photo by Staff Sgt. William Howard

began to unravel in 2018, following President Donald Trump’s unilateral withdrawal from the 2015 Iran nuclear deal. Frictions rose with Washington’s subsequent reimposition of sanctions on Iran as part of Trump’s “maximum pressure” campaign and its decision in April 2019 to designate the IRGC as a Foreign Terrorist Organization. In December 2019, a rocket attack on U.S. forces killed a U.S. civilian contractor and injured four U.S. service members. The Trump administration blamed Kata’ib Hezbollah and retaliated with airstrikes on the group in both Iraq and Syria. On 31 December 2019, Kata’ib Hezbollah and other Iran-backed militias organised a demonstration outside the U.S. Embassy in Baghdad, which turned violent, inflicting significant damage on U.S. property.

Fighting between U.S. and Iran-backed forces in Iraq formed the backdrop for the 2 January 2020 U.S. airstrike that killed General Qassem Soleimani, head of the IRGC’s elite Qods force, and Abu Mahdi al-Muhandis, founder and commander of Kata’ib Hezbollah, as well as leader of the Hashd. Within days, Iran re-

plied with a fusillade of ballistic missiles aimed at U.S. forces at al Ain al-Assad air base in western Iraq. Though Trump tweeted “All is well,” the counterattack left more than 100 U.S. troops with traumatic brain injuries. The Pentagon later awarded dozens of these people with Purple Hearts – a decoration given to soldiers killed or wounded in battle – for what Trump had downplayed as “headaches”.

Trump’s secretary of state, Mike Pompeo, boasted that killing Soleimani had “restored deterrence”, but the record suggests otherwise. Attacks by Iran-backed groups on U.S. forces in Iraq continued during the remainder of Trump’s time in office. In March 2020, a rocket attack on U.S. troops [killed](#) two U.S. soldiers, prompting further retaliatory airstrikes on Kata’ib Hezbollah in Iraq, which the U.S. government blamed for the fatalities.

Frequent attacks on U.S. forces in Iraq also continued for the first year of President Joe Biden’s term as well, but then the situation improved. By September 2022, groups in Iraq had begun to observe a unilateral truce with respect to

U.S. forces in Iraq, an arrangement that became official when the government of Mohammed Shia’ al-Sudani was formed that November.

### What is the background to the hostilities in Syria?

Hostilities between U.S. and Iran-backed groups in Syria also escalated during the Trump administration, with much of the fighting concentrated around the U.S. military base at al-Tanf. In one particularly intense period of exchanges, in May and June 2017, the U.S. military repeatedly battled fighters supporting the Syrian government, carrying out airstrikes on ground forces and shooting down two drones.

*It is not clear what precise mission the U.S. troops at al-Tanf are intended to accomplish.*

It is not clear what precise mission the U.S. troops at al-Tanf are intended to accomplish. Although Washington dispatched them as part of the counter-ISIS campaign, by the end of 2018 they had little to do in that regard. The Pentagon wanted to remove them. But

Iran hawks such as [Pompeo](#) and National Security Advisor [John Bolton](#) advocated for keeping them there to counter Tehran. (In his [memoir](#), Bolton writes “[Secretary of Defense James] Mattis was sceptical of al-Tanf’s worth, probably because he was focused on ISIS rather than Iran. Iran was my main concern, and I stayed firm on al -Tanf throughout my time as national security advisor”.)

Flare-ups between U.S. troops and Iran-backed militias in Syria continued after Trump left office. Prior to October, the Biden administration had conducted four airstrikes on unspecified “Iran-backed militia groups” in Syria, in retaliation for drone and rocket attacks on U.S. facilities. In justifying the strikes, which occurred in February and June 2021, August 2022, and March 2023, the U.S. [stated](#) that “[t]hey were conducted in a manner intended to establish deterrence”. Victoria Nuland, the undersecretary of state for political affairs, similarly referred to the deterrent intent behind prior strikes in a 28 September 2023 congressional [hearing](#).

At the same time, the U.S. has not responded to every attack on its troops in Iraq and Syria. For example, during the period from January 2021 to March 2023 there were 83 such attacks that did not result in retaliatory airstrikes, according to [testimony](#) by General Mark Milley, who was then chair of the Joint Chiefs of Staff. Notably, the groups currently attacking U.S. forces are likely Iraqis operating in Syria.

### **Why are these hostilities between U.S. forces and Iran-backed groups happening now?**

The spike in attacks on U.S. forces that began in October 2023 ended a lull believed to be part of informal de-escalatory understandings between Washington and Tehran. The relative calm was a result of in-

direct negotiations in Oman following the March 2023 attack by Iran-backed militias in Syria that had killed a U.S. service member. In September, [U.S. officials noted](#) that more than a year had passed since the last attack on U.S. forces in Iraq, while in Syria there had been no attack since the tit-for-tat exchange in March.

But that quickly changed in October. A week after Israel had launched its military campaign in Gaza, responding to Hamas’s 7 October attacks in Israel, Iran-backed groups began targeting U.S. forces in both Syria and Iraq. In the past, attacks by Iran-backed groups on U.S. forces in Syria (particularly at the al-Tanf garrison) have followed Israeli military actions in Syria or been part of Tehran’s counter-pressure campaign against the U.S. in Iraq and/or Syria. But this time the trigger was clearly different. The resumption of attacks coincided with the intensification of conflict in Gaza, occurring on the same day (17 October) as a deadly blast at the al-Ahli hospital in the strip that many in the region blame (perhaps [erroneously](#)) on Israel. The renewed attacks on U.S. forces, combined with claimed, attempted or confirmed attacks on Israel by groups in Lebanon, Syria, Iraq and Yemen, suggests an effort by the “axis of resistance” to pressure Israel to scale back its operations in Gaza. The groups behind the attacks appeared to be making an implicit threat that if Israel did not change course, they might open additional fronts against the U.S., which they see as providing Israel with decisive support for its Gaza campaign.

Likely reflecting its desire to avoid regional escalation, the U.S. showed greater forbearance than usual by weathering [twenty attacks](#) by one count prior to retaliating in October and a further twenty or more attacks before the subsequent counterstrike in November. But the recent harm to U.S. service members (includ-

ing traumatic brain injuries) and the U.S. contractor’s death from a heart attack – not to mention the sheer persistence of the drone and rocket fire at U.S. bases – put the Biden administration in a position where it felt it had to respond.

### **Why does it matter?**

Although the latest exchanges of fire between the U.S. and Iran-backed groups appear to be a return to the status quo that preceded the de-escalatory understandings reached in Oman, their frequency and scope makes for a particularly dangerous mix, particularly in the current tense environment. A miscalculation or a mishap could well lead to significant escalation. For example, if U.S. forces begin to take significant casualties through further strikes, direct U.S. retaliation against IRGC personnel is an entirely conceivable response. The resulting dynamic might lead to a wider conflict between the U.S. and Israel, on one hand, and Iran and the “axis of resistance”, whether this outcome serves either side’s interests or not.

*Washington has both signalled to Tehran its desire to de-escalate and sought to project strength.*

Washington has both signalled to Tehran its desire to de-escalate and sought to project strength. As the strikes on U.S. forces proceeded, it reportedly tried to [warn](#) Tehran to discontinue them. It has also made clear that it holds Iran responsible for attacks on U.S. forces, whether conducted by state forces or Iran-supported groups. In announcing the 26 October and 8 November rounds of retaliatory strikes, the Biden administration additionally raised the ante rhetorically by publicly drawing a connection between its targets and the Iranian state – referring to “facilities used by the IRGC and IRGC-affiliated groups”. If attacks on U.S. forces persist, and particularly if U.S. casualties mount, the Biden administration may feel

compelled to ratchet up its response again. In response to an armed drone crashing into a U.S. barracks at Erbil air base in Iraq (but not exploding) on 25 October, a U.S. defence official [noted](#), “They’re aiming to kill. We have just been lucky”. That luck may eventually run out.

For its part, Iran has warned Israel not to expand its ground operation in Gaza, while admonishing the U.S. that its support for Israel’s campaign could be the prelude to a regional confrontation involving the network of partners it has cultivated over decades. Whether under explicit instructions from Tehran or with its implicit approval, groups are now active in at least five theatres – Gaza, southern Lebanon, Iraq, Syria and Yemen – where Iran has a degree of influence.

Still, expanding the scope of these actions in response to developments in Gaza carries major risks for Tehran. The network it developed is primarily intended to deter the regime’s adversaries from threatening Iran itself in what has been described as a “forward defence” strategy, projecting influence across the region and challenging its rivals on third-party soil. Escalation in northern Israel and southern Lebanon could lead Israel, possibly backed by the U.S., to severely degrade Hizbollah, arguably the most potent element in Iran’s network. A further ratcheting-up of attacks on U.S. forces that leads to U.S. retaliation could also spark a U.S.-Iran escalatory cycle that takes on a life of its own, regardless of developments in Israel and Gaza. Such a cycle would be punishing for Tehran.

Iran and Hizbollah could nonetheless decide that they need to take significant escalatory risks, believing it untenable for Tehran’s “axis” to remain on the sidelines while civilian casualties mount in Gaza and another local ally – Hamas – gets substantially weaker. Staying out, by this logic,

would expose the limits of the “axis” in mobilising to support its members. At this stage, however, it is unclear what might lead Iran and its allies in Iraq, Lebanon, Syria and Yemen to move beyond calibrated provocations and toward a riskier, more forceful response.

#### What should the parties do to lower the risk of escalation?

The cycle of provocation and retaliation between Iran-backed groups and U.S. forces in Syria and Iraq has always been dangerous, but it is especially so now. With the war in Gaza raging, the possibility of

regional escalation is greater than it has been in years. Both sides have an enormous amount to lose should they get pulled into such a spiral. Against this backdrop, Tehran should take seriously the risks it will be running if it does not restrain its partner militias from stepping up their attacks. For its part, the U.S. should calibrate any responses with appropriate prudence, steering clear of escalatory actions.

At the same time, both Tehran and Washington would be wise to look for opportunities to defuse tensions. Right now, that may be politically impossible. But as soon as there is an opening to resume the quiet,

indirect diplomacy that led to the pre-Gaza lull, both sides should seize it, possibly returning to the Omanis and asking them once again to serve as an intermediary. Of course, calming tensions would be much easier if the fighting in Gaza were to stop. Crisis Group has previously set forth [recommendations](#) for how best to move in this direction.

Finally, although the 2024 U.S. presidential election may introduce additional elements into the calculus, Washington should undertake an overdue assessment of the risks related to its deployments of U.S. troops in the region. This assessment should consider

whether the troops serve as a tripwire for escalation to wider conflict and how to weigh the attendant risks against the intended benefit of these deployments as it relates to furthering counter-ISIS efforts. The need for such an evaluation is perhaps most pronounced with respect to the al-Tanf garrison. Short of a final decision, the Biden administration may want to consider a stopgap measure: It has quietly, (albeit temporarily,) [relocated](#) U.S. forces from al-Tanf on a previous occasion when they came under attack. That could be a useful precedent for the current moment.



November 14, 2023

## YBS says 2 fighters killed in Turkish drone attack in Shingal

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Shingal Resistance Units (YBS) on Tuesday announced that two of its fighters were killed and another was wounded in a suspected Turkish drone strike in the Snune sub-district the night before.

The drone strike targeted a vehicle carrying the YBS fighters at around 11:00PM as they were “visiting their families,” according to a statement from the Kurdistan Workers’ Party (PKK)-affiliated militia.

The attack coincided with the eighth anniversary of

Shingal’s (Sinjar) liberation from the Islamic State (ISIS). “They [Turkey] have never accepted the liberation of Shingal and are making every effort to thwart the liberation of our people,” read the statement, “the Turkish state has always helped ISIS, and this fact has not changed today.”

Turkey considers the YBS as an offshoot of the PKK and has targeted its positions in Shingal numerous times, killing dozens of its members, including top commanders.

On August 3, 2014, ISIS

militants took over the Shingal district of northern Iraq, committing genocide against the Yazidi minority. The district was liberated from the group on November 13, 2015, but lack of reconstruction, political disputes, and ongoing insecurity have prevented most families from returning to their homes.

Since the defeat of ISIS in Shingal, YBS has remained in control of parts of the town, with their presence having been identified as one of the sources of continued insecurity which has prevented thousands of Shingal’s residents who fled

in 2014 due to the ISIS war, from returning.

Baghdad and Erbil signed an agreement in 2020 to normalize the situation in Shingal, but the deal has yet to be implemented.

The agreement includes the withdrawal of all PKK-affiliated forces from the city. Despite both the KRG and the Iraqi government calling on all armed groups to leave Shingal on several occasions, the agreement has been rejected by the PKK and its proxies.



LA CROIX

Thomas Guichard

Istanbul (Turquie). De notre correspondant

14 Novembre 2023

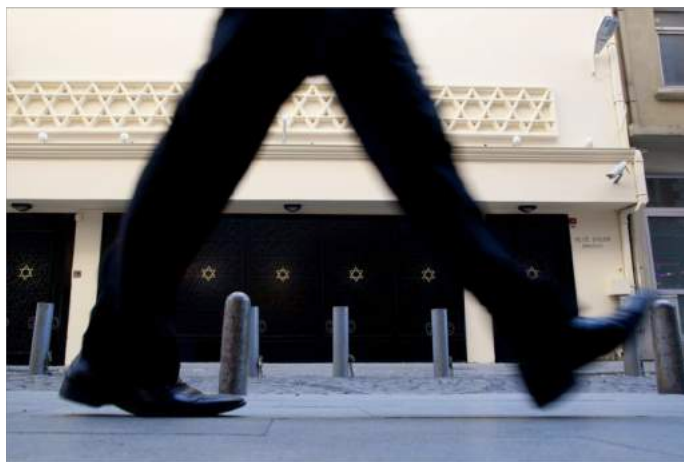
## La communauté juive de Turquie se sent menacée

**D**epuis le début de la guerre ISRAËL-HAMAS, les juifs de Turquie craignent pour leur sécurité. Alors que le conflit attise les critiques contre Israël dans le pays, la plus importante communauté juive du monde musulman doute de son avenir.

Coincées entre les rues pentues du quartier de Pera, les synagogues de la rive européenne d'Istanbul côtoient de grands drapeaux palestiniens, installés là début octobre avec la bénédiction, ou la passivité, de la municipalité. C'est là que Serdar, qui a requis l'anonymat, travaille, dans un cabinet d'import-export. C'est aussi là qu'il va prier puisqu'il est juif. Tout le quartier le sait, et c'est bien ce qui l'inquiète.

Alors, depuis le début de la guerre Israël-Hamas, il ne se rend plus à la synagogue. Même sa photo avec un célèbre représentant de la communauté juive qui trônait sur son bureau est cachée dans un tiroir. « Nous sommes devenus des cibles », explique-t-il en montrant sur son téléphone des messages d'insultes. Il ne les a pas reçues lui-même mais, comme ses amis, Serdar songe à quitter le pays. « C'est une offense à tous mes ancêtres mais je n'ai pas le choix. Nous étions déjà des invités sur notre propre sol, désormais nous n'avons même plus le droit de rester », craint-il.

La présence juive en Turquie –



Devant la synagogue Neve Shalom, à Istanbul, le 30 juillet 2012.  
ANTOINE BOUREAU / ANTOINE BOUREAU

environ 15 000 personnes, soit en nombre la plus importante d'un pays musulman (1) – est ancienne et plutôt peu encline à relayer la hasbara – une expression désignant l'ensemble des efforts déployés par Israël pour rallier la communauté internationale à sa cause. L'histoire et la vie en Turquie ont maintenu ces hommes et ces femmes dans une bulle relativement épargnée des crises qu'a connues l'État hébreu ces dernières années. Beaucoup refusent des interviews au nom de cette tranquillité d'esprit. C'est une diaspora presque dépolitisée. La voilà plongée dans la guerre. Si le phénomène n'a, comme ailleurs, jamais totalement disparu de Turquie, l'antisémitisme y demeurerait contenu à des actes isolés et à la persistance de clichés grotesques ou de caricatures complotistes.

Mais depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, bien

qu'impossible à quantifier, les représailles se sont multipliées en Turquie. Dans le vieux quartier de Beyazit, sur la rive européenne d'Istanbul, un libraire a fixé à l'entrée un écriteau « Interdit aux juifs », en turc et en anglais. Mi-octobre, un élu d'Atakum, sur la mer Noire, a été filmé en plein conseil municipal louant Hitler et la « solution finale », sans provoquer plus de remous que cela. Malgré des mois de rapprochement diplomatique avec Israël, le président turc Recep Tayyip Erdogan a fini par prendre la défense du Hamas, qu'il a qualifié, le 25 octobre, de « groupe de libérateurs et de moujdahidin (combattants, NDLR) qui protègent leurs terres ». De retour d'un sommet à Riyad (Arabie saoudite) avec les dirigeants de pays arabes et musulmans, il a expliqué, dimanche 12 novembre : « Je considère le Hamas comme un parti politique qui a remporté les élections en Palestine. » Ce

revirement d'Ankara n'a pu que concourir à échauffer les esprits. Les commentaires anti-juifs pullulent sous les articles consacrés au Proche-Orient. Des appels à déchoir de leur nationalité turque les binationaux ayant effectué un service militaire en Israël se multiplient, jusqu'à trouver leur place dans les pages du journal conservateur Yeni Akit, réputé proche du pouvoir. En date du 17 octobre, il y est écrit que les juifs de Turquie « agissent discrètement et insidieusement ».

Au téléphone, Mündir (prénom modifié) dit ne pas vouloir « parler de ces questions politiques ». Sa famille est de culture hellénistique comme la plupart des juifs turcs, auxquels il faut ajouter les mizrahim (juifs orientaux) et les Séfarades. Dans le quartier de son enfance, à Izmir, beaucoup de voisins étaient juifs. « Nous avons vécu préservés, entourés de laïcs et de gens aimables », évoque-t-il, reconnaissant que le quartier s'est vidé au fil des ans. Et n'a plus de juif que l'architecture, ou presque. Les voisins habitent désormais en Israël pour la plupart. Le 29 octobre, jour du centenaire de la République turque, Mündir a participé aux défilés de voitures et de drapeaux. Bien qu'il ne souhaite pas parler de politique, il a ajouté ces mots sous une photo souvenir sur Instagram : « Au moins il n'y avait pas de pro-Hamas, ni de "Allah Akbar". »



November 14, 2023

# Kurdistan's Weekly Brief | November 14, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

The Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) that the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and the Kurdistan Free Life Party (PJAK) engaged in heavy fighting near Baneh on Thursday. Hengaw claimed the fighting was sparked by the IRGC's deployment of additional forces near Nezhaw village. The IRGC and other regime forces have been reinforcing their presence in Iranian Kurdistan since 2018. Concurrently, Iranian authorities arrested more Kurds to stifle anti-government unrest and repress Kurdish political activity. Among the detainees were [two siblings](#) in Senna, [four Yarsani activists](#) in Dalahu, a [Kurdish man](#) in Naqadeh, and [two youths](#) in Kermanshah. The fate of several previously detained Kurds remains unknown, including that of a female journalist named [Bakhsan Azizi](#). Moreover, Saqqez's Islamic Revolutionary Court sentenced a labor activist named [Osman Ismaeli](#) to 18 months in prison for "propaganda against the state" and "membership in a Kurdish party." At the same time, Iranian border guards [killed](#) one Kurdish border porter (kolbar) and wounded a dozen in Now-sud and Baneh.

## Iraq

Iranian-backed militias [targeted](#) U.S. personnel stationed at al Harir Air Base in Erbil Governorate with two suicide drones on November 8. Both of the drones were shot down before they could reach their targets. Wednesday's attack marks the 34th time Iran and

its proxies have [attacked](#) Iraqi Kurdistan since 2018. Iranian-backed militias also attacked al Assad Air Base in Iraq's Anbar Province several times Wednesday night.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani [met with several top Kurdish officials](#) in Erbil. Sudani's visit came as Baghdad continues to deny the Kurdistan Regional Government (KRG) its share of the federal budget and money for public employee salaries in Iraqi Kurdistan. The KRG [called for al Sudani](#) to "promptly disburse the salaries and financial entitlements of the Kurdistan Region." A [statement](#) from the Presidency of the Kurdistan Region said President Nechirvan Barzani discussed Iraq's economic, political, and security situation with al Sudani. Al Sudani concluded his trip to Erbil by meeting with Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani and [discussing](#) relations between Baghdad and Erbil. Iraqi Minister of Oil Hayyan Abdul Ghani then met with Kurdish officials in Erbil and [addressed the resumption](#) of Iraqi Kurdistan's oil exports. Reuters [claimed](#) the exports were scheduled to resume within three days. Concomitantly, Iraqi officials [met with](#) representatives from the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) in Dubai. The APIKUR emphasized the urgency of resuming full oil production and exports in Iraqi Kurdistan and suggested Iraq's State Organization for Marketing of Oil (SOMO) negotiate oil contracts with APIKUR members.

## Syria

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported Islamic State (Da'esh) attacks [killed](#) at least 34 Assad regime soldiers and pro-Assad militiamen in the Rusafa desert. Russian warplanes launched retaliatory strikes that allegedly killed over 30 Da'esh fighters. Since its territorial defeat, Da'esh has waged an insurgency in central and northeastern Syria and has perpetrated numerous attacks against the Syrian Democratic Forces (SDF) and the Assad regime. One such attack killed 10 Assad regime soldiers in Raqqa in August, and another killed 33 in Deir ez Zor several days later.

The SDF [announced](#) its Anti-Terror Units (YAT) arrested a senior Da'esh commander named Muhammad Sakhr al-Bakr, aka Khaled al Shami, in Raqqa. Al Shami served as Da'esh's deputy military commander for the Wilayat al Sham, which refers to all of the organization's claimed territory in Syria. The SDF claimed al Shami participated in the planning and organization of the al Sina'a prison raid in al Hasakah in January 2022. Al Shami also played a major role in planning and facilitating terrorist attacks and military operations aimed at overthrowing the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) and restoring Da'esh's territorial control of the region.

U.S. Secretary of Defense Lloyd Austin [announced](#) U.S. airstrikes targeted the IRGC in Deir ez Zor and Iranian-backed groups in Iraq and Syria in response to Iran's recent attacks

on U.S. personnel. Austin also warned the U.S. would not hesitate to strike additional Iranian targets if Iran and its proxies did not cease their attacks on American personnel in the region. The SOHR said the strikes killed at least eight pro-Iran fighters and posited the death toll is expected to rise. The strikes destroyed a munitions warehouse and a missile launcher.

## Turkey

The governor of the predominantly Kurdish Şırnak Province's Cizre District [banned](#) a Kurdish concert scheduled as part of the Cizre Culture and Art Festival. Several local and national civil society groups, including the Confederation of Public Employees' Trade Unions (KESK) and the Sanatça art group, conducted a sit-in and released public statements expressing their outrage. KESK member Murat Özbey summarized the protesters' sentiments by stating, "Kurds once again face prohibitive practices against Kurdish culture and language. The ban on language, culture, and traditional attire persists, contributing to denial. For centuries, the Kurdish people have been systematically subjected to both assimilation and attempted eradication." The ban is the latest in a long line of attempts to restrict Turkey's Kurdish population's freedom of cultural expression that goes back to the founding of the Turkish Republic in 1923.

The Democratic Regions Party (DBP) held its sixth Extraordinary Congress at the Ankara World Trade Center

and elected Çiğdem Kılıçgün Uçar and Keskin Bayındır as its new co-chairs. The co-chairs' speeches centered on the notion that Turkey's Kurdish issue and the efforts of the DBP are an ongoing struggle against fascism and that Abdullah Öcalan's prison conditions must be significantly improved if he is not granted freedom. Both speeches emphasized freeing Öcalan is necessary and intrinsically linked to the Kurdish struggle and that Kurdish liberation in Turkey cannot be obtained without Öcalan's freedom. Uçar also invited all of the attendees to demand the end of Öcalan's incarceration at the Gemlik March on November 18.

A Turkish court handed former DBP co-chair Emine Ayna a suspended two-and-a-half-year prison sentence on charges of disseminating propaganda for the banned Kurdistan Workers' Party (PKK). Ayna, who remains jailed because of her involvement with the Kobani



case, achieved renown for bringing attention to Turkey's Kurdish issue and advocating a political solution to the ongoing oppression of Kurds in Turkey. In addition, Ayna campaigned for better prison con-

ditions for Abdullah Öcalan and asserted he must play a key role in the solution to Turkey's Kurdish question. Ayna's attorney has argued that her speeches fell within the scope of legitimate political activity be-

cause she was a member of parliament at the time. Ayna's attorney also contended that none of her speeches contained any threats or incitement to violence.



14 November, 2023

## No need to worry about security of German troops in Iraq: Minister

**E**RBIL, Kurdistan Region - German Defense Minister Boris Pistorius on Tuesday said that he was not worried about the security of his country's troops in Iraq amid attacks on US forces in the country due to Washington's support of Israel.

A pro-Iran militia group has claimed dozens of drone and rocket attacks against US troops based in Iraq and Syria since last month, attributing them to Washington's support for Israel in its fight against the military wing of the Palestinian

Hamas Movement in Gaza Strip.

Pistorius told Rudaw's Zinar Shino during a press briefing in Brussels that he is closely monitoring the developments in Iraq and the Kurdistan Region, adding that there is no serious reason to worry about the security of our military advisors in Iraq.

Germany has been an essential member of the global coalition against the Islamic State (ISIS). The coalition was formally established in October

2014, after ISIS took control of vast swathes of territories in Iraq and Syria.

Last month, Germany decided to keep its armed forces deployed in Iraq until October 31, 2024.

"I believe there would be no need to change our policy in Iraq, but the decision to extend our forces' mandate allows us to increase the number of our troops," the German defense minister said last month. However, he also said earlier in October that his government

extended its military mission in Iraq because the situation in the country was not calm.

Hundreds of Iraqi protesters in July stormed the Swedish embassy in Baghdad and set it on fire after Swedish police approved more burnings of the Quran.

Gonul Eglence, a member of the regional parliament of North Rhine-Westphalia, told Rudaw in August that the Iraqi asylum seekers should not be deported to Iraq because it is not a safe country.

The New York Times

Emma G. Fitzsimmons  
November 14, 2023

Adams Campaign Investigation

# Eric Adams's Turkey Ties: Travel, Donations and a Meeting With Erdogan

Eric Adams, who says he has visited Turkey at least six times, has long-standing ties to the Turkish community. The F.B.I. is now investigating those connections.

A major federal corruption investigation into Mayor Eric Adams's fund-raising is examining whether his campaign conspired with members of the Turkish government to receive illegal donations.

Mr. Adams, a Democrat in his second year in office, has long-standing ties to Turkey. The mayor has said that he met the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, when he was Brooklyn borough president, and that he has visited the country at least six times.

Now federal prosecutors and the F.B.I. are investigating Mr. Adams's connections to Turkey, including whether he pressured city officials to sign off on the Turkish government's new consulate building in Manhattan and the role of a Brooklyn building company owned by Turkish immigrants that organized a fund-raising event for him.

Federal authorities raided the home of Mr. Adams's chief fund-raiser on Nov. 2, and then seized at least two cell-phones and an iPad from Mr. Adams himself. Mr. Adams has defended his links to Turkey, arguing that they were part of his outreach to immigrant communities that have not always received attention from City Hall.

On Tuesday, Mr. Adams confirmed that he reached out to then-Fire Commissioner Daniel A. Nigro about the opening of the consulate building, but he



The federal government is investigating whether Mayor Eric Adams received illegal foreign campaign contributions from the Turkish government and Turkish nationals. Jeenah Moon for The New York Times

said that it was a routine part of his job.

"This is what we do every day," he said at a news conference. "You reach out to an agency and ask them to look into a matter. You don't reach out to an agency to compel them to do anything."

Here's what we know about the mayor's Turkey connections.

## Thousands of dollars from donors linked to Turkey

Mr. Adams has received campaign donations from Turkish immigrants and from people linked to prominent Turkish groups aligned with Mr. Erdogan, a conservative leader who became president in 2014.

Federal authorities are investigating donations from people associated with KSK Construc-

tion, which is owned by Turkish immigrants, and Bay Atlantic University in Washington, D.C., which was founded by a Turkish philanthropist, according to a search warrant reviewed by The New York Times.

The chief executive of KSK Construction, Erden Arkan, donated \$1,500 to the Adams campaign in 2021, and 10 other employees of the firm made donations, according to campaign filings.

The Adams campaign received a total of \$10,000 in contributions from five employees of Bay Atlantic University on Sept. 27, 2021, a week after the unveiling of the new consulate building in Manhattan, and refunded the donations the following month.

The mayor's campaign also received donations from people associated with the Turken Foundation and the Turkish American National Steering Committee, two groups aligned with Mr. Erdogan.

The chairman of the Turken Foundation, Behram Turan, donated \$3,000 to Mr. Adams's mayoral campaign in 2018, \$1,000 of which was returned. The group's treasurer, Memis Yetim, donated \$1,000 in 2021 with his address listed as "Staten Island, New Jersey."

A former treasurer for the Turkish American National Steering Committee, Murat Guzel, donated \$10,100 to the Adams campaign in 2018 and was refunded \$8,100.



Another member of the steering committee, Ayhan Ogmen, gave the Adams campaign \$2,500 that year and was refunded \$500. He then gave \$2,100 to the mayor's 2025 re-election campaign this past June.

### A close relationship with the Turkish consulate

Mr. Adams has a close relationship with the Turkish consulate general, which paid for part of his 2015 trip to Turkey.

Over the last four years, the Turkish consulate has posted more than two dozen photos and videos with Mr. Adams on social media.

Among the events it has posted about are [Turkish Heritage Day](#), which Mr. Adams celebrated on the steps of Brooklyn Borough Hall in 2019.

He had breakfast in 2021 with Hasan Murat Mercan, the Turkish ambassador to the United States, and Dr. Mehmet Oz, the son of Turkish immigrants and eventual Republican Senate candidate in Pennsylvania, [according to a post by the consulate](#).

And he toured the new consulate building, Turkevi Center, shortly after he was elected mayor in November 2021.

The opening of Turkevi Center is now part of the federal investigation. In late summer 2021, Mr. Adams contacted Mr. Nigro and urged him to allow the Turkish government to occupy the building at least on a temporary basis despite safety concerns over the building.

As mayor, Mr. Adams has continued to meet with the Turkish consul general often, including at [Gracie Mansion](#) and [City Hall](#). Mr. Adams and his chief fundraiser, Brianna Suggs, have not been accused of wrongdoing.

### A meeting with the Turkish president

Mr. Adams said at a recent news conference that he met Mr. Erdogan during a dinner for a nonprofit when he was borough presi-



Whether Mr. Adams pressed city officials to sign off on a new high-rise building housing the Turkish consulate general in Manhattan is a focus of a broad federal corruption investigation. Credit...Sara Hylton for The New York Times

dent, a job he held from 2014 until 2021.

Mr. Erdogan has left a conservative imprint on Turkish society and has received criticism for his authoritarian approach.

"He greeted me, said hello," Mr. Adams said. "We exchanged pleasantries."

The mayor's top spokesman, Fabien Levy, and an adviser for his campaign, Evan Thies, declined to say when the dinner took place or which nonprofit held it.

### Frequent travel to Turkey

Mr. Adams said that he had been to Turkey "six or seven times" in a radio interview in February. Three of those trips have been publicly reported.

In August 2015, the Turkish consulate in New York invited Mr. Adams to Turkey and covered some of the costs of his airfare, hotel and ground transportation, according to [financial disclosure records](#). He brought Timothy Pearson, now a top adviser to the mayor who is [being investigated over a violent incident at a migrant center](#) this year.

The trip, which cost roughly \$15,000, was also paid for in part by Turkish Airlines and Bahcesehir University, which was founded by the same Turkish philanthropist who founded Bay Atlantic University, according to a [letter from the city's Conflicts of Interest Board](#).

Another trip months later, in December 2015, was paid for in part by a group called the Association of Young Tourism Leaders, [according to the news outlet The City](#).

In 2017, Mr. Adams again visited Turkey with his son, Jordan Coleman, as part of a «spiritual» trip that included stops in France, China and Sri Lanka, [according to Politico](#).

Mr. Adams has said that he loves international travel, noting at the news conference that he had been to countries in Africa seven times and to China six times.

He said that it was important to understand the Turkish community because New York City is home to one of the United States's largest Turkish populations.

"We just thought it was a great

opportunity to exchange ideas, as we do with all these countries, and we want to attract businesses here," he said.

Mr. Levy and Mr. Thies declined to provide details about the mayor's trips.

### Flag-raising events in Turkey's honor

As mayor, Mr. Adams has held two flag-raising events for Turkey — part of his tradition [raising the flags of dozens of nations](#) which he says is meant to honor New York's immigrant communities.

At the first flag raising for Turkey, held last October, Mr. Adams called New York City "the Istanbul of America" and referred to the Turkish consul general, Reyhan Özgür, as "my good friend."

Last month, Mr. Adams raised the country's flag a second time. He [provided a formal citation to Aliriza Dogan](#), a Turkish immigrant who runs a restaurant in Manhattan, and praised his contributions to the city. Mr. Dogan has also donated to the mayor's campaign.

**A correction was made on**



15 November, 2023

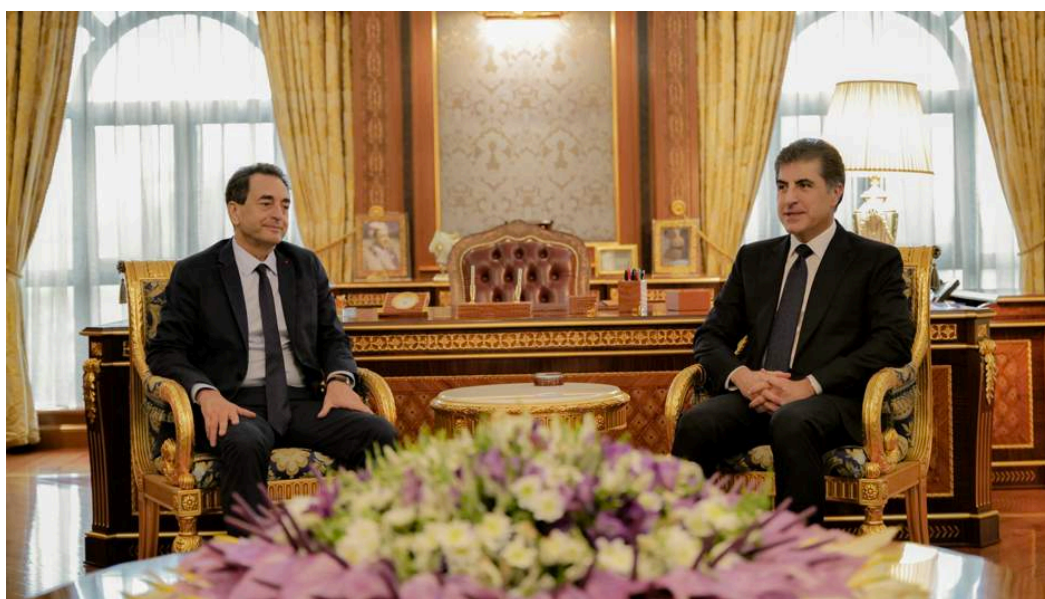
## Top Iraqi officials visit to Kurdistan Region ‘positive, constructive,’ says President Barzani

The president highlighted the Region’s commitment to resolving all the outstanding issues.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The recent visit of the Iraqi federal government’s officials, including Prime Minister Mohammed Shia’ Al-Sudani to the Kurdistan Region was “positive and constructive”, said President Nechirvan Barzani on Monday.

Early this week, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ Al-Sudani visited the Kurdistan Region’s capital Erbil, where another high-level delegation of the oil ministry visited a few days after to continue discussions on the outstanding energy issues that had hampered the resumption of oil export.

In a meeting with the French Ambassador in Iraq Éric Chevalier, Barzani described the recent visits of the Iraqi Prime Minister and Oil Minister to Erbil as constructive and positive, according to a statement from the Kurdish leader’s office. Barzani and Chevalier also



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) during his meeting with French Ambassador to Iraq Éric Chevalier in Erbil, Nov. 15, 2023. (Photo: Kurdistan Region Presidency)

discussed the resumption of the halted Kurdistan Region’s oil export through Turkey’s Ceyhan port, which had been stopped since March 25. They addressed the outstanding issues between Erbil and Baghdad as well.

The president highlighted the Region’s commitment to

resolving all the outstanding issues.

Speaking of the recent conflicts in the Middle East, they discussed efforts to “prevent further escalation and stressed the importance of maintaining peace and stability in Iraq,” per the statement.

Prime Minister Masrour

Barzani on Monday **said** his government had a “good understanding” with the Iraqi oil officials.

“There is a prospect for resuming the oil export,” Barzani said, stressing the Kurdistan Region’s constitutional rights must be protected.

## Bachar Al-Assad visé par un mandat d'arrêt de la justice française après les attaques chimiques de 2013 en Syrie

Un mandat d'arrêt vise également le frère redouté de Bachar Al-Assad, Maher, chef de facto de l'unité d'élite de l'armée syrienne, et deux généraux.

La justice française a émis mardi un mandat d'arrêt international contre le président syrien, Bachar Al-Assad, accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour les attaques chimiques perpétrées à l'été 2013 en Syrie, ont annoncé des plaignants, mercredi 15 novembre.

Une source judiciaire consultée par l'Agence France-Presse (AFP) a confirmé l'émission de quatre mandats d'arrêt pour complicité de crimes contre l'humanité et pour complicité de crimes de guerre pour ces attaques au gaz sarin, qui avaient notamment fait plus de mille morts le 21 août 2013 dans la Ghouta orientale, selon les services de renseignement américains.

Ces mandats visent également le frère redouté de Bachar Al-Assad, Maher, chef de facto de la 4<sup>e</sup> division, unité d'élite de l'armée syrienne, ainsi que deux généraux, Ghassan Abbas, directeur de la branche 450 du Centre d'études et de recherches scientifiques, et Bassam Al-Hassan, officier de liaison et chef de la sécurité.

D'après une source proche de l'enquête, consultée par l'AFP, ces mandats d'arrêt sont

l'aboutissement d'un « travail de fourmi » de « longue haleine » par les enquêteurs de l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité.

Leur objectif : « remonter au plus haut possible en identifiant la chaîne de commandement », avec des recherches « en sources ouvertes qu'il faut recouper, sur la base de témoignages et d'informations issues de documents déclassifiés de services de renseignements ». « Si vous vous arrêtez au pilote d'hélicoptère qui a largué la bombe, il pourra dire "je n'ai fait qu'exécuter des ordres". Plus on remonte, plus la responsabilité est forte », a souligné cette source.

Des juges d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris enquêtent depuis avril 2021 sur ces attaques chimiques perpétrées en 2013 en Syrie et imputées au régime de Bachar Al-Assad.

« Un précédent judiciaire historique »

L'enquête avait été ouverte après une plainte avec constitution de partie civile par le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression

(SCM), Open Society Justice Initiative (OSJI) et Syrian Archive. Ces investigations, menées au titre de la « compétence extraterritoriale » de la justice française, portent également sur les attaques perpétrées dans la nuit du 4 au 5 août à Adra et à Douma qui ont causé 450 blessés.

« Cette décision constitue un précédent judiciaire historique. C'est une nouvelle victoire pour les victimes, leurs familles et les survivants, ainsi qu'un pas vers la justice et une paix durable en Syrie », a réagi mercredi dans un communiqué Mazen Darwish, fondateur et directeur général du SCM.

Il rappelle que la plainte était accompagnée de « témoignages de première main venant de nombreuses victimes », d'une « analyse approfondie de la chaîne de commandement militaire syrienne », ainsi que « de centaines de documents, parmi lesquels des photos et des vidéos ». Le régime syrien est la cible de plusieurs actions en justice lancées en Europe, en particulier en Allemagne.

Une « décision courageuse »

Dans un communiqué, Hadi Al-

Khatib, fondateur de Syrian Archive, a déclaré « espérer que d'autres pays » agissent « bientôt » comme la France, en exigeant que soit établie « la responsabilité pénale des plus hauts responsables » syriens. « Ces mandats d'arrêt illustrent à nouveau le fait que l'exigence de lutte contre l'impunité doit prévaloir sur les immunités », a commenté auprès de l'AFP Clémence Bectarte, avocate de parties civiles syriennes, saluant une « décision courageuse ».

En France, le premier procès de responsables du régime syrien aura lieu du 21 au 24 mai 2024 à Paris : trois hauts responsables du régime de Bachar Al-Assad seront jugés pour complicité de crimes contre l'humanité et de délit de guerre, pour la mort de deux citoyens franco-syriens, Mazzen Dabbagh et son fils Patrick, arrêtés en 2013.

Dans une autre procédure, concernant un bombardement en 2017 à Deraa, des mandats d'arrêt ont été émis en octobre contre quatre ex-hauts dirigeants de l'armée syrienne. Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a causé plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.

## Nucléaire en Iran : des inspecteurs interdits d'accès, une décision « sans précédent » selon l'Agence internationale de l'énergie atomique

Les stocks d'uranium enrichi s'élèveraient à 4 486,8 kilos, soit plus de 22 fois la limite autorisée par l'accord international de 2015 encadrant les activités atomiques de Téhéran.

La décision de l'Iran d'interdire l'accès de ses installations à plusieurs inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a « directement et gravement affecté » la capacité à contrôler son programme nucléaire, qui continue à monter en puissance, selon l'instance de l'Organisation des Nations unies (ONU). Ce geste « sans précédent », qui cible des nationalités en particulier, est « extrême et injustifié », condamne l'Agence dans un rapport confidentiel consulté mercredi 15 novembre par l'Agence France-Presse (AFP) à une semaine d'une réunion du Conseil des gouverneurs à Vienne.

Selon une source diplomatique, huit experts, Français et Allemands notamment,

sont concernés. Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, a reçu mercredi une réponse de Téhéran, arguant de « son droit » de révoquer l'accréditation des inspecteurs tout en disant « explorer les possibilités » de revenir sur sa décision.

Sur les autres dossiers, l'organisation onusienne a de nouveau déploré le manque de coopération de la République islamique. L'AIEA dénonce depuis des mois la déconnexion de nombreuses caméras de surveillance et l'absence d'explications au sujet des traces d'uranium découvertes sur deux sites non déclarés, Turqzabad et Varamin.

**22 fois la limite autorisée d'uranium enrichi**

Parallèlement, l'Iran a nettement accru ces derniers mois son stock d'uranium enrichi, poursuivant son escalade nucléaire même s'il nie vouloir se doter de la bombe, d'après un second rapport. Les stocks s'élevaient à 4 486,8 kilos à la date du 28 octobre (contre 3 795,5 kilos mi-août), soit plus de 22 fois la limite autorisée par l'accord international de 2015 encadrant les activités atomiques de Téhéran en échange d'une levée des sanctions internationales.

L'Iran enrichit en outre à des niveaux élevés, loin du plafond fixé à 3,67 % équivalant à ce qui est utilisé dans les centrales nucléaires pour la production d'électricité : il dispose désormais de 567,1 kilos (contre 535,8 ki-

los auparavant) enrichis à 20 % et de 128,3 kilos à 60 % (contre 121,6 kilos). Dans le cas du seuil de 60 %, proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une arme atomique, Téhéran a cependant ralenti depuis le printemps le rythme de production.

Des experts y voient le possible signe de la volonté de l'Iran de désamorcer la situation, alors que des pourparlers informels avaient repris avec les Etats-Unis. Ces dernières semaines, l'animosité entre les deux pays ennemis est cependant remontée d'un cran avec le conflit entre Israël et le Hamas palestinien, que Washington et Téhéran s'accusent mutuellement d'aggraver.



November 15, 2023

## KRG cabinet to discuss resuming oil exports

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's Council of Ministers is set to convene on Wednesday and discuss the findings of the meetings with the Iraqi oil ministry

delegation in recent days about resuming the Region's oil exports.

An Iraqi federal government delegation headed by Oil Min-

ister Hayyan Abdul-Ghani arrived in Erbil on Sunday to hold talks with Kurdish officials about restarting the full production and export of the Kurdistan Region's oil nearly eight

months after it was put on hold.

Abdul-Ghani met with both Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani



separately, with both sides stressing the need to resume the process “as soon as possible.”

One of the items on the agenda of Wednesday’s meeting of the Kurdistan Regional Government’s (KRG) cabinet, chaired by Prime Minister Barzani and attended by Deputy Prime Minister Qubad Talabani, will be the presentation of the points discussed during the talks with the Iraqi delegation on the oil issue.

In a meeting with French Ambassador to Iraq Eric Chevalier, President Nechirvan Barzani on Wednesday described the Iraqi delegation’s visit as “constructive and positive” and reiterated Erbil’s commitment to resolving outstanding issues with Baghdad “in accordance with the Constitution.”

Exports of the Kurdistan Region’s oil through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 23 when a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying Turkey had breached a 1973 agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.



A meeting of the KRG Council of Ministers on November 15, 2023. Photo: KRG

Erbil and Baghdad have held multiple rounds of talks about restarting the exports. Kurdistan Region President Barzani last week said the problem now is technical rather than political.

Areas where they still need to reach an agreement include existing contracts between the KRG and oil companies, according to President Barzani.

Abdul-Ghani told Rudaw on

Monday that the KRG’s Production Sharing Contracts (PSCs) with International Oil Companies (IOCs) are not in line with the Iraqi constitution but added that they are working on adjusting them. He also announced that they have agreed to hold a trilateral meeting between the Iraqi oil ministry, the KRG’s natural resources ministry, and representatives of the IOCs to “find a solution that satisfies all sides.”

Representatives of the Iraqi government and the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) on Wednesday held their first meeting in Dubai, stressing the need to resume full oil production and exports “under mutually acceptable commercial terms,” the oil producers association stated.



November 15, 2023

## Pentagon says US forces in Iraq, Syria attacked 55 times in a month

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States Department of Defense on Tuesday announced that there have been 55 attacks on American troops stationed in Iraq and Syria over the past month, causing minor injuries to nearly 60 US personnel. American bases of the US-led global coalition against Islamic State (ISIS) have been struck by Iran-backed militias at least

27 times in Iraq and 28 times in Syria since October 17, according to Deputy Pentagon Press Secretary Sabrina Singh.

The Iranian proxies have stated that their attacks against the US bases are in response to Washington’s support for Israel in the ongoing war in the Gaza Strip.

Singh told reporters that at least 27 US personnel have

been evacuated due to traumatic brain injuries resulting from the attacks, and additional 32 have been evacuated for non-serious injuries. “As of today, all 59 have returned to duty.”

The US has responded with three retaliatory strikes against Iran-backed militia targets in Syria, most recently [targeting](#) two Iran-linked facilities in Deir ez-

Zor province, east of the country.

Singh stated that the US has been “deliberate” in its strikes against the groups, adding that the reason they have only carried out strikes in Syria so far is because Washington is targeting places where it deems it can make “the most impact,” noting that the US feels “very confident” in the targeting and

precision of these strikes. Singh stressed that the purpose of the strikes carried out by the US in Syria is to «strongly signal» to Iran and its

affiliated groups «to stop.» Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation In-

herent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and

Syria but was declared devoid of territorial control in 2017 and 2019 respectively



November 16, 2023

## Turkish drone kills three fighters near Kobane: Monitor

**E**RBIL, Kurdistan Region - Three fighters affiliated with the autonomous Syrian Kurdish administration were killed in a Turkish drone strike near Kobane in northern Syria, a war monitor reported on Wednesday.

The strike targeted a car in the village of Boghaz, south of the Kurdish city of Kobane, and killed “three soldiers operating in the Autonomous Administration areas,” said the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a Britain-based war monitor.

Turkish forces regularly strike targets in the Kurdish administration of northeast Syria (Rojava) on the grounds of having ties with the Kurdistan Workers’ Party (PKK) and posing a threat to its national security.

The PKK is an armed group struggling for the increased



Smoke rises from Kobane in northern Syria during the fight against the Islamic State (ISIS) on October 19, 2014. Photo: AFP

rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara, who considers Rojava’s People’s Protection Units (YPG), the backbone of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF), as the Syrian front

for the PKK.

Since early October, Turkey has carried out frequent assaults on Kurdish-led forces and civilian infrastructure in Rojava in retaliation for an attack on the interior minis-

try in Ankara, for which the PKK claimed responsibility. According to SOHR, Turkey has carried out 98 drone strikes on Kurdish-controlled areas in Syria since January, killing 82 people and injuring 88 others.



November 16, 2023

## KDPI says Iran shot member in Erbil

The Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) on Thursday said one of its members was shot in front of his house in Erbil, blaming Iran for the hit. The member, a lawyer, was injured in the incident.

Sohrab Rahmati was shot by unidentified individuals in front of his house in Hana City, Erbil. While he was injured as a result of the attack his condition is currently stable, according to Rudaw's Halabja Saadun, reporting from the hospital where Rahmati is receiving treatment.

The KDPI said he is an "active" member of the party and the lawyer in charge of some of its legal cases in the Kurdistan Region. The group blamed the Ira-

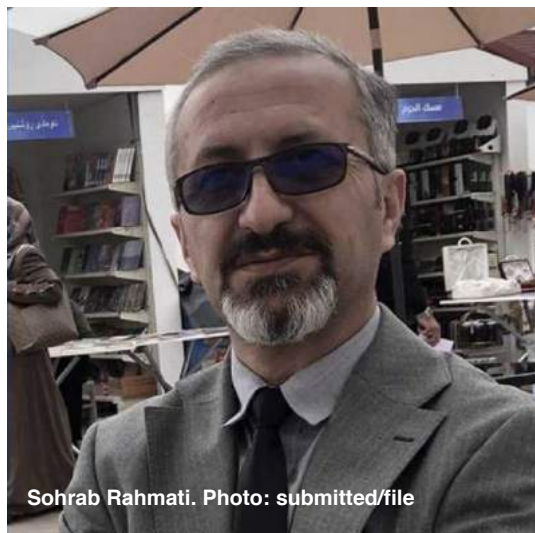
nian government for the assault. The exiled Kurdish party said it condemns "the terrorist attack by the Islamic Republic" of Iran, calling on the Kurdistan Region's authorities to launch an investigation into the incident and hold its perpetrators accountable.

Amanj Zibayi, an official from the KDPI's foreign relations section, told Rudaw before the party's statement that the attackers remain unidentified, adding that their Rahmati has previously received death threats by people suspected to be linked to Tehran. The lawyer's condition is stable, he noted.

The KDPI is a Kurdish opposition party that has waged an on-and-off war against the Iranian gov-

ernment since the 1979 Islamic Revolution. It has been based in the Kurdistan Region since the 1980s and Iran frequently b o m b a r d s areas where it is present, including using ballistic missiles in what Tehran openly says are efforts to target the group.

Siyamand Shaboyi, a member of the KDP, was found dead near a refugee camp north of Erbil city in July. Two other members of the party were



Sohrab Rahmati. Photo: submitted/file

killed days before in Sulaimani. The KDPI blamed the Iranian regime for the killings.



Thomas Guichard, correspondance particulière à Istanbul (Turquie)  
17 Novembre 2023

## Turquie : face à un avenir bouché, les départs vers l'étranger s'intensifient

La fuite des cerveaux atteint des records, par voies légales ou clandestines, notamment en direction de l'Allemagne, où le président Erdogan est en visite ce vendredi 17 novembre. Parmi ceux qui choisissent l'exil, de nouveaux profils apparaissent, dont des partisans du parti au pouvoir.

Ahmed n'a pas été jeté sur la route de l'exil, et pourtant, à l'entendre, c'est tout comme. « Je suis en danger ici. Je suis kurde, professeur et n'ai plus d'argent pour vivre correctement. Je coche toutes les cases », explique ce trentenaire au collier de barbe bien fourni. Étranglé

par la succession de crises économiques qu'a connue la Turquie depuis 2018, Ahmed, qui a requis l'anonymat, a des rêves d'Allemagne et envisage de passer par le Monténégro dans les prochaines semaines.

Malgré le retour à l'orthodoxie monétaire cet été, l'inflation continue de grever les salaires en Turquie. Selon les chiffres indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), elle atteindra 130 % sur l'année. Depuis un café aseptisé de Küçükçekmece, un quartier d'Istanbul, Ahmed note que beaucoup de jeunes nourrissent le même projet, que la presse turque qua-

lifiée de « fuite des cerveaux ».

### Refus européens

Selon les données de l'Union européenne, le nombre des demandeurs d'asile en provenance de Turquie a augmenté cette année de 106 % par rapport à 2022. Ces demandes pourraient dépasser les 100 000 d'ici à fin décembre. Rien qu'au mois d'octobre, l'Allemagne en a reçu, à elle seule, près de 10 000. Avant cette année, jamais le seuil des 5 000 demandes d'asile n'avait été atteint. Après la Syrie et l'Afghanistan, la Turquie est devenue la troisième nationalité à demander l'asile dans l'UE.

Face à l'afflux de dossiers, que ce soit pour des visas Schengen ou le statut de réfugié, les refus sont deux fois plus nombreux que par le passé. Le 1er octobre, le président Recep Tayyip Erdogan a fustigé une nouvelle fois l'« injustice » de la politique européenne de visa que Bruxelles « utilise comme une sanction voilée contre nous ». En attendant des négociations sur le sujet, cette voie sans issue bouleverse les routes de l'exil. Depuis l'année dernière, de nouveaux itinéraires clandestins attirent, via le Mexique notamment. Des témoignages estiment le coût d'un passage vers le Canada entre 10 000 et 15 000 dollars, soit

l'équivalent d'une trentaine de smics en livre turque.

### Fuite généralisée

Là où, ces dernières années, les départs concernaient plutôt des franges libérales, d'opposition, échappant aux purges, cette catégorie ne tient plus. La fuite paraît généralisée, y compris parmi la nouvelle classe moyenne, réputée loyale au président turc et à ses succès des années 2000. Le sac en bandoulière rempli de périodiques sur l'espace, Mehmet (prénom modifié à sa demande) ne re-

grette pas son choix d'avoir voté Recep Tayyip Erdogan à la présidentielle de mai dernier. « C'est ce qu'il y a de mieux, il a réalisé de grandes choses pour la Turquie », assure ce jeune ingénieur originaire de Malatya, en Anatolie centrale.

Un jugement qui le contraint à une pirouette de haut vol. Car Mehmet cherche par tous les moyens à partir aux États-Unis et ne cache pas sa déception après des études poussées dans le domaine spatial. « Quand je suis arrivé à l'université, tout le monde disait que

cette matière était l'avenir de notre pays. » Malgré de grandes ambitions, martelées sans retenue par Ankara, le programme spatial turc reste encore léger. Il y a quelques mois un journaliste d'opposition ironisait à son objet : « Il va servir à étudier comment faire pousser du persil dans l'espace. » De fait, on ne recrute pas autant que Mehmet l'espérait. Il part donc postuler pour la Nasa et les grandes agences internationales. « Ce n'est pas de sa faute (à Erdogan, NDLR) si les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui ; c'est la crise.

Rencontré il y a quelques mois, alors qu'il avait perdu son appartement dans le tremblement de terre de février, Mehmet est resté pour l'élection présidentielle, qui a vu la réélection d'Erdogan, et le temps de faire viser ses demandes de permis de travail. En guise de solidarité avec les rescapés, le Canada avait annoncé en février simplifier ses procédures de visa pour les citoyens turcs. Mehmet attend toujours une réponse. Faute de quoi, il laissera ses revues spécialisées chez ses parents, et achètera un billet pour Mexico.

**Le Monde**

17 Novembre 2023  
Nicolas Bourcier

## En Turquie, une bataille acharnée entre les deux plus hautes Cours de justice mine l'Etat de droit

Depuis des semaines, les hauts magistrats de la Cour constitutionnelle et de la Cour de cassation s'affrontent sur le sort réservé à un opposant emprisonné, Can Atalay, élu député alors qu'il était derrière les barreaux.

Le spectacle qu'offre ces jours-ci la justice turque a de quoi sidérer. Coup sur coup, la notion de droit et d'équité, si tant est qu'elle ait jamais existé, s'est brutalement effacée au profit du « discrétionnaire », voire de l'arbitraire administratif. Il y a d'abord la libération, mercredi 15 novembre, de Ogün Samast, l'assassin du journaliste Hrant Dink, fondateur du journal *Agos*, publié en turc et en arménien. Incarcéré depuis seize ans, après un procès entaché d'irrégularités et qui a vu dix-sept de ses coaccusés acquittés et aucun des commanditaires inquiétés, le détenu a obtenu une réduction de peine pour bonne conduite. Une libération anticipée jugée par beaucoup scandaleuse alors que de nombreux responsables politiques, militants des droits humains et journalistes croupis-

sent en prison pour leurs déclarations ou leurs écrits.

Et puis, il y a cette controverse inédite entre deux éminentes institutions judiciaires, la Cour de cassation, la plus haute cour d'appel du pays, et la Cour constitutionnelle, qui étale au grand jour les divisions au sein du pouvoir. Depuis près de deux semaines, les hauts magistrats s'affrontent à coups d'invectives et de plainte pénale au sujet du sort réservé à un opposant emprisonné, Can Atalay, élu député (Parti des travailleurs de Turquie, TIP) en mai, alors qu'il était derrière les barreaux, condamné à dix-huit ans de réclusion.

L'affaire est révélatrice du naufrage d'un système biaisé, rattrapé par ses luttes intestines, et dans laquelle le chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, s'est im-

pliqué personnellement, saisissant l'occasion de pousser son idée de nouvelle Constitution. Pour l'avocat et président de l'union des barreaux turcs, Erinc Sagkan, cet imbroglio « *n'est pas une simple crise judiciaire, il s'agit d'une crise d'Etat et la violation manifeste de la Constitution par la justice* ». Le nouveau chef du Parti républicain du peuple (CHP), la principale formation d'opposition, Özgür Özel, a dénoncé, lui, une « *tentative de coup d'Etat* ».

### Plainte contre la Cour

De fait, cette bataille judiciaire est emblématique à plus d'un titre. Lorsque le 25 octobre, la Cour constitutionnelle ordonne la libération de Can Atalay, l'affaire prend une tournure toute particulière. Selon les hauts magistrats le « *droit de voter et d'être élu* » et le « *droit à la sé-*

*curité et à la liberté* » du député ont été violés. Incarcéré depuis plus d'un an, M. Atalay est accusé de « *tentative de renversement de la République* » pour sa participation aux manifestations du parc Gezi de 2013. Lui-même avocat, connu pour ses élans oratoires, il est, à 47 ans, l'un des sept accusés condamnés en même temps que le mécène Osman Kavala, sous le coup d'une « *perpétuité aggravée* ». Peu avant les élections générales de mai, la commission électorale avait autorisé M. Atalay à se présenter depuis sa prison en tant que candidat du TIP, une formation de gauche. Une fois élu représentant de la province de Hatay (Sud), l'avocat a demandé sa libération du fait qu'il bénéficiait désormais de l'immunité selon l'article 83 de la Constitution. Une requête rejetée le 13 juillet par la 3<sup>e</sup> chambre

pénale de la Cour de cassation, avant l'appel interjeté devant la Cour constitutionnelle.

Dans les jours qui ont suivi la décision des hauts magistrats de libérer Can Atalay, le tribunal pénal d'Istanbul, auquel est rattachée l'affaire, s'est, à son tour, opposé à la décision des juges, renvoyant le dossier devant la Cour de cassation et arguant que l'arrêt de la Cour constitutionnelle n'avait aucun rapport avec le verdict du tribunal. Le 8 novembre, la Cour de cassation écarte à son tour toute libération et dépose même une plainte pénale contre les juges de la Cour constitutionnelle.

« **Problème systémique** »

Le coup de force est payant. Il bloque la procédure. Les juristes et l'opposition ont beau rappeler le caractère « définitif » des décisions de la Cour constitutionnelle, d'après l'article 153 de la Constitution, brandissant l'extrait qui stipule on ne peut plus clairement le principe : « *Les décisions de la Cour constitutionnelle sont (...) contraignantes pour les organes*

*législatifs, exécutifs et judiciaires, pour les autorités administratives ainsi que pour les personnes physiques et morales.* » Rien n'y fait.

Pour les juges de cassation, la haute cour a outrepassé ses « *limites constitutionnelles et juridiques* », inversant « *la jurisprudence établie* » développée par les tribunaux et « *entraîné le système juridique dans le chaos* ». Objet de ce courroux : le pouvoir donné à la Cour constitutionnelle de statuer sur les cas individuels, une prérogative introduite, en 2012 – ironie du sort – par le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), dirigé alors par le premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdogan. « *Ce recours individuel, que l'on espérait être un outil pratique pour résoudre les problèmes structurels du système judiciaire turc, a fait des ravages et est devenu un problème systémique qui affaiblit l'ensemble* », ont justifié les magistrats.

Un avis partagé par le chef de l'Etat qui, le 10 novembre, a dé-

claré : « *Personne ne peut mettre de côté une décision de la Cour de cassation, qui est une haute juridiction. Malheureusement, à ce stade, la Cour constitutionnelle commet de nombreuses erreurs. Cette situation nous attriste sérieusement.* » L'allié du gouvernement, l'ultranationaliste d'extrême droite Devlet Bahçeli, leader du Parti d'action nationaliste (MHP) a exigé la refonte ou la suppression pure et simple de la Cour constitutionnelle.

#### **Querelle de longue date**

Le bras de fer est d'autant plus intense que le flou persiste sur la sortie de crise. Les avocats de Can Atalay ont annoncé qu'ils allaient à nouveau faire appel. Le président de la Cour constitutionnelle, Zühtü Arslan, en poste depuis 2015, n'a pour l'heure émis aucun commentaire.

Selon l'ancien journaliste du quotidien *Cumhuriyet* Alican Uluoglu, aujourd'hui au service turc de la chaîne allemande internationale, Deutsche Welle, le conflit entre les deux plus hautes juridictions du pays n'est que le

signe visible d'une querelle de longue date entre deux composantes de la coalition gouvernementale. D'un côté, les magistrats de la Cour de cassation, proches majoritairement ou affiliés au MHP ; de l'autre, les juges de la Cour constitutionnelle, membres ou liés à la confrérie religieuse Iskenderpasa. Cette dernière a longtemps constitué le noyau dur de l'AKP et formé, entre autres, des figures marquantes de la politique turque comme Necmettin Erbakan (1926-2011), père spirituel d'Erdogan, ou l'ex-premier ministre Turgut Özal (1927-1993).

Deux épisodes récents, souligne le journaliste, ont également contribué à envenimer les relations entre les deux instances. En février, le candidat du président Erdogan au poste de président de la Cour constitutionnelle a été retoqué par ses pairs, ouvrant la voie à un troisième mandat de Zühtü Arslan. En octobre, la même Cour a refusé l'augmentation des salaires des magistrats de la Cour de cassation. De quoi aiguiser la rivalité.

**LE FIGARO**

avec AFP  
19 November 2023

## Intempéries en Turquie : neuf morts, onze marins portés

De violentes intempéries en Turquie ont tué neuf personnes, tandis que onze marins sont toujours portés disparus en mer Noire, a annoncé lundi le ministre turc de l'Intérieur.

**N**euuf de nos concitoyens sont décédés à cause des tempêtes (...) et des pluies extrêmes», a déclaré Ali Yerlikaya lors d'un point-pressé dans la province de Zonguldak (nord-ouest), où quatre personnes ont trouvé la mort. Cinq autres personnes, dont trois enfants, sont mortes dans des inondations dans les pro-

vinces de Batman et de Diyarbakir, dans le sud-est du pays, a-t-il annoncé. Le corps d'un des douze marins turcs portés disparus au large d'Eregli, port de la province de Zonguldak, a été retrouvé lundi matin, a-t-il précisé.

#### **Des vagues de plus de huit mètres**

Le navire Kafkametler, bat-

tant pavillon turc, a coulé après avoir heurté dimanche matin un brise-lames en quittant le port d'Eregli, à 200 kilomètres environ à l'est d'Istanbul, a indiqué Ali Yerlikaya. Des opérations de recherche, rendues jusque-là impossibles par les conditions météorologiques, ont été lancées lundi, a-t-il annoncé. Un autre navire, bat-

tant pavillon camerounais, s'est fracturé en deux dimanche à Eregli sous la violence des vagues, après que l'ensemble de son équipage a pu être évacué sain et sauf. Des vents de 130 à 140 km/h ont balayé la zone, formant des vagues de huit à neuf mètres, selon le ministre de l'Intérieur.



François-Xavier Gomez  
19 Novembre 2023

## Iran : le rappeur contestataire Toomaj Salehi retrouve la liberté après treize mois de prison

Un homme libre, un bouquet de roses à la main. C'est une image que de nombreux Iraniens et Iraniennes attendaient depuis plus d'un an. Elle est devenue réalité samedi 18 novembre, avec la sortie de prison du célèbre rappeur Toomaj Salehi. Après treize mois derrière les barreaux pour avoir soutenu le mouvement de contestation provoqué par la mort de Mahsa Amini, en septembre 2022, il a été libéré sous caution sur décision de la Cour suprême.

**#ToomajSalehi après sa libération : « Je pensais que la situation la plus triste pour une personne était d'être seule sous la torture, maintenant je comprends qu'être seule à être libéré tandis que les autres sont toujours en prison, est encore plus amère. »**

**[pic.twitter.com/u4Pm5pPs3R](https://pic.twitter.com/u4Pm5pPs3R) — lettres de Teheran (@LettresTeheran) November 18, 2023**

Le chanteur de 32 ans avait été arrêté en octobre 2022, puis condamné à six ans et trois mois de prison pour «corruption sur terre», le chef d'accusation le plus courant, avec celui d'«inimitié envers Dieu», appliqué aux opposants par la justice



Le rappeur iranien Toomaj Salehi, symbole et soutien du mouvement de contestation en Iran. (instagram@toomajofficial)

iranienne. Il avait soutenu, à travers ses chansons et sur les réseaux sociaux, le mouvement de protestation déclenché après la mort de la jeune Kurde iranienne, tuée par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes. Plusieurs centaines de personnes ont été tuées et environ 15 000 arrêtées, lors des manifestations d'octobre et novembre 2022.

L'autorité judiciaire avait accusé le chanteur, entre

autres, de «propagande contre le système», d'avoir «troublé la sécurité» du pays, «coopéré avec les Etats hostiles à la République islamique» et «incité à la violence». Il avait, peu avant son arrestation, donné une interview très virulente à Radio Canada. Il risquait la peine de mort. De nombreuses personnalités, dont la dessinatrice Marjane Satrapi, avaient plaidé sa cause.

**Des artistes toujours emprisonnés**

Le rappeur kurde Saman Yasin, arrêté lui aussi en octobre 2022, a été condamné à la peine de mort, avant d'obtenir la révision de son procès, à une date encore inconnue. Il a pu dénoncer, dans des messages audio, les tortures dont il a été victime. Selon des mouvements d'opposition, un autre rappeur kurde, Omid Majidi, a été arrêté à Sanandaj, dans l'ouest du pays, le 15 novembre. Le chanteur Mehdi Yarrahi a de son côté passé un mois et demi en prison, avant d'être libéré sous caution le 23 octobre. Par ailleurs, l'actrice Hanieh Tavassoli a été «condamnée à six mois de prison et une amende de 150 millions de rials [environ 300 euros] pour avoir publié de fausses informations avec l'objectif de perturber l'opinion», a déclaré dimanche 19 novembre son avocate, Me Maryam Kianersi, citée par le média réformiste iranien Shargh. Cette peine est suspensive pendant trois ans. Hanieh Tavassoli, 44 ans, fait partie de la douzaine de comédiennes récemment privées de travail pour non-respect du code vestimentaire, en particulier du port du voile.



November 20, 2023

## ISIS moving to Mt. Qarachoogh for ‘hideout’ opportunities, says Maj. Gen. Sirwan Barzani

“We have conducted several operations with the Iraqi forces [to eradicate ISIS], but to no avail. They’re coming back,” said Maj. Gen. Barzani

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Commander of the Sector 6 Front, Major-General Sirwan Barzani, on Monday told Kurdistan 24 on the sidelines of the MEPS 2023 that the forum is of “great importance,” particularly at a time when the Middle East is experiencing conflict and tension.

“The tensions in Gaza and Israel affect the Kurdistan Region. The Coalition came here at the request of Iraq. They left after 2011 and then returned at the request of Iraq. They are here to assist us in the fight against terrorism. We need them both as the Peshmerga and as the Iraqi army,” the commander stated.

Regarding the ISIS presence in Makhmour, Barzani said that ISIS is moving to Mount Qarachoogh as the area provides more “hideouts” and stealth opportunities. “We have conducted several operations with the Iraqi forces [to eradicate ISIS], but to no avail. They’re coming back.”

«Intelligence exchange between the Coalition forces, the Peshmerga Ministry, and the Iraqi Ministry of Defense continues to be of great help because neither the Peshmerga nor the Iraqi army have the technology they have,» he added.

The lingering remnants of ISIS have been a focal point of the Coalition’s continuing insistence to regional actors to col-



The Commander of the Sector 6 Front, Major-General Sirwan Barzani, speaking to Kurdistan 24, Nov. 24, 2023. (Photo: Kurdistan 24)

laborate in defeating the group. This has proven challenging in light of the outbreak of violence in Gaza, which has led to spillover of proxy conflicts against US and Coalition installations in retaliation for the West’s support of Israel, ultimately hampering efforts to allocate resources in the fight against ISIS.

The terror group has increasingly resorted to guerilla warfare and «hit-and-run» style attacks, which contrasts sharply when it was at the height of its power, seizing advanced heavy weaponry and tanks from Western-backed Syrian rebels and the Iraqi Armed Forces.

Barzani leads Sector 6, also known as the Gwer-Makhmour Front, which was a historically

critical stronghold against the advance of ISIS in the summer of 2014. With US and Coalition air support, Barzani’s Peshmerga unit, known as “Piling Res,” or Black Tiger, contributed heavily in defending Erbil province from a ISIS blitzkrieg in Aug. 2014, and they were an integral part of the eventual territorial defeat of the terror group in the country in 2017.

The major-general is also the CEO of Korek Telecom, one of the “Big Three” of telecommunications companies in Iraq, along with AsiaCell and Zain, providing access to a modern, mobile network infrastructure in the country.

Founded in 2000, Korek Telecom has very often been embroiled in legal disputes with

Iraq’s Communications and Media Commission (CMC). Central to the disputes is the enforcement of Iraqi media laws and tax regulations, to which Korek has often refuted as having only partial jurisdiction in the autonomous Kurdistan Region.

«There is no problem between Korek Telecom and other telecommunication companies. The problem is with the CMC and the problem has long been enduring,» he clarified.

«Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani has decided to form a committee in the Iraqi Parliament. The committee met with representatives of Korek Telecom and the results of the committee meeting will be announced soon,» Barzani concluded.



November 20,2023

## CENTCOM says conducted 79 anti-ISIS operations in two months

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States Central Command (CENTCOM) on Monday announced that coalition forces had carried out 79 operations against the Islamic State (ISIS) in Iraq and Syria during the months of September and October, killing 13 and detaining several prominent leaders of the militant group.

A total of 31 anti-ISIS operations were conducted by the US-led coalition forces and

other partners in September, resulting in the killing of eight ISIS operatives and the detention of an additional 19, according to a statement from CENTCOM. At least five ISIS operatives were killed and 59 were detained in 48 anti-ISIS operations in October.

“Among those captured by U.S. coalition and partner forces were prominent ISIS leaders and members to include: fighters, facilitators, and members of attack and sleeper

cells plotting to release ISIS prisoners held in local prisons with the intent of replenishing their ranks,” said CENTCOM.

The operations in Iraq over the past two months resulted in 10 ISIS operatives killed and 33 detained, while three were killed and 45 were detained in Syria.

The coalition advises and provides aerial assistance to Kurdish Peshmerga forces and the Iraqi army as well as the Kur-

dish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the fight against ISIS.

ISIS seized control of vast swathes of Iraqi and Syrian land in 2014 but was declared territorially defeated in 2017 and 2019 respectively. While the group lacks any territorial presence on the ground, it still continues to pose serious security risks through bombings, hit-and-run attacks, and abductions in both countries.



November 20,2023

## PM Barzani, Boris Johnson address Kurdistan Region-UK ties

Johnson also emphasized the need for direct flights between Erbil and London.

**K**urdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) during his meeting with former United Kingdom Prime Minister Boris Johnson, Nov. 20, 2023. (Photo: KRG)

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Monday met with former United Kingdom Prime Minister Boris Johnson.

During the meeting, both sides exchanged views on developments in Iraq and the region,

as well as the development of relations between the Kurdistan Region and the UK.

The former UK Prime Minister stated that the Kurdistan Region has made many sacrifices to defend its rights and that the international community should support the Kurdish people's rights. «Kurdistan has always held a special place in my heart and I will continue to support you,» Johnson said.

Johnson also emphasized the

need for direct flights between Erbil and London.

Moreover, as part of his remarks, Prime Minister Barzani thanked the UK for continuing to support the Kurdistan Region, highlighted the changes in Iraq and the region, and stressed the need to protect the Kurdish people's rights. Furthermore, Barzani also emphasized the need to respect the constitutional structure of the region to maintain peace and security.

As an integral part of the 86-member Global Coalition to Defeat ISIS, the UK has been assisting the Kurdish and Iraqi forces in the fight against the terror group, whose self-styled caliphate was brought down in 2017 in the country.

A number of Kurdish cadres have been provided opportunities by London to study at the UK's Royal Military Academy Sandhurst, including two female Peshmerga officers.



The New York Times

Helene Cooper  
November 21, 2023

## U.S. Strikes Iranian-Linked Facilities in Iraq

The airstrikes followed an earlier exchange in which a U.S. gunship spotted and fired on militants after they launched missiles at Al Asad Air Base.

The United States conducted a new round of airstrikes — the second in roughly a day — in Iraq early Wednesday, destroying two facilities used by Iranian proxies that had been targeting American and coalition troops, U.S. military officials said.

The latest rounds in the tit-for-tat attacks between the United States and Iranian-backed fighters took place in Iraq, in a departure from the United States' practice of striking mostly targets in Syria.

This time, the United States struck an operations center and a command-and-control node south of Baghdad used by Kataib Hezbollah, a militia group in Iraq that is considered a proxy of Iran. Kataib Hezbollah's political wing is part of the coalition of Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani of Iraq.

A defense official said the military could not provide a casualty assessment.

The strikes came as the Biden administration has escalated its attacks recently. Barely more than 24 hours earlier, an American military gunship fired on and killed three Iran-backed militants on Monday night who the Pentagon said Tuesday were part of an attack on U.S. and coalition forces in Iraq. Unlike that exchange, which Pentagon officials said came at the spur of the moment after an American warplane in the area witnessed the ballistic missile attack on Al Asad Air Base and retaliated, the Wednesday morning strikes were planned, at least for a few hours.

In the earlier attack, a Pentagon spokeswoman said, the militants had moved to their vehicle after firing missiles at Al Asad Air Base, one of the last remaining Iraqi bases where U.S. forces are stationed. The gunship, an AC-130, spotted them from the air, she said.

"The militants were targeted because the AC-130 was able to determine the point of origin," the spokeswoman, Sabrina Singh, said on Tuesday. "We had an aircraft that was able to identify where the close-range ballistic missile was being shot from, and therefore we were able to take action."

The U.S. strikes followed others last week in eastern Syria against facilities used by Iran and its proxies. Officials said the American strikes last week killed at least six people and possibly seven. The Biden administration had previously conducted airstrikes that officials said were meant to deter Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps and the militias it supports in Syria and Iraq, but U.S. officials had said that before last week, they had caused no known casualties.

The administration blames Iran and the militias aligned with it, known as the [Axis of Re-](#)

[sistance](#), for what has become a daily barrage of rocket and drone attacks against U.S. forces in Iraq and Syria.

The latest strike came almost two weeks after [American warplanes hit a munitions warehouse in eastern Syria](#) and then [several buildings in the region](#) that the Pentagon said were being used for training, logistics and storing munitions, as well as a safe house serving as a command headquarters. An earlier set of U.S. retaliatory strikes [came on Oct. 27](#).

Until last week, President Biden had rejected more aggressive bombing options proposed by the Pentagon out of fear of provoking a wider conflict with Iran. But the U.S. strike on Monday was the second to cause fatalities. American officials say there have been 66 strikes by Iran-backed militias on American troops and bases since Oct. 17.

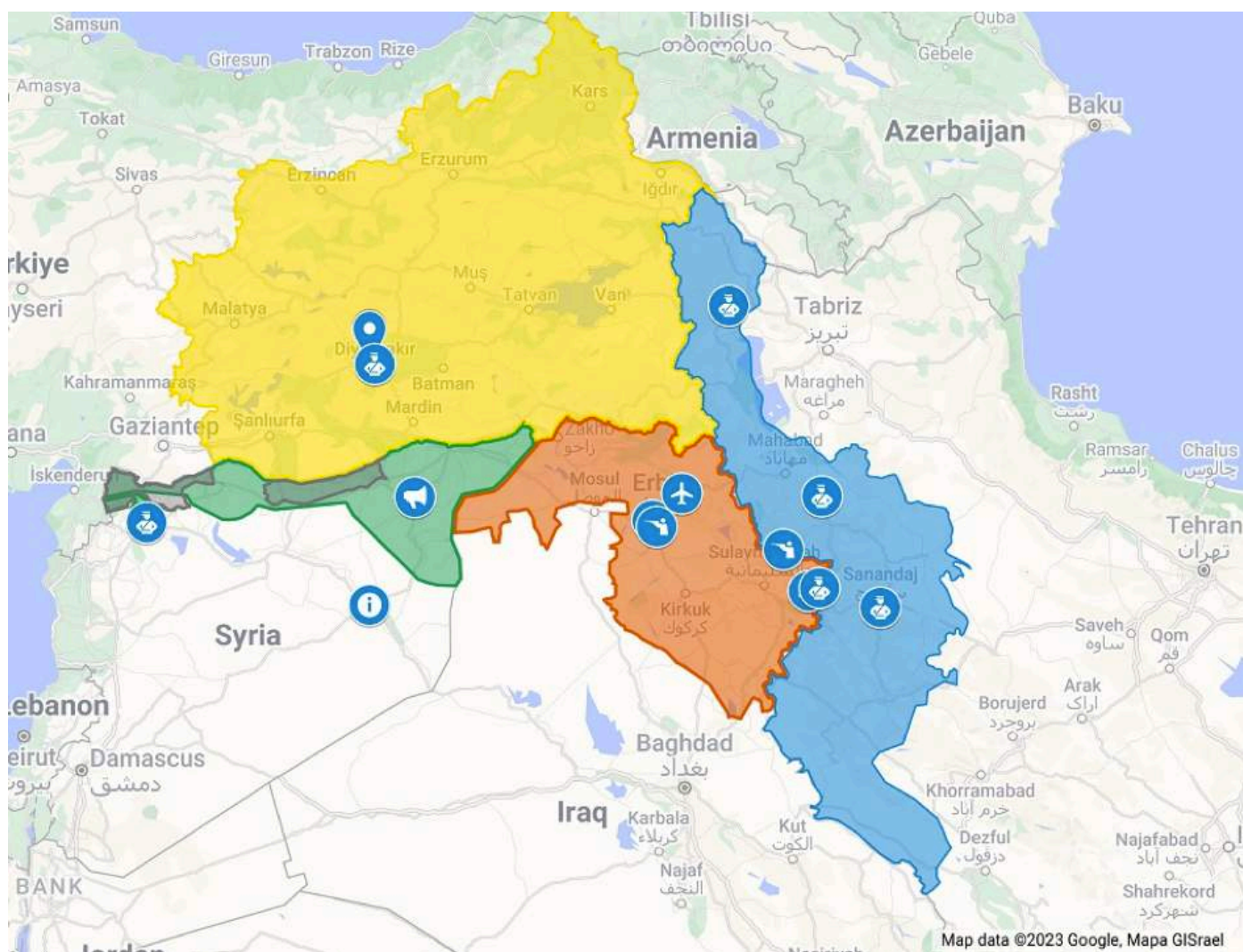


Washington Kurdish Institute

Est. 1996

## Kurdistan's Weekly Brief | November 21, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*



### Iran

The Iranian regime escalated its assaults on Kurdish border porters (kolbar) throughout the region last week. During **two separate attacks** on Tuesday, Iranian border guards killed one kolbar and injured five others near Baneh. The following day, **another kolbar** lost

their life in the same area, while Iranian forces sustained their attacks, causing injuries to **thirteen individuals**, including **two teenagers**, over the subsequent days. According to the Hengaw Organization for Human Rights, three kolbars have been killed, and 40 others have been injured since the recent visit of Iran's

president, **Ebrahim Raisi**, to **Baneh** two weeks ago. Concurrently, security forces continued their crackdown on activists and civilians. Targets included an Imam, **a woman**, and a **civilian** in Bokan; **two Kurdish men** in Khoy; a **labor activist** in Kamyaran; **two Kurdish men** in Saulawa; a **Kurdish language teacher**, Siarous

Abbasi, in Dewalan; a **musician in Senna**; and a **political activist** in Marivan. In Piran-shahr, security forces arrested **five teenagers**. Additionally, the Islamic Revolutionary Court in Senna sentenced a Kurdish man named **Kaywan Zandagi** to five years in prison for his involvement and role in the Zhina Amini uprisings last

year.

A member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), [Sorhab Rahmati](#), narrowly escaped an assassination attempt in the capital of Iraqi Kurdistan, Erbil, on Thursday. Rahmati, a dedicated lawyer known for representing victims of terrorist attacks by the Iranian regime, sustained injuries when an assailant shot him twice with a silenced firearm. In a statement, the [KDPI accused](#) the Iranian regime's "terror agency" of being behind the assassination.

### Iraq

On November 17 and 19, Iranian-backed militias [launched two attacks](#) on the Harir air base near Erbil, where US troops are stationed, using explosive-laden drones. No casualties were reported. This marks the seventh confirmed attack on the Harir air base since October 7. The primary focus of the US mission in the Kurdistan Region is to combat ISIS (Da'esh) terrorists as part of the global coalition. Additionally, there were more drone attacks on the Al Asad Air Base. In response to the threat, the US conducted a self-defense [strike on a militia vehicle](#) near Abu Ghraib. The Iranian-backed militia group, known as the "[Islamic Resistance](#)," claimed that one of its militants was killed in the US airstrike.

Despite numerous declarations about reaching agreements to resume Kurdistan oil exports, the issue persists, causing Iraq to lose billions of dollars since March. During a meeting of the Kurdistan Regional Government's (KRG) council of ministers, Prime Minister Massrouf [Barzani announced](#) the "readiness" to recommence oil exports, citing Kurdistan's constitutional rights. Barzani expressed hope

that Baghdad would "take the necessary steps to expedite this process."

### Syria

[According to the Syrian Observatory for Human Rights](#), the Fourth Division of the Syrian Arab Army has imposed a siege on Aleppo's northern countryside, which is governed by a joint Arab-Kurdish administration. Controlling the sole crossing between Aleppo province and its northern countryside, the Fourth Division has allegedly blocked fuel shipments from entering the area, aiming to secure these resources for themselves at a lower cost. This blockade has led to severe restrictions on civilian electricity usage and the suspension of public transportation services. The Fourth Division is known to intermittently enforce sieges on Aleppo's northern countryside, often imposing exorbitant and exploitative fees on goods entering the region.

The United States Department of Defense has [reported 60 attacks](#) by pro-Iran proxy militias in the past month on U.S. military personnel stationed in Syria and Iraq. These attacks resulted in [59 personnel](#) sustaining injuries. The "Islamic Resistance" group, among other pro-Iran militias, has been responsible for repeated drone and rocket assaults on U.S. bases. In response, the U.S. military has conducted multiple airstrikes targeting pro-Iranian and Islamic Revolutionary Guard Council (IRGC) military facilities in Syria. The U.S. has stated its intention to continue striking pro-Iranian targets unless the attacks on U.S. personnel cease.

On November 19th, the Syrian Democratic Forces (SDF) in eastern Deir ez-Zor experienced a second consecutive day of attacks by [unidentified gunmen](#), following artillery and

mortar assaults launched by pro-Assad forces from across the Euphrates river into SDF-held territory. Various groups of gunmen, likely affiliated with pro-Damascus and pro-Iran militias, engaged SDF personnel across multiple locations in Deir ez-Zor, utilizing machine guns, rockets, and even motorcycles for their attacks. According to a report by the North Press Agency, these gunmen are believed to be part of the anti-SDF insurgency initiated by pro-government and pro-Iran factions, aiming to overthrow the Autonomous Administration in North and East Syria (AANES). The unrest in Deir ez-Zor traces back to the arrest of renegade SDF commander Abu Khawla in late August, which prompted Arab tribal fighters loyal to him to launch an uprising. However, subsequent attacks against the SDF in the region have primarily been orchestrated by pro-government and pro-Iran militant groups.

### Turkey

Turkish police have arrested [28 individuals associated](#) with the "freedom march" in the Gemlik district of northwestern Bursa province, organized by the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (HEDEP). The march advocates for the freedom of the jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader, Abdullah Öcalan, who has not communicated with the outside world for over two years. Led by HEDEP, the demonstration calls for an end to Öcalan's strict isolation in İmralı prison. Law enforcement reportedly intervened in the march in the city of Diyarbakir, and there are unconfirmed reports of additional arrests in the city of Van. Öcalan has been in solitary confinement for more than two decades, and both the Kurdish community and various international figures have raised

concerns about his treatment by the Turkish authorities.

The Diyarbakir branch of the Human Rights Association (İHD) [has issued its "Child Rights Violations Report,"](#) shedding light on extensive infringements on the rights of children by the Turkish government, particularly in Kurdish-majority provinces. The report reveals that, between January 1st, 2022, and November 1st, 2023, the Turkish authorities violated the "right to life" of 48 children in Kurdish-majority provinces. The report identifies common violations, including deaths and injuries resulting from official errors and negligence, suspicious child deaths, suicides and attempted suicides, sexual abuse, violence in schools, and arbitrary detentions. Additionally, the report discloses that at least 191 children were detained during this period, with at least 19 subjected to torture both inside and outside prisons and detention centers.

The Co-Chair of the People's Equality and Democracy Party (HEDEP), Tuncer Bakırhan, [addressed critical issues](#) at the party's provincial and district organizations in Diyarbakir (Amed). The topics discussed encompassed the Turkish military's attacks on Rojava and the isolation of PKK leader Abdullah Öcalan. In reference to the situation in Rojava, Bakırhan remarked, "Those shedding crocodile tears for Palestine are playing the three monkeys when it comes to Rojava." This comment serves as a clear allusion to Erdogan, who has positioned himself as a staunch supporter of Palestine while condemning civilian casualties resulting from Israeli bombings in Gaza. Bakırhan strongly advocated for the end of Öcalan's isolation, stating, "The isolation of Abdullah Öcalan must be lifted."

## Les États-Unis frappent un groupe pro-Iran en Irak, Bagdad dénonce une violation de souveraineté

Des frappes américaines en Irak ont tué tôt mercredi au moins huit combattants d'un groupe pro-Iran, selon des sources sécuritaires irakiennes, nouvelle escalade dans un contexte de tensions régionales accrues depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien à Gaza. Plus tôt, le Commandement militaire américain au Moyen-Orient, Centcom, avait annoncé avoir mené des «frappes de précision» sur deux sites en Irak, en représailles aux récentes attaques de groupes pro-Iran contre les troupes américaines et les forces de la coalition internationale antijihadistes, en Irak et en Syrie.

Le gouvernement irakien a condamné une «violation flagrante de la souveraineté». Ces bombardements ont été menés «à l'insu des agences gouvernementales irakiennes», précise le porte-parole du gouvernement. En allusion aux groupes pro-Iran, il condamne «toute activité armée menée hors du cadre institutionnel de l'armée», et considère de telles actions comme «un acte condamnable et illégal».

### Coalition d'ex-paramilitaires

Mardi déjà, un bombardement dans la région d'Abou Ghraïb près de Bagdad avait visé un véhicule du Hachd al-Chaabî, puissante coalition d'ex-paramilitaires intégrés aux forces

régulières, faisant un mort et des blessés, Washington revendiquant une frappe aérienne «d'auto-défense». Ces frappes américaines sont les premières en Irak depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas qui a fait monter les tensions dans la région.

Evoquant «les bombardements américains contre des sites du Hachd (...) qui ont fait huit martyrs», le groupe fustige un «crime» et assure «qu'il ne restera pas impuni», selon un communiqué sur son site Internet. En allusion aux attaques contre les troupes américaines, les Brigades du Hezbollah s'engagent à «élargir la portée des cibles, si l'ennemi poursuit sa méthode criminelle».

En représailles aux attaques contre les forces américaines, Washington a bombardé à trois reprises en Syrie des sites liés à l'Iran. Les États-Unis ont aussi adopté des sanctions contre sept personnes affiliées à deux groupes armés irakiens pro-iraniens, dont les Brigades du Hezbollah.

### «Auto-défense»

La frappe américaine de mardi dans la région d'Abou Ghraïb avait été menée en riposte à l'attaque la veille d'un «missile balistique à courte portée» sur la base irakienne d'Aïn al-Assad, où sont stationnées des troupes américaines et de la coalition internationale,

selon le porte-parole du Pentagone, le général Pat Ryder. L'attaque sur Aïn al-Assad a fait huit blessés et quelques dégâts légers sur la base, selon le porte-parole.

Le nombre d'attaques visant les forces américaines et la coalition internationale antidjihadistes en Irak et en Syrie a bondi depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas. Washington a recensé 66 attaques menées avec des tirs de roquettes ou des frappes de drones depuis le 17 octobre, dix jours après le début de la guerre, selon le Pentagone. Les attaques ont fait une soixantaine de blessés parmi les effectifs américains, selon la même source.

Les États-Unis comptent environ 900 soldats en Syrie et près de 2500 en Irak qui combattent l'organisation jihadiste Etat islamique (EI). En Irak, la coalition internationale anti-EI assure que son engagement se limite à un rôle d'assistance et de conseil apportés aux forces locales dans la lutte contre l'organisation extrémiste.

### «Agressions américaines»

Hadi al-Ameri, un haut commandant du Hachd qui dirige l'influente organisation Badr, a dénoncé mercredi les «agressions américaines», qualifiant les dernières frappes de «violation flagrante de la souveraineté nationale». Il a

réitéré l'appel régulièrement lancé par son camp, réclamant «une sortie immédiate d'Irak des forces américaines et des troupes de la coalition».

Les dernières frappes sont la «preuve» venant démentir «les allégations américaines selon lesquelles leur présence en Irak se limite à «des conseillers et des formateurs»», a-t-il fustigé dans un communiqué. Ces dernières semaines, la plupart des attaques contre les soldats américains ont été revendiquées par la «Résistance islamique en Irak», nébuleuse proche des groupes armés pro-Iran qui saluent son action sur leurs chaînes de l'application Telegram.

Le mouvement a annoncé mardi qu'un de ses membres avait été tué au combat dans «la bataille» contre les forces américaines en Irak, allusion au bombardement d'Abou Ghraïb. Des funérailles se sont tenues mardi près d'une mosquée de Bagdad pour ce combattant, Fadel al-Mak-soussi, en présence de plusieurs centaines de membres du Hachd al-Chaabî, selon un journaliste de l'AFP. Son cercueil était recouvert d'un drapeau aux couleurs des Brigades du Hezbollah. Ce groupe avait récemment assuré que les attaques de la «Résistance islamique en Irak» faisaient partie d'une «stratégie d'usage».



November 22, 2023

## Torrential downpour heavily damages Turkey's Diyarbakir

**E**RBIL, Kurdistan Region - Heavy rainfall accompanied by strong windstorms and floods caused significant material damage in Diyarbakir, in the southeast of Turkey.

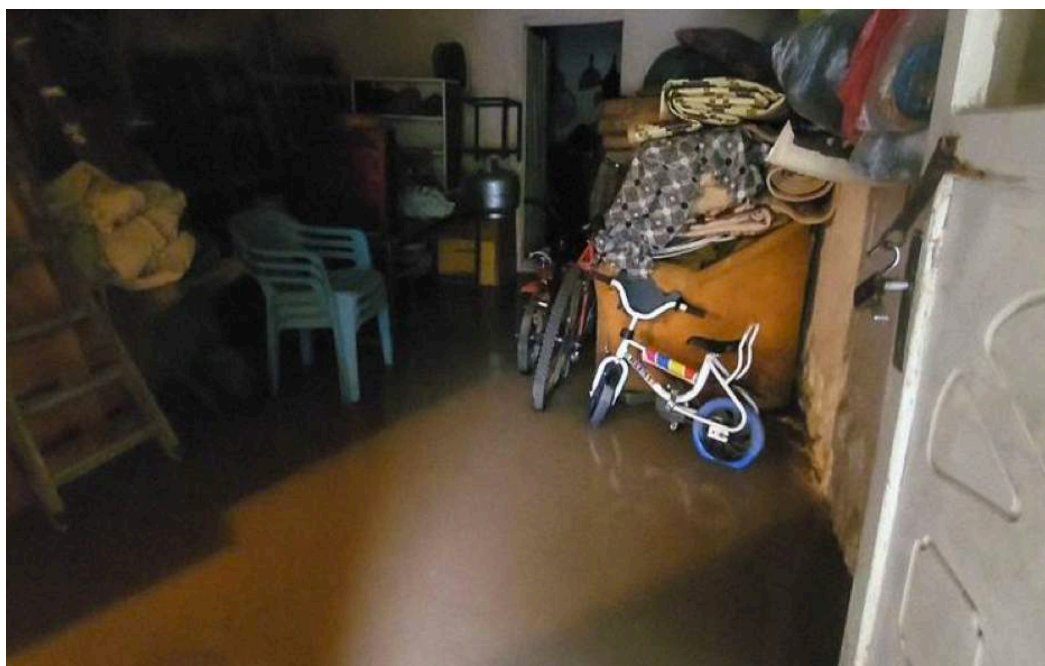
Bismil, a district of Diyarbakir province is one of the areas hardest hit by the floodwater, where dozens of houses and shops were damaged, yet locals express happiness at the fact that no lives were lost.

Haji Nuri Demircan 90, a local resident affected by the flood, says he has never seen such heavy rainfall all his life.

«I am turning 90 and I have never seen such torrential rain that I witnessed last night [November 20]. Yes, there is nothing left of us. Everything was gone,» Demircan said.

Heavy rainstorms and floods killed nine people across Turkey, the country's interior minister announced on Monday.

Several areas across Turkey were struck by heavy rainstorms and flooding on Sunday, the severity of the weather conditions causing a Turkish cargo ship to sink off the Black Sea coast in the country's northern province of Zonguldak. Of the 12 crew members on board, only one body was



retrieved, with the rest remaining missing.

Interior Minister Ali Yerlikaya said four people died in Batman, one in Diyarbakir and three in Zonguldak, in addition to the cargo ship crew member.

Zulaikha Demircan, another resident of Bismil affected by the flood recalled when the flooding started she «closed the door and put a table to block the floodwater, but the water was coming in until this morning. I was awake.»

Bismil's civil defense teams have begun a search operation

examining all the houses and public buildings that were flooded, clearing them of litter and mud.

Some people who have yet to receive assistance from the government have taken matters into their own hands, clearing their houses of litter.

«No one has come yet, not even the municipality. We are cleaning with our own means,» Mihmesah Koluman, a local who was damaged by floodwater, lamented.

Turkey's intelligence and emergency agency, Afad, is-

sued a high-risk warning for Diyarbakir on Sunday and Monday. According to forecasts, from Tuesday onwards the weather conditions in Diyarbakir and its districts will return to normal.

Turkey is no stranger to flooding. In September two people were killed in floods that hit the streets of Istanbul following several hours of heavy rainfall.

In March, a series of devastating floods hit Sanliurfa and Adiyaman provinces killing 21 people.



Chenar Chalak  
November 22, 2023

## US CENTCOM strikes Iran-linked facilities in Iraq

**E**RBIL, Kurdistan Region - US forces struck two facilities of pro-Iran militia groups in Iraq in the early hours of Wednesday in response to the groups' repeated attacks against American personnel in Iraq and Syria, reported the US Central Command (CENTCOM).

"On the morning of November 22 in Iraq, U.S. Central Command (USCENTCOM) forces conducted discrete, precision strikes against two facilities in Iraq," read a statement from the US forces.

CENTCOM said that the strikes

were in retaliation to the attacks on US coalition bases in Iraq and Syria, which have been ongoing since October 17 in response to Washington's support for Israel in its war against Gaza, including an attack on the Ain al-Assad airbase in Iraq's western province of Anbar on Tuesday which resulted in eight American personnel being injured.

Wednesday's strikes come hours after CENTCOM announced its first retaliatory strike targeting the Iran-backed groups in Iraq since the start of the attacks. The first retaliatory strike resulted "in several

enemy casualties" according to CENTCOM.

The US has carried out three retaliatory strikes against pro-Iran militias in Syria, most recently targeting two Iran-linked facilities in Syria's eastern Deir ez-Zor province on November 13.

Deputy Pentagon Press Secretary Sabrina Singh said during a presser last week that the US has been "deliberate" in its strikes against the groups, adding that the reason they have only carried out strikes in Syria so far is because Washington is targeting places where it

deems it can make "the most impact."

Singh stressed that the purpose of the retaliatory strikes is to «strongly signal» to Iran and its affiliated groups «to stop.»

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared devoid of territorial control in 2017 and 2019 respectively.



## Kirkuk Minute | November 22, 2023

*A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.*

### Kirkuk

On November 8, an Iraqi army force [deployed troops](#) in the Topzawa village, preventing Kurdish farmers from harvesting. Local protests accused the military of trying to occupy their lands, which had suffered Arabization policies by the former Iraqi regime. A recent memorandum by the Iraqi government ruled in favor of [returning the lands](#) to their original owners, but the Iraqi

Defense Minister has yet to recognize it. Separately, the Iraqi Defense Ministry [has summoned](#) the families of fallen soldiers during the war on Da'esh to visit the relevant departments and receive an apartment complex as part of the compensation granted to the martyrs. However, the ministry's initiative excludes the fallen Peshmerga forces who fought in the same war.

On November 1, the provincial

election campaign officially commenced in Kirkuk, spanning a period of 46 days. The elections scheduled for December 18, 2023, mark the first in the province since 2005. Thirteen parties and coalitions are set to participate, presenting a total of 224 candidates vying for 16 seats. With the exception of the Turkish-backed Turkmen Front, other ethnicities are represented by several parties. Notably, Sunni Arab and Turkmen parties, as

revealed by a [Kurdish lawmaker](#), have filed a lawsuit at the federal court of Iraq challenging article 12 of the elections law. This article pertains to the review of voter registrations. The Kurdish lawmaker highlights that non-Kurdish parties harbor concerns about the potential outcomes of the elections.

On October 28, the North Oil Company (NOC) issued eviction notices for 40 homes occu-

ried by Kurdish families since 2003, as these homes were constructed on the company's land. However, a report by [Rudaw revealed](#) that only Kurdish residents received eviction notices, while numerous non-Kurdish homes just a few feet away faced no issues with NOC. Residents of the affected homes asserted that the houses were illicitly built on Kurdish lands by the former Iraqi regime, specifically for senior members of the al-Ba'ath party. A significant number of Kurdish residents are families affected by the Anfal Campaign and the massacres perpetrated by the Ba'ath regime before 2003.

On November 5, the Iraqi Ministry of Oil [announced the](#) completion of a gas pipeline extending from the Khor Mor field in the Kurdistan Region's Qadir Karam district to Kirkuk's power plant. The ministry's statement outlined that the pipeline is expected to provide 100 million standard cubic feet of gas per day and is directly linked to Kirkuk's power plant in Taza. Notably, the execution of this project occurred without prior coordination and agreement between Dana Gas, the Emirate-owned main export contractor on the field, and Kurdistan's Ministry of [Natural Resources \(MNR\)](#). Subsequent to the project's completion, the MNR released a statement expressing concern over Dana Gas's authorization to transport natural gas to any destination without obtaining concession from the ministry.

On November 1, Iraq's State Organization for Marketing of Oil (SOMO) [released statistics](#) indicating that there were no oil exports from Iraqi Kurdistan through Turkey's Ceyhan pipeline in October. This cessation of Iraqi Kurdistan's oil exports stems from a ruling by



the International Chamber of Commerce in March 2023, which favored Iraq over Turkey and resulted in the suspension of exports. However, the SOMO report did reveal that 130,501 barrels were successfully transported from the Qarara field, falling under the jurisdiction of Kirkuk's oil company, to Basra for export via oil tankers in October. This export activity generated \$75,247,183 in revenue.

On October 29, a senior Iraqi military delegation [arrived in Kirkuk](#) and held meetings with security commanders of the province. Led by General Brigade Qais al Hamdawi, the delegation discussed the "security challenges." This visit marks the third in a month to Kirkuk after the ISIS (Da'esh) attacks in the province, which has posed a significant challenge for the Iraqi security forces to control since [October 16, 2017](#). Meanwhile, on November 15, a violent clash occurred between Da'esh terrorists and

Iraq's counter-terrorism units, resulting in the death of [several militants](#) near Wadi [Zeghitoun](#) in the Hawija district. On October 31, the United Nations Investigative Team to Promote Accountability for Crimes committed by Da'esh (UNITAD) [submitted its concluding](#) report regarding the war crimes by the terrorist organization in the Taza subdistrict to the supreme court. The terrorist organization used banned gas during several of its attacks on Taza in 2014 and 2015.

### Makhmour

On November 1, senior Kurdish and Iraqi security commanders [convened following](#) clashes between Peshmerga forces and the Iraqi army over control of a military post guarded by pro-Kurdistan Workers' Party (PKK) forces, securing the Makhmour Refugee Camp. Sierwan Barzani, the commander of the Peshmerga

forces in the area, stated that the meeting aimed to "solve the issues" between the two sides, resulting in an agreement on defined "positions" for each force. The clashes led to the unfortunate loss of four Peshmergas and two Iraqi army soldiers.

### Shingal (Sinjar)

As per a statement from the Ministry of Displacement and Migration, [1150 Yazidi](#) Kurds have returned to Shingal from the Duhok camp. However, a significant number of Yazidis remain displaced across the region due to the lack of security and basic services in the district. In a separate incident, a Turkish drone targeted a position of the Sinjar Resistance Units (YBS), resulting in the deaths of two members, according to a [statement from the force](#). The airstrike occurred near the Snuny subdistrict, an area frequently targeted by Turkey, impacting the Yazidi Kurdish population.



avec AFP  
23 Novembre 2023

# La Turquie relève son taux directeur à 40 %, un record sous le règne d'Erdogan

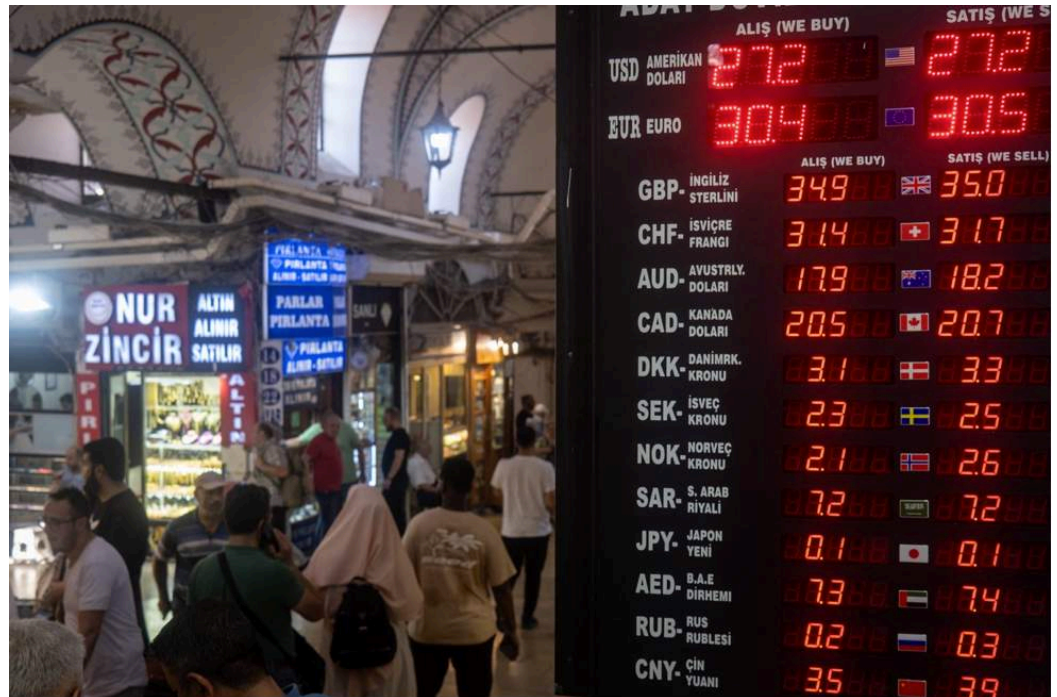
La Turquie ne parvient pas à sortir de la spirale infernale. La Banque centrale turque a décidé ce jeudi 23 novembre de relever son taux directeur de cinq points par rapport à octobre, pour le fixer à 40 %. C'est le sixième mois consécutif de hausse, et ce taux d'intérêt pour les prêts est désormais au plus haut niveau depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan.

«Le resserrement monétaire sera maintenu aussi longtemps que nécessaire pour garantir une stabilité durable des prix», a prévenu la Banque centrale. Avant de tenter de tenter rassurer : le niveau du resserrement monétaire est «très proche du niveau requis pour établir le cap de la désinflation. En conséquence, le rythme du resserrement monétaire ralentira et le cycle de resserrement s'achèvera dans un court laps de temps».

Depuis les élections de mai et la reconduction au pouvoir du président Erdogan, la nouvelle équipe à la tête de la Banque centrale et du ministère de l'Economie a fortement fait remonter le taux directeur - qui était à 8,5 % en début d'année - afin de tenter de réduire l'inflation. Celle-ci a atteint le mois dernier 61,36 %, selon les statistiques officielles.

## Crise profonde

La nécessité de relever les taux au plus haut niveau depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan en



Un tableau de change à l'intérieur du célèbre Grand Bazar d'Istanbul le 19 juillet 2023. (Chris Mc Grath /Getty Images. AFP)

2002 indique, selon les économistes, la profondeur de la crise dans laquelle le pays est plongé à la suite des politiques menées par le chef de l'Etat turc. Le président Erdogan a longtemps défendu, à contrecourant des théories orthodoxes, que les taux d'intérêt élevés étaient à l'origine de l'inflation.

Le président turc a été réélu en mai dernier en s'engageant durant sa campagne à ne jamais autoriser la Banque centrale à relever son taux directeur tant qu'il serait au pouvoir. Il a cependant changé de cap, en nommant une nouvelle équipe d'économistes respectés, formés à Wall Street et dans le

privé, chargés de sortir la Turquie de la crise qui altère gravement le quotidien des Turcs.

Le taux d'inflation annuel officiel de la Turquie a culminé à 85 % en octobre dernier puis, après une nette réduction durant la campagne, a de nouveau bondi à 61 % en octobre.

Depuis deux ans, la Turquie s'est enfoncée dans la crise économique : Erdogan avait ordonné à la Banque centrale, théoriquement indépendante, de réduire son taux directeur, suscitant alors une flambée de l'inflation. La livre turque s'était rapidement effondrée quand les Turcs, pour tenter de sauver leurs économies, ont

commencé à acheter des dollars et de l'or afin de se prémunir contre de nouveaux chocs économiques.

Selon les estimations, la Banque centrale turque a dépensé plus de 200 milliards de dollars pour tenter de soutenir la livre turque au cours des deux dernières années. Les nouveaux responsables de l'économie, le ministre des Finances, Mehmet Simsek, et le gouverneur de la Banque centrale, Hafize Gaye Erkan, ont tenté de rééquilibrer l'économie avec des solutions conventionnelles visant à atténuer la crise du coût de la vie et à mobiliser le soutien des investisseurs étrangers.





November 23, 2023

## PKK senior militant killed in Syria: MIT

The Turkish intelligence service has claimed the assassination of a senior PKK member in Syria.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Turkish National Intelligence Organization (MIT) claimed to have killed a senior member of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Syria, the Turkish state-owned Anadolu Agency reports.

The PKK senior member was allegedly responsible for supplying heavy weapons to the group, intelligence sources said Thursday.

Fahrettin Tolun, codenamed Hayri Serhat, who was wanted with an interpol red notice, was allegedly killed in the town of Rmellan region in northern Syria, reported Anadolu.

The PKK has not confirmed the death of Tolun.

Türkiye (Turkey) has stepped up targeted killings and drone strikes against the PKK and Syrian Democratic Forces (SDF) in both Syria and Iraq.



Senior PKK member Fahrettin Tolun was allegedly killed by the Turkish state (Photo: Anadolu News Agency)

More than 40,000 people on both sides have been killed since the conflict between PKK and the Turkish army began in 1984.

In addition to drone and air-strikes, Türkiye has carried out

ground operations in the province of Duhok in the Kurdistan Region.

According to the most recent data update from Syrian Observatory for Human Rights

(SOHR), the Turkish army has executed 101 drone strikes since the beginning of 2023, leading to 82 deaths, and injuring another 90 persons.



November 23, 2023

## Washington stands ready to 'take further action' against Iran-backed groups: Biden

**E**RBIL, Kurdistan Region - United States President Joe Biden on Wednesday wrote in a letter to the congressional leadership that Washington stands ready to pursue further action against

Iran-affiliated militias in Iraq and Syria in accordance with the its right to self-defense.

American personnel in Iraq and Syria have come under a spate of rocket, drone, and

missile attacks from Iran-backed groups over the past month, in response to the Biden administration's unwavering support for Israel in its war on Gaza. The US military has responded with three re-

taliatory strikes in Syria and two in Iraq.

Biden said that all three retaliatory strikes in Syria and Tuesday's strike in Iraq were conducted at his direction, de-

cribing them as “necessary and proportionate” actions that are consistent with international law.

The US president added that the strikes were taken to protect American personnel in Iraq and Syria and deter the ongoing series of attacks against the US and coalition forces.

“The strikes were taken to deter future attacks and were conducted in a manner designed to limit the risk of escalation and avoid civilian casualties.”

A close-range ballistic missile attack by Iran-backed militias on Ain al-Assad airbase, which



US President Joe Biden. Photo: Brendan Smialowski/AFP

houses US troops in Iraq’s Anbar, left eight American personnel injured. The attack triggered two retaliatory strikes from the US military on Tues-

day and Wednesday, killing at least nine pro-Iran fighters.

The Iraqi government, parliament, and presidency on Wed-

nesday condemned the recent US military actions in the country, calling them “a violation” of Iraq’s sovereignty, and criticized the US-led global coalition for steering away from its intended mission of supporting Iraqi armed forces in the fight against the Islamic State (ISIS).

The Iraqi authorities’ condemnation came after eight members of the government-linked Popular Mobilization Forces (PMF) were killed in a US airstrike in Jurf al-Nasr (formerly Jurf al-Sakhar) in northern Babil province, around 60 kilometers southwest of Baghdad.



November 24, 2023

## Syrian Kurdish security forces kill Iraqi ISIS leader in Syria

The Internal Security Forces Media on Thursday said they killed an Iraqi ISIS leader during an operation in Shaddadi.

The Internal Security Forces Media (Asayish) on Thursday said they killed an Iraqi ISIS leader and arrested two ISIS suspects in Shaddadi, Syria.

The Asayish in a [statement](#) said the ISIS leader was killed when they came under fire during the operation, which was backed by the US-led coalition.

The Asayish said the Emir held the position of zakat



Asayish-affiliated Anti-terror Forces (HAT) (Photo: Coordination & Military Ops Center - SDF)

(tax) in the southern region of ISIS and was planning to attack security forces.

The Asayish also seized a Kalashnikov weapon, 8 Kalashnikov magazines, an

explosive belt with a detonator, and a hand grenade.

Although the Syrian Democratic Forces (SDF) and coalition forces announced the territorial defeat of ISIS in Syria in March 2019, ISIS sleeper cells continue to pose a threat in the region.

The Internal Security Forces also arrested a suspected leader of an ISIS cell on Nov. 7 in Tel Kochar (al-Yaroubiya).

The New York Times

Santul Nerkar  
November. 24, 203

## Turkey Raises Interest Rates to 40 Percent to Tame Runaway Inflation

The country's central bank increased rates by 5 percentage points in an attempt to deal with the soaring cost of household necessities and the devaluing of the lira.

Turkey's central bank has raised interest rates to 40 percent, its highest level in nearly two decades, in a significant move to tame the country's runaway inflation after the country's president, Recep Tayyip Erdogan, had previously defied economic convention by cutting rates to slow price increases.

The increase of 5 percentage points on Thursday, which was larger than expected and the sixth consecutive increase by the bank, came as inflation in Turkey is running at 61.36 percent. That has sent the cost of basic household necessities soaring and sharply devalued the country's currency, the lira.

The central bank said in a statement that interest rates were near their peak and "the pace of monetary tightening will slow down." It added that "the tightening cycle will be completed in a short period of time." The bank's inflation target is 5 percent in the medium term.

Under Mr. Erdogan, Turkey has struggled with persistently high inflation in recent years.

After being elected in 2003, Mr. Erdogan pushed expensive projects, sending growth skyrocketing as the country took on sizable debt and relied heavily on foreign investments to fund lavish ventures in infrastructure, telecommunications and other fields. As a result,

Turkey's gross domestic product, the primary measure of economic output, boomed to nearly \$1 trillion, making it the world's 19th-largest economy.

That strategy was upended when Turkey's inflation moved above 20 percent in 2019 and the lira plummeted in value against the dollar. But rather than go with economic orthodoxy by raising interest rates to tamp down inflation, Mr. Erdogan cut rates, a move that economists say sent prices shooting even higher. Inflation in Turkey rose to more than 80 percent in August 2022. The central bank cut rates again.

But since Mr. Erdogan's narrow re-election this year, he has

sharply reversed that approach.

In June, he chose Hafize Gaye Erkan, the former co-chief executive officer of U.S.-based First Republic Bank, to lead Turkey's central bank. He also brought back Mehmet Simsek, a former top economist at Merrill Lynch, as the country's finance minister more than a decade after his last term.

Together, Ms. Erkan and Mr. Simsek have pursued a more conventional approach to bringing down inflation and stabilizing the lira. In June, the central bank raised interest rates to 15 percent from 8.5 percent, kicking off the current cycle of rate increases.



November 27, 2023

## Regime fuel blockade exacerbates plight of Afrin IDPs in northern Aleppo

ERBIL, Kurdistan Region - Internally displaced people from northwest Syria's Kurdish city Afrin, currently residing in northern Aleppo's Shahba region, continue to face great difficulties, exacerbated by the Syrian regime's fuel blockade which has halted the education process and led to the complete black-

out of electricity in the region for several days.

"Due to the blockade and the lack of transportation and heating fuel, the education process in the canton has been suspended indefinitely," said the Shahba and Afrin Canton education authority on Sunday. Ibrahim Shekho, a legal activist

from Afrin residing in Shahba, accused the Syrian military of enforcing a blockade on the canton, leading to the closure of schools.

"The fourth division of the Syrian military does not allow fuel to enter, and they impose harsh conditions on the Autonomous Administration, even

though they take their share of the financial sums," Shekho told Rudaw.

Around 14,500 students study at 68 schools and institutions in the Shahba region, according to information obtained by Rudaw.

The region has also been experiencing an electricity black-

out over the last three days due to the lack of fuel, causing further hardships for those residing in the IDP camps.

“If the situation continues like this for a week, the Afrin Hospital in Shahba region will also go out of commission, and the work of bakeries and water

sources will also be at risk of shutting down,” the activist added.

There is approximately 150,000 thousand people residing in the Shahba region, 100,000 of which are IDPs from Afrin. Around 10,000 of the IDPs reside in camps,

while the rest live in various towns and villages.

Shahba is located 15 kilometers north of Aleppo city, and is under the authority of the Syrian government in terms of security and military, but the affairs of the displaced people of Afrin are managed by the northeast Syria’s Auton-

omous Administration of Afrin and Shahba.

Afrin city was predominantly populated by Kurds before it was invaded by Turkey and its Syrian proxies, known as the Syrian National Army (SNA), under the pretext of fighting terrorism in March 2018.



November 27, 2023

## Turkey ready to resume halted Kurdistan Region oil export, envoy tells PM Barzani

As a result of the months-long halt, Iraq has lost more than seven billion dollars, according to the Kurdistan Region officials.

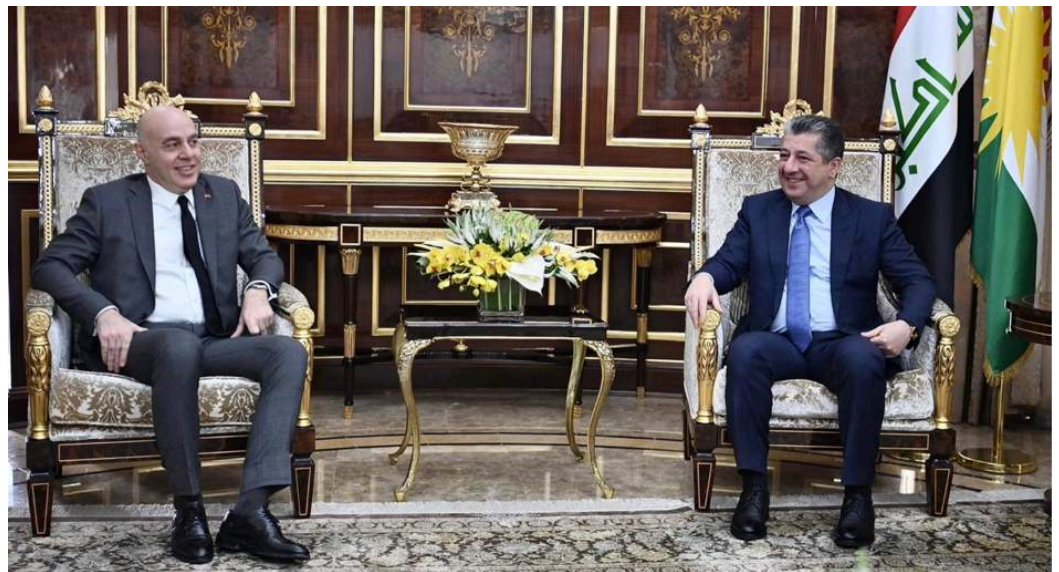
**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Turkish ambassador in Iraq on Monday told the Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani that his country is ready to resume the halted oil export from Iraq’s Kurdish region following months of stoppage.

Barzani on Monday received Turkish Ambassador to Iraq Ali Reza Guney in Erbil, where they discussed the bilateral ties as well as trade, according to a statement from the premier’s office.

The officials agreed on the importance of resuming the Kurdistan Region’s oil export, which has been halted since March 25 this year after Baghdad had claimed victory against Ankara at the International Court of Arbitration.

Turkey is ready to resume the export through its Ceyhan port, the envoy told Barzani, according to the statement.

A senior Iraqi oil ministry has recently visited Erbil and discussed the outstanding issues



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) during his meeting with Turkish Ambassador to Iraq Ali Reza Guney in Erbil, Nov. 27, 2023. (Photo: KRG)

that had hindered the resumption of oil, including the oil extraction fees that had been priced differently for the oil companies working in the region.

As a result of the months-long halt, Iraq has lost more than seven billion dollars, according to the Kurdistan Region officials.

Prime Minister Barzani has expressed the cabinet’s willingness to resolve the outstanding issues with Baghdad on several occasions, informed officials have briefed the media.

However, the Turkish energy minister announced that the pipeline is ready for export, but the crude flow has yet to restart.

Following the halt of its export via the Turkish Ceyhan port, Erbil has been transferring more than 90,000 barrels of oil to the Iraqi government which uses the crude to meet domestic needs.

Prior to the stoppage, the Kurdistan Region was exporting over 400,000 barrels of oil per day through a pipeline to Turkey’s Ceyhan port.

## La Turquie cherche des avions de combat pour renflouer sa flotte obsolète

Faute d'obtenir des F-16 des Etats-Unis, le gouvernement turc s'est tourné vers l'Eurofighter. Mais il se heurte pour l'instant à l'opposition de l'Allemagne, membre du consortium.

Confrontée au vieillissement de sa flotte de combat, la Turquie est entrée dans le vif des discussions avec des Etats européens pour l'achat de quarante Eurofighter Typhoon, au moment où les Etats-Unis semblent peu pressés de lui vendre les quarante F-16 et les kits de réparation qu'elle réclame depuis deux ans.

Ces négociations interviennent à un moment de tension dans la relation américano-turque, Washington ayant conditionné la fourniture des avions à la ratification de l'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique, laquelle n'a toujours pas été approuvée par le Parlement turc.

« Nous voulons acheter l'Eurofighter. C'est un avion très efficace », a déclaré à la mi-novembre le ministre de la défense, Yasar Güler. Indiquant que deux des pays producteurs de l'Eurofighter Typhoon – le Royaume-Uni et l'Espagne – étaient prêts à le vendre à Ankara, M. Güler a ensuite expliqué que « ces pays s'efforcent désormais de convaincre l'Allemagne ». De ce projet d'achat, il a aussi été question lors de la visite à Ankara, jeudi 23 novembre, du ministre britannique de la défense, Grant Shapps, avec lequel un renforcement de la coopération militaire a été évoqué.

Mais l'aval de l'Allemagne, membre du consortium qui fabrique l'Eurofighter, est loin d'être acquis pour la Turquie. Le président Recep Tayyip Erdogan a pu le mesurer au moment de sa visite à Berlin, le 18 novembre, le chan-

celier Olaf Scholz étant resté de marbre à l'évocation du sujet. « Il n'a fait aucun commentaire », a déploré le numéro un turc dans l'avion qui le ramenait à Ankara.

### Opposition de la coalition allemande

« S'ils veulent nous donner ces avions, qu'ils nous les donnent ! Sinon, nous pouvons frapper à d'autres portes, elles ne manquent pas », a-t-il martelé, rappelant au passage l'achat par la Turquie, membre de l'OTAN, des systèmes russes de défense aérienne S-400, conçus pour détecter les aéronefs de l'Alliance. Ce qui, en 2019, lui a valu d'être exclue du programme de fabrication et d'achat des avions américains F-35.

Le coup était rude, car Ankara misait justement sur l'acquisition de ces chasseurs furtifs de dernière génération pour renflouer sa flotte obsolète. Equipée de F-16 et de F-14 de conception ancienne, l'armée de l'air turque voit aujourd'hui ses avions parvenir en fin de vie, sans avoir de solution de rechange. Or, la modernisation de son armée de l'air est une priorité absolue pour M. Erdogan, avide de renforcer ses capacités de défense, ne serait-ce que parce que la Grèce a acquis des avions de combat Rafale et souhaite acquérir des F-35.

« Le refus des alliés de l'OTAN d'équiper la Turquie en avions de combat affaiblit sa position en tant que pilier oriental de l'Alliance. Au-delà de qui sommes-nous supposés nous fournir dés-

ormais ? Pékin ? Moscou ? », interroge un diplomate turc, soucieux d'anonymat.

Le traumatisme des sanctions est resté vivace, au point qu'aucun responsable turc ne parle plus désormais en public d'acheter des Soukhoï Su-35 à la Russie. A cet égard, l'Eurofighter présente un avantage. « Face à l'impasse russe, il constitue une option sûre en matière de diplomatie de défense et de sanctions », explique Can Kasapoglu, chercheur principal à l'Institut Hudson (Etats-Unis) et spécialiste des questions de défense du groupe de réflexion EDAM à Istanbul.

Son acquisition par la Turquie apparaît toutefois improbable. En premier lieu parce que la coalition au pouvoir en Allemagne y est fondamentalement opposée. Une position valable pour la Turquie comme pour l'Arabie saoudite, qui s'est vu refuser récemment l'achat de quarante-huit avions de combat Eurofighter Typhoon alors qu'elle doit elle aussi renouveler sa flotte.

### Jouer sur les deux tableaux

S'agissant d'Ankara, les objections du gouvernement allemand ne manquent pas, allant de l'érosion de l'Etat de droit aux bombardements par l'armée turque des Kurdes de Syrie, jadis alliés des Occidentaux. Sans parler des déclarations farouchement anti-israéliennes faites récemment par le président Erdogan, lesquelles ont remis de l'huile sur le feu.

Pour l'heure, le gouvernement turc espère toujours recevoir la commande passée aux Etats unis en octobre 2021, à savoir quarante F-16 ainsi que soixante-dix-neuf kits de modernisation pour les appareils existants au sein de sa flotte. En réalité, il joue sur les deux tableaux. « L'accord avec l'Eurofighter Typhoon ne tuerait pas du tout le projet de modernisation du F-16. Il faut bien comprendre que la Turquie ne cherche pas de remplaçant ou d'alternative. Idéalement, l'armée de l'air turque est prête à utiliser les deux simultanément », assure Can Kasapoglu.

« Si Londres réussissait à vaincre les réticences de l'Allemagne sur l'Eurofighter, et si l'accord s'étendait aux derniers modèles, cela fournirait alors à la puissance aérienne turque la solution provisoire qu'elle recherche, jusqu'à ce que son propre chasseur de cinquième génération, le TF-X Kaan, soit mis en service », ajoute le chercheur. C'est-à-dire pas avant 2030, soit la date à laquelle le TF-X Kaan, qui dépend d'un moteur de fabrication occidentale, devrait équiper l'armée de l'air, selon les plans turcs.

Ce point a également été abordé lors de la visite de Grant Shapps à Ankara. Depuis 2021, la Turquie travaille en étroite collaboration avec Rolls-Royce et BAE Systems, l'entreprise britannique spécialisée dans la défense et l'aérospatiale, pour développer les capacités furtives et les moteurs de son nouvel avion de combat, très attendu.



# Kurdistan's Weekly Brief | November 28, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

Several protests erupted in various cities, including the Kurdish city of [Kermanshah](#), as well as [Isfahan](#), Ahwaz, and [Shush](#), denouncing the social security laws and dismal living conditions on both Sunday and Monday. The demonstrations were coordinated by labor unions representing diverse industries, including steelworkers, public employees, nurses, oil company workers, and municipal employees. In parallel, security forces, particularly the border guards, intensified their crackdown on Kurdish border porters (kolbar), resulting in the deaths of two individuals, including [a teenager](#), and the injury of [over a dozen](#) near Baneh, Nowsud, and Urmia. Additionally, two kolbars tragically succumbed to freezing temperatures in [Piranshahr](#) and [Urmia](#).

The U.S. Department of State condemned Iran's deceptive execution process targeting Kurdish singer [Saman Yasin](#). Yasin, who has been imprisoned by the Iranian regime for over a year following the Zhina Amini's uprising last year, faced a fake execution as part of psychological pressure tactics due to his song against the regime. [The Farsi Twitter](#) account of the U.S. Department of State emphasized, "The use of mock executions, torture and death sentences without a fair trial not only violate human rights, but also go against basic respect for human dignity." Yasin is now confronting a life sentence following the annulment of his

execution sentence, awaiting a retrial.

On the [International Day for the Elimination of Violence against Women](#), the Hengaw Organization for Human Rights [published a special report](#) revealing that the Iranian regime executed 16 women, with 128 female activists sentenced to varying prison terms since the beginning of 2023. Meanwhile, authorities arrested two Kurdish men in [Naqadeh](#) and [Baneh](#), while the fate of dozens of others remains unknown since their detention in the past weeks across the Kurdistan Region.

## Iraq

Following claims by Iranian-backed militias of an attack on a US facility at Erbil International Airport on November 22, a security official rebuffed the militia's [claims to Rudaw](#). In response to militia attacks on Ain al Assad base, involving the use of drones and mortars on US forces on two separate occasions last week ([Wednesday](#) and [Thursday](#)), the US conducted airstrikes. The retaliation resulted in the death of [eight militants](#) from the Iraqi branch of Hezbollah. Notably, there have been [no further attacks](#) on the US since the truce deal between Hamas and Israel.

[A delegation](#) from the Kurdistan Regional Government (KRG) journeyed to Baghdad, engaging in discussions with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani. The talks centered on Kurdistan's budget, specifically addressing

public employee salaries and the resumption of oil exports. The KRG is urging the federal government to disburse 2.1 trillion Iraqi dinars for the months of October, November, and December to cover these salaries. It remains uncertain whether Baghdad will consent to the release of Kurdistan's budget.

Regarding the provincial council elections in Kirkuk, the Iraqi Supreme Court has [postponed a verdict](#) following discussions on Sunday. The Turkish-backed Turkmen Front and Sunni Arab parties had filed a lawsuit seeking the postponement of the elections, aiming for a "review" of voters' registration due to concerns about potential Kurdish victories. Despite these concerns, the Head of the media team at the Independent High Electoral Commission (IHEC), Imad [Jamil](#), [affirmed](#) to Shafaq News that Kirkuk's voter registry process was completed in a legal manner. The Kurdish majority Kirkuk province has been under the governance of an acting governor since 2017.

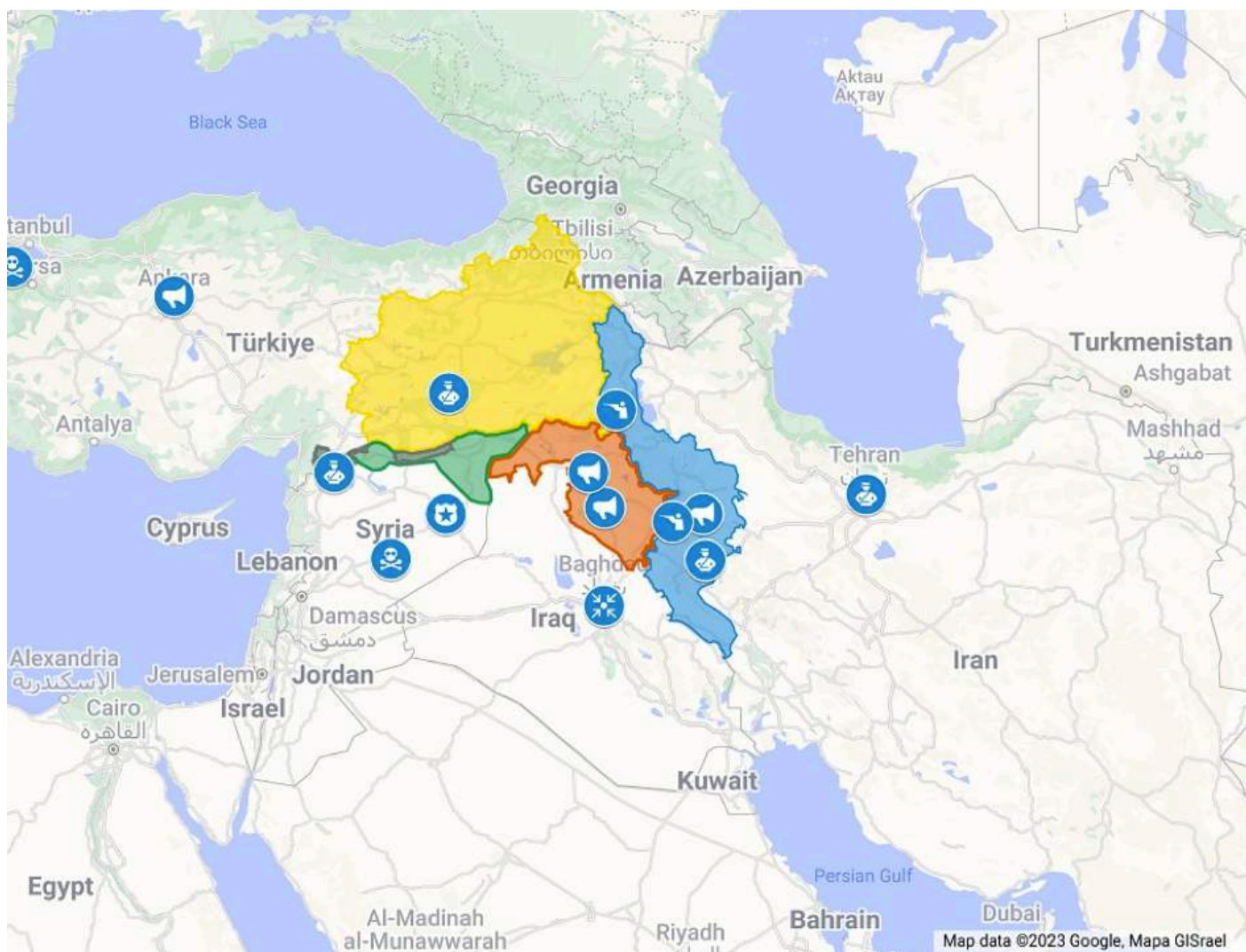
## Syria

The Syrian Arab Army's Fourth Division [maintains a blockade](#) on the Kurdish-majority area of northern Aleppo countryside, jointly governed by the Autonomous Administration of North and East Syria and the Assad regime. The Fourth Division has a history of imposing blockades and levying fees on goods entering the area, including fuel. The blockade has led to the shutdown of public transportation and schools due

to fuel shortages, and there are concerns about potential disruptions to water sources and bakeries. The blockade particularly affects around 100,000 internally displaced people from Afrin who fled following Turkey's invasion of northwest Syria in 2018.

The Internal Security Forces of North and East Syria (Asayish), Rojava's main police force, [have arrested four](#) individuals allegedly linked to the Syrian regime. These individuals are accused of engaging in sabotage and insurgency against the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES). The arrested men were found in possession of weapons, including an AK-47 rifle, three hunting rifles, a grenade, knives, and ammunition. The AANES-held portion of Deir ez-Zor has experienced instability and insurgency, primarily instigated by pro-Iran and pro-Assad forces, following an Arab tribal rebellion in the summer. This unrest has involved bombings, assassinations, and gun attacks on SDF personnel, coupled with artillery and mortar attacks from Syrian government and Iranian forces across the Euphrates river.

According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), ISIS (Da'esh) [attacks in the Syrian](#) desert over the past month have resulted in the deaths of 67 pro-Assad government forces. Thirteen ISIS militants are also believed to have been killed, reportedly due to Russian air attacks. The main centers of violence in-



clude Homs, Deir ez-Zor, southern Raqqa, and Aleppo. These attacks follow a pattern of successful ISIS incursions against pro-Damascus forces, posing a persistent threat despite the territorial defeat of ISIS by the Syrian Democratic Forces (SDF). The extremist group continues to pursue an insurgency to restore its “caliphate” and gain control over the region.

### Turkey

The spokesperson for the Peoples’ Equality and Democracy Party (HEDEP) has [announced the party’s intention](#) to change its acronym. This decision follows objections from one of Turkey’s top courts due

to its resemblance to the dissolved People’s Democracy Party (HADEP), accused of ties to the PKK. The party aims to avoid complications ahead of the upcoming March local elections by modifying its acronym to comply with the court’s concerns. The HEDEP is the successor to the Green-Left party, under which candidates from the historically pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP) ran in 2023, amid the HDP’s threat of closure by the Turkish government. Despite facing pressure and hostility from Turkish authorities, the HDP/Green-Left Party aims to regain popularity after performing below expectations in the recent elections.

Turkish police [detained 98 people](#), primarily from the Kurdish region, in a single day, with the interior ministry alleging their links to the outlawed PKK. Most of the detainees are accused of disseminating “pro-PKK propaganda” on social media. This follows a pattern of escalating anti-Kurdish actions both within and beyond Turkey’s borders. Turkey has increased bombings and violence in Kurdish Syria and Iraq in recent months, along with numerous mass arrests of Kurdish activists accused by the government of PKK connections.

Several Kurdish political prisoners in Turkish jails have declared a [rotational hunger](#)

strike, advocating for the release of Abdullah Öcalan and a political resolution to the Turkish-Kurdish conflict. The strike is scheduled to continue until February 15, 2024, marking the anniversary of Öcalan’s capture and return to Turkey from Kenya. This action is part of a broader transnational campaign drawing attention to Öcalan’s imprisonment conditions on İmralı Island. Despite his limited ability to communicate with the outside world, Öcalan remains a crucial figure in the collective consciousness of Kurds worldwide, and advocacy for his freedom remains a central aspect of pro-Kurdish politics.

## OTAN : Recep Tayyip Erdogan, un allié récal-citrant à la stratégie risquée

En dépit de l'engagement pris en juillet, la Turquie n'a toujours pas ratifié l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique. Sur la modernisation de ses avions de combat, la Syrie, la Russie, le Hamas, les sujets de discorde se sont accumulés ces dernières années entre le président turc et ses alliés.

La scène remonte au mois de juillet, quelques heures à peine avant l'ouverture du sommet annuel de l'OTAN, à Vilnius, en Lituanie. Tout sourire, le secrétaire général, le Norvégien Jens Stoltenberg, annonce à la surprise générale que le président turc, **Recep Tayyip Erdogan, vient d'accepter de lever son opposition à la candidature de la Suède à l'Alliance atlantique.** Le diplomate norvégien se félicite d'un jour « historique », immédiatement applaudi par le président américain, Joe Biden, qui salue « la diplomatie, le courage et le leadership » de son homologue d'Ankara.

Deux jours plus tard, le 12 juillet, à la fin du sommet, Recep Tayyip Erdogan précise qu'« à l'automne, lorsque les travaux de la législature reprendront, le speaker du Parlement [turc] portera le protocole d'adhésion de Stockholm au vote » et ajoute : « Nous voulons que ce processus prenne fin aussi vite que possible. »

Les mois ont passé et le constat s'impose : la Turquie n'a toujours pas ratifié l'accession de la Suède, et l'heure est au grand flou quant à la possibilité qu'Ankara tienne sa promesse. Le président turc a bien envoyé le protocole d'accord au Parlement, fin octobre. Mais la commission des affaires étrangères, largement dominée par la formation du chef de l'Etat, le Parti de la jus-

tice et du développement (AKP), a ajourné, le 16 novembre, les débats sur le texte, sans plus de précisions.

Aucune explication n'a réellement été avancée. A peine a-t-on appris qu'une motion des députés AKP avait été déposée, selon laquelle les négociations avec Stockholm n'étaient « pas parvenues suffisamment à maturité ». Le président de la commission, Fuat Oktay, a ensuite déclaré aux journalistes que l'ambassadeur suédois pourrait être invité à la prochaine session afin de fournir des informations supplémentaires sur les mesures prises par son pays pour répondre aux préoccupations de la Turquie en matière de sécurité. Et puis, plus rien.

Seule certitude, les autorités d'Ankara ont prévenu l'Alliance atlantique, il y a quelques jours, que le vote n'aurait pas lieu avant la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, prévue à Bruxelles mardi 28 et mercredi 29 novembre.

**« Méfiance, désaccords et intérêts contradictoires »**

Etrange situation que celle de la Turquie, un pays de l'OTAN parmi d'autres, en principe, mais qui semble délibérément vouloir rappeler, à chaque occasion, qu'il est un allié difficile et indocile, soucieux de maximiser indéfiniment ses intérêts ou ses gains, quitte à faire ap-

paraître ses propres contradictions et à épuiser la « patience stratégique » de ses alliés.

La ratification de l'adhésion de la Suède par les députés turcs peut s'obtenir par cent quarante voix plus une, c'est-à-dire à peine un peu plus de la moitié des élus AKP de l'Assemblée, qui disposent d'un total de 267 sièges (322 avec les alliés ultranationalistes et islamistes) sur les six cents que compte l'hémicycle. « En théorie, un simple coup de fil du président suffit à faire adopter un tel texte dans la seconde », reconnaît un conseiller au Parlement d'Ankara.

« Il n'est pas facile de comprendre Erdogan, mais il faut essayer, particulièrement sur ce dossier », affirme Krzysztof Strachota, spécialiste de la Turquie au Middle East Institute, un cercle de réflexion basé à Washington, pour qui la question suédoise est l'exemple le plus criant de la relation complexe qu'entretient Ankara avec l'OTAN et les Etats-Unis. « L'adhésion de Stockholm est venue jeter une lumière crue sur la méfiance, les désaccords et les intérêts contradictoires qui se sont accumulés ces dernières années entre la Turquie et ses alliés occidentaux », explique l'expert.

Selon lui, l'idée que les membres de l'Alliance ne mesurent pas suffisamment la gravité des périls auxquels la Turquie

est exposée, voire maltraitent leur partenaire oriental, a largement fait son chemin. « Pour Erdogan et ses proches, les alliés occidentaux jouent une politique antiturque sur des théâtres aussi variés que le Moyen-Orient, avec, par exemple, le soutien aux forces kurdes dans le Nord syrien, ou en Méditerranée, avec la Grèce. Ils heurtent également les intérêts stratégiques turcs en bloquant la modernisation de son armée, avec le refus de livrer des avions de combat dernier cri. » Et d'ajouter : « La Suède n'est d'évidence pas cruciale pour la sécurité de la Turquie, mais il est clair que le président Erdogan l'utilise comme un levier et une monnaie d'échange, une sorte d'occasion de reset [« relance »] des relations avec l'Alliance et Washington qu'il semble avoir privilégiée, surtout depuis sa réélection en mai, mais sans trop de succès jusqu'à présent. »

**« Il y a un éléphant dans la pièce »**

En froid avec l'OTAN après avoir acheté, en 2017 et pour 2,5 milliards de dollars (2,28 milliards d'euros), le système de défense russe S-400, Recep Tayyip Erdogan avait créé lui-même une situation hors norme au sein de l'institution. Critiqué pour sa relation ambiguë avec son « cher ami Poutine », le chef de l'Etat avait fini par semer le doute sur sa fiabilité. Au point que Jens



Stoltenberg, qui n'a pourtant cessé de désigner Ankara comme « un allié précieux », avait lui-même dû reconnaître, trois ans plus tard, l'existence d'un « problème turc » à l'OTAN. « Il y a un éléphant dans la pièce, et il est de plus en plus gros », avait ajouté un diplomate de l'Alliance, dans une formule qui deviendra bientôt maxime dans les couloirs de l'institution.

Le retour accéléré d'Erdogan dans le giron atlantiste avec le déclenchement de la guerre russe en Ukraine, que le chef de l'Etat turc a immédiatement qualifiée d'agression « illégale », a suscité un soulagement. S'ensuivront d'après négociations avec la Maison Blanche à propos de l'accession de la Suède à l'OTAN et de la levée du veto turc, liée à la livraison d'avions de combat F-16, réclamés par Ankara.

En juin, l'administration Biden affirme qu'elle est prête à céder quarante de ces avions de chasse à la Turquie. Tout en précisant qu'il lui faut d'abord le feu vert du Congrès, une condition inacceptable pour Ankara.

C'est à cette aune qu'il faut comprendre le difficile et parfois embarrassant exercice d'équilibre du président turc, qui cherche à naviguer entre ses deux partenaires, Moscou d'un côté, Washington et ses alliés de l'autre. Au cours de ce même mois de juin, dès le deuxième jour de la rébellion avortée d'Evgueni Prigojine et des troupes de Wagner en Russie, le samedi 24 juin, Erdogan avait été l'un des rares dirigeants étrangers – et le seul membre de l'OTAN – à appeler Vladimir Poutine pour lui exprimer son soutien.



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors de son arrivée à la chancellerie à Berlin, le 17 novembre 2023. ODD ANDERSEN / AFP

Après avoir tendu la main au président russe, Ankara se tourne vers l'Occident et l'Ukraine. Erdogan dit accepter l'élargissement de l'OTAN, rencontre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à Istanbul. En retour, une délégation du Congrès américain se rend en Turquie et les deux pays mènent des exercices en Méditerranée orientale.

#### « Erdogan est un joueur »

Ces rapprochements sont vus comme significatifs, mais pas décisifs. Ils sont suivis par de nouveaux efforts de la part de Recep Tayyip Erdogan pour entretenir ses relations avec Moscou. Le 4 septembre, il rencontre son homologue russe à Sotchi, notamment pour tenter de convaincre Vladimir Poutine de revenir dans l'accord d'exportation de céréales ukrainiennes, dont le Kremlin s'est retiré en juillet,

ainsi que pour discuter de la situation dans le Caucase du Sud, à la veille de l'opération menée par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh.

Les affaires font aussi partie du menu. La Turquie et la Russie ont doublé leurs échanges commerciaux depuis le début de la guerre. Quelques semaines plus tard, à New York, le président turc va jusqu'à dire, [au cours d'un entretien tendu avec une journaliste de la chaîne américaine PBS](#), qu'il fait « autant confiance à la Russie qu'à l'Occident ».

« Erdogan est un joueur qui essaie toujours d'obtenir quelque chose en plus, affirme Henri Barkey, ancien membre du département d'Etat américain, né à Istanbul, spécialiste de la Turquie et expert au sein du Council on Foreign Relations. *A l'international, il cherche à se positionner à la fois comme fai-*

*seur de rois et comme perturbateur. Mais attention à ne pas se tirer trop de balles dans le pied, le risque de voir se transformer un opportunisme stratégique en vulnérabilité critique est élevé. Ses récents propos sur le Hamas [qualifié, le 25 octobre, de "groupe de libérateurs" par le président turc] ont été très mal perçus et l'ont de facto exclu de toute négociation. »*

Le spécialiste rappelle que la Turquie est importante dans le monde parce qu'elle fait précieusement partie de l'OTAN. Il conclut : « La Suède deviendra membre de l'Alliance d'une manière ou d'une autre et Erdogan devra l'accepter, parce que le prix à payer en cas d'échec est trop élevé. » Lundi 27 novembre, à Bruxelles, Jens Stoltenberg a simplement rappelé que « le temps [était] venu pour la Turquie de finaliser le processus d'adhésion ».



29 November, 2023

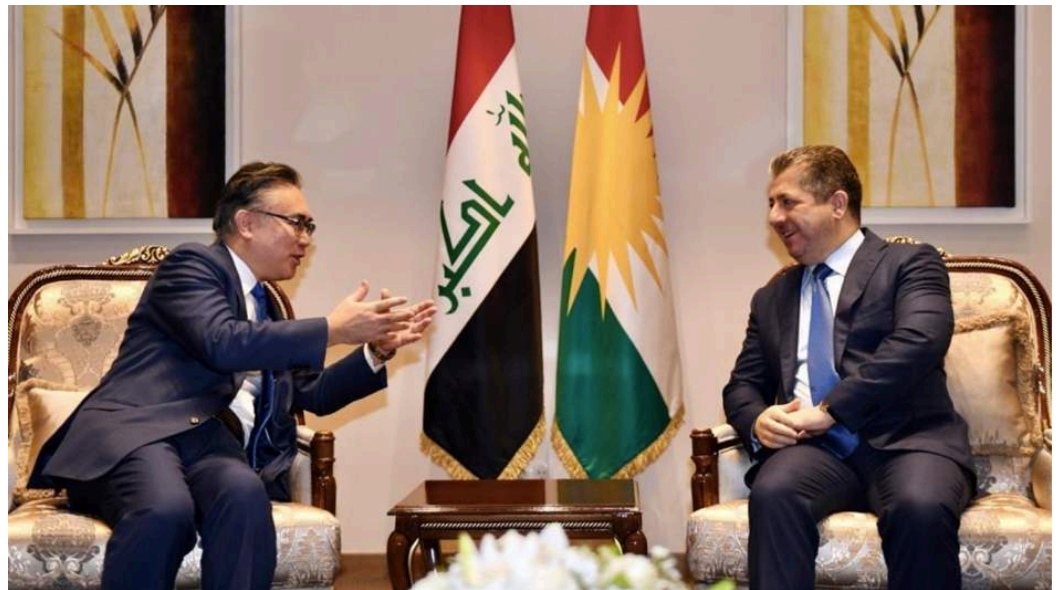
## Japanese ambassador discusses educational cooperation with PM Barzani

Discussing the ongoing Erbil-Baghdad issues, the envoy said his country supports “peaceful negotiations” between the two sides.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Japanese envoy to Iraq on Tuesday discussed introducing his country’s education system into the Kurdistan Region schools in a meeting with Prime Minister Masrour Barzani, as part of Erbil-Tokyo cooperation, according to a statement.

Ambassador Futoshi Matsumoto and Barzani discussed “a couple of good ideas” in a bid to strengthen bilateral ties, including “introduction of Japanese education system to Kurdish schools, upgrading Erbil Sewage and also strengthening more business exchange,” according to a post the diplomat shared on X account on Wednesday morning.

The Asian diplomat said he had promised the premier his “best efforts” to support the Kurdish leader’s endeavor “in supporting his endeavor to further develop and strengthen Kurdistan”.



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) during his meeting with Japanese Ambassador to Iraq Futoshi Matsumoto, Nov. 29, 2023. (Photo: Futoshi Matsumoto/X)

Discussing the ongoing Erbil-Baghdad issues, the envoy said his country supports “peaceful negotiations” between the two sides, including the budgetary issues.

Barzani and Matsumoto on Tuesday similarly attended the Alumni Association of

the Japan International Cooperation Agency (JICA), Japan’s flagship development agency, in Erbil, where the organization’s activities were highlighted.

The premier extended his gratitude to the Japanese people and government for the support they had provided to Kurdistan Region

through JICA, whose projects include sewage and water treatment as well as capacity-building training for civil servants.

In an exclusive interview with Kurdistan 24, aired on Tuesday night, the ambassador highlighted several areas of cooperation between Erbil and Tokyo.

## En Turquie, l'intellectuel Hrant Dink meurt une troisième fois

L'assassin du poète, militant et journaliste d'origine arménienne vient d'obtenir une libération conditionnelle pour bonne conduite. Une décision survenant après un procès qualifié en 2011 de « comédie judiciaire », et alors qu'aucun commanditaire n'a jamais été inquiété.

**S**avez-vous ce que cela représente pour un homme d'être enfermé dans l'inquiétude d'une colombe ? » Hrant Dink était un poète et un militant tourmenté, un de ceux dont les mots et la pensée, au-delà de toutes les pesanteurs politiques ou religieuses, figuraient parmi les plus toniques et contagieux du panthéon intellectuel turc.

Né Arménien, citoyen convaincu de cette République aujourd'hui centenaire, il avait été condamné pour « insulte à la turcité », par des procureurs à la vertu nationaliste par trop majuscule, après avoir osé écrire dans un de ses articles : « Je ne suis pas Turc, je suis Turc et Arménien. »

Hrant Dink avait fait appel et s'en était ouvert très publiquement dans un long texte publié, le 10 janvier 2007, par *Agos*, le premier journal bilingue turco-arménien qu'il avait fondé dix ans auparavant. C'est là, dans ses éditoriaux, qu'il avait pris l'habitude de prendre position sur toutes les questions politiques, que ce soit le voile ou le problème kurde, l'Union européenne, la politique au Proche-Orient ou dans le Caucase. Avec une idée fixe toutefois, tel un viatique pour nos temps troublés : la défense des valeurs démocratiques et de réconciliation nationale.

L'article, cette fois-là, fait passer toute une palette d'émotions d'un simple trait, de son incurable optimisme à une fa-

tigue certaine aussi. « Il est clair que ceux qui se sont efforcés de m'isoler, de me rendre faible et sans défense ont atteint leur but. J'avoue avoir perdu confiance dans le "système judiciaire" et le concept de "droit" en Turquie. Les procureurs et les juges ne sont-ils pas diplômés de facultés de droit ? Ne devraient-ils pas être capables de comprendre ce qu'ils lisent ? » Et puis ceci : « Je me sens aujourd'hui comme un pigeon, une colombe [güvercin, le mot est identique en turc]... Je suis aussi attentif à ma gauche qu'à ma droite, à l'avant qu'à l'arrière, assez rapide pour me retourner en un dixième de seconde. Oui, je peux me voir dans le malaise de l'âme d'un pigeon, mais je sais que dans ce pays, on ne touche pas à ces oiseaux. »

### Trois balles tirées à bout portant

Hrant Dink sera abattu neuf jours plus tard, en pleine rue, à Istanbul, à quelques mètres de son journal. Trois balles tirées à bout portant par un jeune nationaliste alors âgé de 17 ans, Ogün Samast, originaire de Trabzon, sur la mer Noire, à plus de 1 000 kilomètres de là.

L'assassinat provoqua un sursaut dans la société turque. Plus de 100 000 personnes défilèrent le jour des obsèques aux cris de « nous sommes tous Hrant Dink, nous sommes

tous Arméniens ». Profondément affecté, l'écrivain Orhan Pamuk dira : « Nous avons tué un homme dont nous ne pouvions accepter les idées. » Pour le grand historien turc spécialiste du génocide arménien, Taner Akçam, « il était devenu le Martin Luther King de nos deux peuples ».

La justice, elle, ne sera pas à la hauteur du drame. Le 25 juillet 2011, Ogün Samast est condamné à vingt-deux ans et dix mois d'emprisonnement alors que dix-sept coaccusés sont acquittés à l'issue d'une audience qualifiée de « comédie judiciaire » par une des avocates de la famille Dink, à la sortie du tribunal. Celui-ci ne retiendra pas la charge de « crime en bande organisée », comme le réclamaient partie civile et défenseurs des droits de l'homme, qui dénonçaient, au vu du dossier, une évidente implication de membres haut placés dans l'appareil d'Etat. Aucun commanditaire ne sera inquiété. Le quotidien *BirGün* titrera en « une » : « Ils ont tué Hrant une deuxième fois. »

Après seize ans d'incarcération, le 15 novembre 2023 et à la surprise générale, Ogün Samast est autorisé à quitter sa cellule. Une libération conditionnelle pour bonne conduite. La nouvelle a été jugée par beaucoup comme scandaleuse, alors que de nombreux responsables politiques, militants des droits humains et journalistes croupissent en prison pour leurs écrits ou leurs

dire. Des rassemblements se sont organisés. Des commentaires nombreux ont été déversés sur les réseaux sociaux.

### Manœuvre judiciaire grossière

Sous la pluie et devant une foule compacte, Özgür Özel, le nouveau chef du Parti républicain du peuple (CHP), la principale formation d'opposition, a ainsi lâché : « Il y a dix-sept ans, ils ont tué une colombe et, depuis, quelqu'un a relâché un tueur de colombe. Les responsables de ce meurtre n'ont toujours pas été jugés, ni les donneurs d'ordre ni ceux qui ont choisi un mineur pour tuer. La partie sombre et profonde du pouvoir est toujours là. »

Comme pour circonscrire un possible départ de contestation, le parquet d'Istanbul a déposé, à peine quelques jours plus tard, un nouvel acte d'accusation contre Ogün Samast. Le jeune trentenaire est désormais soupçonné d'avoir commis un crime « pour le compte d'une organisation terroriste armée, bien qu'il ne soit pas membre de celle-ci », indique le document, une allusion directe au mouvement du prédicateur sunnite Fethullah Gülen (FETÖ), l'ancien allié devenu la bête noire du président Recep Tayyip Erdogan et tenu pour responsable de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

Trop gros pour qu'on s'y laisse

prendre, affirment les proches du défunt. Pour l'avocate Hülya Deveci, interrogée par le quotidien *Cumhuriyet*, « cette plainte semble avoir été déposée pour faire taire les réactions du public. Selon la saisine, le délai de prescription pour ce type de procédure criminelle contre Ogün a expiré le 19 janvier 2022. Cela aurait dû

être fait bien avant comme nous l'avions préconisé. Techniquement, la plainte est caduque ». Une audience d'Ogün Samast devant un juge est prévue le 26 décembre.

Dans un éditorial du 5 juin 1998, repris dans son livre posthume *Chroniques d'un journaliste assassiné* (Ga-

laade Editions, 2010), Hrant Dink écrivait de façon prophétique : « Je n'ai jamais pensé, ne serait-ce qu'un seul jour, que je pourrais abandonner mon pays pour m'établir dans ce paradis de libertés toutes prêtes qu'on appelle l'Occident ; et m'accrocher comme une sangsue aux démocraties créées par d'autres qui en ont

payé le prix. J'ai bâti mon destin en luttant toujours en faveur de la liberté dans mon pays. A moi non plus, on ne m'a pas accordé gratuitement les droits dont je peux, ou ne peux pas, bénéficier ; moi aussi, j'en ai payé le prix, et je le paie encore. » Très cher. Il vient de mourir une troisième fois.



avec AFP  
29 Novembre 2023

## Iran : L'ONU exhorte Téhéran à cesser d'appliquer la peine de mort pour les mineurs

**D**ROITS HUMAINS  
Téhéran a procédé vendredi aux exécutions d'un jeune homme de 17 ans et d'un homme de 22 ans

L'Iran est une nouvelle fois critiqué sur son non-respect des droits humains. Les Nations unies ont déploré mardi les exécutions vendredi d'un jeune homme de 17 ans et d'un homme de 22 ans dans le pays et ont exhorté Téhéran à cesser immédiatement d'appliquer la peine de mort.

« L'exécution de Hamidreza Azari, qui était accusé de meurtre, est la première exécution signalée d'un enfant délinquant présumé en Iran cette année », a regretté Elizabeth Throssell, porte-parole du Bureau des droits de l'homme des Nations unies. Elle a rappelé à Téhéran son obli-

gation, en vertu des conventions internationales, d'interdire les condamnations à mort et leur application pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans.

### Huit exécutions en lien avec les manifestations de 2022

« Nous sommes également préoccupés par l'exécution, le même jour, de Milad Zohrevand, 22 ans, la huitième personne exécutée dans le cadre des manifestations de septembre 2022 », a ajouté Elizabeth Throssell dans un communiqué.

« Les informations disponibles indiquent que son procès n'a pas respecté les exigences fondamentales d'une procédure régulière en vertu du droit international des droits de l'homme. Des informations trou-

blantes indiquent également que les parents de Zohrevand ont été arrêtés après son exécution ». « Nous déplorons ces exécutions », a-t-elle martelé.

### Plus de 600 personnes exécutées depuis le début de l'année

L'Iran est secoué par un mouvement de contestation depuis la mort le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après son arrestation. La police des mœurs lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes notamment le port du voile dans la République islamique. Les autorités ont lancé une vaste campagne de répression pour étouffer les manifestations qui ont fait des centaines de morts et des milliers d'arrestations, selon

les groupes de défense des droits de l'homme.

Selon Elizabeth Throssell, l'Iran est l'un des pays où le nombre de condamnations à mort est le plus élevé, en particulier pour des infractions liées à la drogue, et où les minorités sont condamnées à mort de manière disproportionnée. La porte-parole a donc exhorté l'Iran à cesser immédiatement d'appliquer la peine de mort et à instaurer un moratoire sur son application.

Plus de 600 personnes ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année, le chiffre annuel le plus élevé depuis huit ans alors qu'il reste encore deux mois avant la fin de l'année, selon Iran Human Rights (IHR), basé en Norvège.

## Une « revenante » française de Syrie condamnée à deux ans de prison ferme après avoir rejoint l'EI

La trentenaire, qui a déjà été incarcérée pendant deux ans, de 2018 à 2020, à son retour de Syrie, comparaisait libre, et est donc ressortie libre du tribunal.

Une « revenante » française de Syrie a été condamnée mercredi à Paris à deux ans de prison ferme - soit la durée de sa détention provisoire - pour avoir passé quatre ans au côté de son mari dans les rangs de l'organisation État islamique (EI), avec leurs jeunes enfants.

Salima R., qui aura 33 ans en décembre, était accusée d'« association de malfaiteurs terroristes » et d'avoir mis ses enfants en danger en les emmenant vivre dans une zone de guerre en Syrie. Son mari, Rachid M., a été ciblé et tué en 2016 par un drone américain.

La Cour d'assises spéciale a estimé que l'accusée ne présentait pas de « dangerosité » et l'a condamnée à cinq ans de prison, dont trois avec sursis, puis cinq ans de suivi sociojudiciaire. La trentenaire, qui a déjà été incarcérée pendant deux ans, de 2018 à 2020, à son retour de Syrie, comparaisait libre, et est donc ressortie libre du tribunal.

### Une femme sous « emprise »

Se présentant à la barre vêtue d'une jupe et les cheveux lâchés, elle travaille à présent

comme animatrice dans une maison de retraite.

Avec calme et dans un français soutenu, elle affirme avoir vécu sous « l'emprise » de son mari, cadre dans l'administration de l'EI. Si elle admet avoir adhéré de son propre chef aux idéaux de l'organisation djihadiste, elle affirme s'être tenue à l'écart de toute violence.

Née à Sens (Yonne), d'un père soudeur et d'une mère sans emploi tous deux d'origine marocaine, la jeune femme a arrêté ses études et s'est mariée religieusement avant ses 17 ans avec Rachid M., qu'elle a rejoint à Trappes (Yvelines), une ville où les filières djihadistes ont recruté 85 membres entre 2012 et 2018.

Après un premier séjour de quelques mois en Égypte, le couple évoque un projet d'« hijra » (départ) vers la Mauritanie en 2013, mais s'envole finalement pour la Syrie au printemps 2014. Dès son arrivée sur place, Salima R. croise [Souad Merah](#), sœur de [Mohamed](#), auteur des attentats meurtriers de Toulouse en 2012.

Devant la cour, elle dit regretter d'avoir mis en danger ses deux

premiers enfants, mais affirme qu'elle a veillé à leur épargner la vue des cadavres ou autres sévices publics qui étaient le quotidien à Raqqa.

Selon une enquêtrice de la DGSJ entendue par la cour, Salima R. a participé au « djihad du ventre » prôné par l'EI pour inscrire sur la durée la pérennité du califat autoproclamé : l'accusée a d'abord eu trois autres enfants lors de son séjour syrien et a été rapatriée enceinte d'un sixième, né en prison en France. Tous ont été placés, en familles d'accueil ou chez ses grands-parents pour le plus jeune.

Les débats ont également permis d'évoquer le sort de E., un jeune homme aujourd'hui âgé de 19 ans, qui a cohabité avec l'accusée à son domicile de Raqqa car il était le fils de la « coépouse » de son mari.

Emmené en Syrie à l'âge de 11 ans, E. a été embrigadé à 12 ans dans un camp d'entraînement de l'EI, pour devenir un « lionceau du califat ». Il n'en est sorti qu'à 18 ans, au moment de son retour en France l'an dernier. Il a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire.

### Des questions autour des enfants

Le même sort était sans doute réservé à I., le premier fils de Salima R., arrivé en Syrie à l'âge de cinq mois, a souligné dans ses réquisitions la représentante du parquet.

L'accusation a requis 13 ans de réclusion, en soulignant que l'accusée ne pouvait pas « tout mettre sur le dos de son défunt mari ». Salima R. « minimise considérablement son implication (...) puisqu'elle ne reconnaît pas qu'elle a adhéré à l'idéologie djihadiste », a-t-elle dénoncé.

À l'inverse, pour l'avocate de la défense Adélaïde Jacquin, la jeune femme est certes « rentrée dans la radicalisation », mais « la peine doit être adaptée à la personne qu'elle est devenue aujourd'hui ».

Selon des chiffres du ministère de la Justice, une soixantaine de femmes ont été incarcérées en France, à leur retour du « califat » autoproclamé de l'EI. Au total, quelque 1 500 Français auraient rejoint sur place les rangs de l'organisation djihadiste, et 500 enfants y seraient nés.



29 November, 2023

## PM Barzani receives new French envoy to Erbil

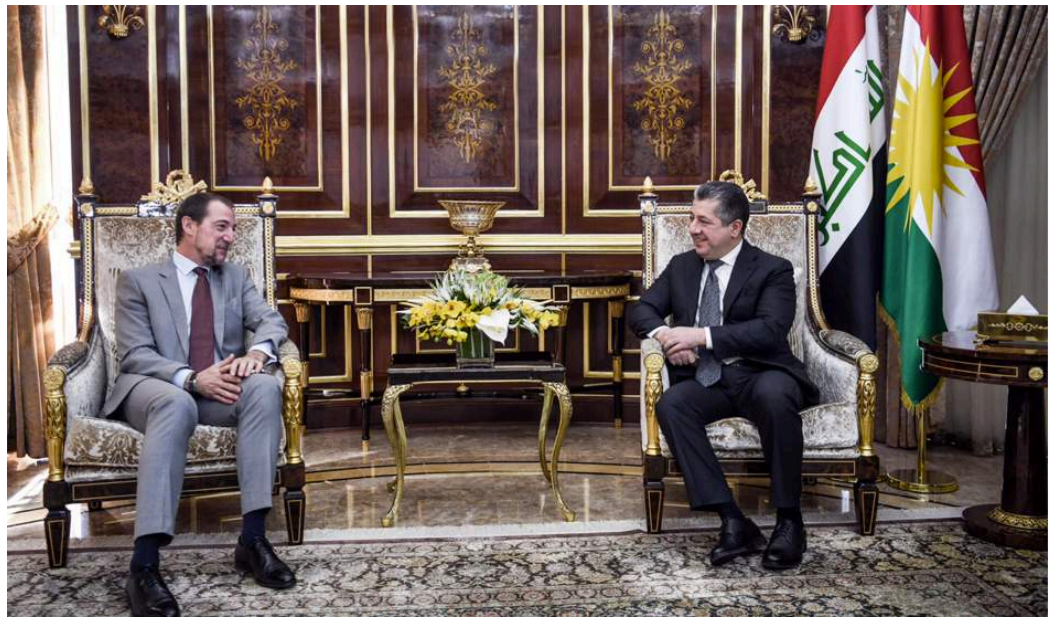
The two officials also discussed the latest developments in the region.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Wednesday received the newly inaugurated French envoy to Erbil and congratulated him on the new position, according to a statement.

Barzani received French Consul General Yann Braem and his accompanying delegation in Erbil, where they discussed bilateral relations.

The new diplomat in Erbil said that the Kurdistan Region is “special and important” to the French president and people, according to a statement from Barzani’s office. He also expressed his country’s willingness to develop ties with the Kurdistan Region in various sectors.

The two officials also discussed the latest devel-



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) during his meeting with new French Consul General to Erbil Yann Braem, Nov. 29, 2023. (Photo: KRG)

opments in the region. Since 2007, Mr. Braem has served his country in various diplomatic capacities, including stints in Egypt and Pakistan. Prior to his career in diplomacy, he served as a consultant to the French Armed Forces for five years.

Erbil and Paris share close economic, cultural, and political ties. The two capitals are sister cities. As an integral part of the US-led coalition against ISIS, France has provided the Kurdistan Region’s Peshmerga forces with training as well as air support in the Kurdish forces’

fight against the terror group between 2014 and 2017.

Earlier in July, French Defense Minister Sebastien Lecornu visited the Kurdistan Region and met with Kurdish leadership, stressing cooperation on the lingering threat of ISIS.

